

(Drapeau de la province de Québec, adopté par arrêté en conseil numéro 72, en date du 21 janvier 1948.)
(Flag of the Province of Quebec, adopted by Order in Council Number 72, bearing date January 21st, 1948.)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 8 JANVIER 1949

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, JANUARY 8th, 1949

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.



délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
23879 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
23879 — 1-52

Lettres patentes

Ain & Zakuta Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze décembre 1948, constituant en corporation: Harry Zakuta, constructeur, Moses Samuel Yelin, avocat, Esther Monson, secrétaire, et Joseph Ain, constructeur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, négociant ou faire le commerce d'articles, effets et marchandises de toute description composés en totalité ou en partie de bois, métal, plastique, fibre, produits textiles ou leurs sous-produits, sous le nom de "Ain & Zakuta Ltd.", avec un capital de \$100,000 divisé en 100 actions ordinaires catégorie A avec droit de vote d'une valeur au pair de \$100 chacune, 400 actions catégorie B sans droit de vote d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20).

Letters Patent

Ain & Zakuta Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1948, incorporating: Harry Zakuta, builder, Moses Samuel Yelin, advocate, Esther Monson, secretary, and Joseph Ain, builder, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture deal in or with goods, wares and merchandise of every description composed in whole or in part of wood, metal, plastic, fibre, textiles or the by-products thereof, under the name of "Ain & Zakuta Ltd.", with a capital stock of \$100,000 divided into 100 common Class A voting shares of the par value of \$100 each, 400 Class B non-voting shares of the par value of \$100 each, and 500 preferred shares of the par value of \$100 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Aird Investment & Realty Co. Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix décembre 1948, constituant en corporation: Morris Gorelik, Joseph Gorelik et Jack Gorelik, manufacturiers, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie d'immeubles et de développement, sous le nom de "Aird Investment & Realty Co. Ltd.", avec un capital de \$49,000 divisé en 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 240 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Alexandre Côté Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze décembre 1948, constituant en corporation: Jean Poirier, comptable agréé, des cité et district judiciaire de Québec, Dame Rose-Hélène Carbonneau Côté, commerçante, veuve d'Alexandre Côté, et Stanislas Côté, gérant, tous deux de Saint-Maxime de Scott, district judiciaire de Beauce, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie de fabrication et faire le commerce de marchandises dans lesquelles le bois ou le métal ou des substances composées ou synthétiques sont parties constitutives, sous le nom de "Alexandre Côté Limitée", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Maxime de Scott, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général le onze décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Carrière Bagot Quarry Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize décembre 1948, constituant en corporation: Léo Davignon, comptable, Jeanne Drouin, secrétaire, fille majeure, et Reginald Donald Tormey, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

D'acquérir, posséder et exploiter des carrières, acheter, vendre, écraser, former, travailler, polir toutes sortes de pierres, sous le nom de "Carrière Bagot Quarry Inc."

Le capital-actions de la compagnie est divisé en 5,000 actions sans valeur au pair ou nominale

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the Office of the Attorney General, this eleventh day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Aird Investment & Realty Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of December, 1948, incorporating: Morris Gorelik, Joseph Gorelik and Jack Gorelik, manufacturers, of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate and improvement company, under the name of "Aird Investment & Realty Co. Ltd.", with a capital stock of \$49,000 divided into 250 common shares of a par value of \$100 each, and 240 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Alexandre Côté Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1948, incorporating: Jean Poirier, chartered accountant, of the city and judicial district of Quebec, Dame Rose-Hélène Carbonneau Côté, merchant, widow of Alexandre Côté, and Stanislas Côté, manager, both of Saint-Maxime de Scott, judicial district of Beauce, for the following purposes:

To carry on the manufacturing business and deal in merchandise wherein wood or metal or composite or synthetic substances form a component part, under the name of "Alexandre Côté Limitée", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Maxime de Scott, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Carrière Bagot Quarry Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of December, 1948, incorporating: Léo Davignon, accountant, Jeanne Drouin, secretary, spinster, and Reginald Donald Tormey, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire, own and operate quarries; buy and sell, crush, form, work, polish all kinds of stone, under the name of "Carrière Bagot Quarry Inc."

The capital stock of the company is divided into 5,000 shares having no nominal or par value

et en 1,000 actions privilégiées de \$100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$35,000.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Hyacinthe, district judiciaire de Saint-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général le treize décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Comité des Chemins d'Hiver de St-Cuthbert

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept novembre 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Armand Denis, cultivateur, Donatien Houle, Philibert Fafard, marchands, Azellus Bazinet, notaire, Antonio Vadnais, cultivateur, et Paul Robillard, camionneur, tous de Saint-Cuthbert, district judiciaire de Joliette, pour les objets suivants:

Ouverture et entretien des chemins d'Hiver pour automobiles et camions, parcours cinq milles et plus, sous le nom de "Comité des Chemins d'Hiver de St-Cuthbert".

Le siège social de la corporation sera à Saint-Cuthbert, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général le vingt-sept novembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Diamond Flooring Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept décembre 1948, constituant en corporation: Angelo Bartolini, finisseur de ciment, John Pittaro, finisseur de ciment, et Guy F. Labelle, constructeur, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs, constructeurs et poseurs de planchers;

Pour les fins susdites, acquérir et prendre, comme une industrie en exploitation, le commerce et l'achalandage de la firme Bartolini & Pittaro Regd. faisant affaires dans ladite cité de Montréal, sous le nom de "Diamond Flooring Limited", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Émile Giroux Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec des lettres patentes, en date du sept décembre 1948, constituant en corporation: Émile Giroux, commerçant et garagiste, Dame Marie Prescilla Déry, épouse commune en biens de Émile Giroux, et Paul-Émile Giroux, commis, tous de Beauport-Est, district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

and into 1,000 preferred shares of \$100 each, and the amount with which the company will commence operations is \$35,000.

The head office of the company will be at Saint-Hyacinthe, judicial district of Saint-Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Comité des Chemins d'Hiver de St-Cuthbert

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of November, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Armand Denis, farmer, Donatien Houle, Philibert Fafard, merchants, Azellus Bazinet, notary, Antonio Vadnais, farmer, and Paul Robillard, truckman, all of Saint-Cuthbert, judicial district of Joliette, for the following purposes:

The opening and upkeep of winter roads for automobiles and trucks for a distance of five miles and more, under the name of "Comité des Chemins d'Hiver de St-Cuthbert".

The head office of the corporation will be at Saint-Cuthbert, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of November, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Diamond Flooring Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of December, 1948, incorporating: Angelo Bartolini, cement finisher, John Pittaro, cement finisher, and Guy-F. Labelle, builder, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as contractors, builders, floorers;

For the purposes aforesaid, to acquire and take over as a going concern the business and goodwill of the firm of Bartolini & Pittaro Regd., carrying on business at the said City of Montreal, under the name of "Diamond Flooring Limited", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventh day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Émile Giroux Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of December, 1948, incorporating: Émile Giroux, tradesman and garage keeper, Dame Marie Prescilla Déry, wife common as to property of Émile Giroux, and Paul-Émile Giroux, clerk, all of Beauport-East, judicial district of Quebec, for the following purposes:

Exercer le commerce d'automobiles, de camions, engins, machineries, parties et accessoires, sous le nom de "Emile Giroux Limitée", avec un capital de \$100,000 divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Beauport-Est, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le sept décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Excel Realities Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze décembre 1948, constituant en corporation: Moses Steinberg, marchand, de la cité d'Outremont, Ben Steinberg et Hyman Steinberg, marchands, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de terrains, bâtisses ou autres propriétés immobilières et droits réels;

Améliorer, construire et modifier des propriétés immobilières, sous le nom de "Excel Realities Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Georges Meilleur & Fils, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix décembre 1948, constituant en corporation: Roger Brossard, Claude Demers, avocats, et Marcelle Larose, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Tenir un ou plusieurs établissements pour y faire le commerce de toutes sortes d'effets, denrées et marchandises ordinairement vendus dans les magasins à rayons, sous le nom de "Georges Meilleur & Fils, Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jovite, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le dix décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Gérard Demers Incorporée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze décembre 1948, constituant en corporation: Gérard Demers, gérant, Georges-Émile Boisclair, commis, Dame Corinne Marchildon Boisclair, ménagère, veuve de Evariste-D. Boisclair, tous trois de Saint-Pierre-les-Becquets, district judiciaire de Nicolet, André Laquerre, manufacturier, de Fortierville, district judiciaire de Québec, Lewis Rosenfeld, boucher, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

To deal in automobiles, trucks, engines, machinery, parts and accessories, under the name of "Emile Giroux Limitée", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Beauport-East, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Excel Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1948, incorporating: Moses Steinberg, merchant, of the City of Outremont, Ben Steinberg and Hyman Steinberg, merchants, both of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in lands, buildings or other immoveable property and real rights;

To improve, construct and alter immoveable property, under the name of "Excel Realities Inc." with a capital stock of \$40,000 divided into 4000 shares of \$10 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eleventh day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Georges Meilleur & Fils, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of December, 1948, incorporating: Roger Brossard, Claude Demers, advocates, and Marcelle Larose, secretary, spinster, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To keep one or more establishments for the dealing in all kinds of goods, wares and merchandise usually sold in departmental stores, under the name of "Georges Meilleur & Fils, Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Jovite, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Gérard Demers Incorporée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of December, 1948, incorporating: Gérard Demers, manager, Georges Emile Boisclair, clerk, Dame Corinne Marchildon Boisclair, housewife, widow of Evariste D. Boisclair, all three of Saint-Pierre-les-Becquets, judicial district of Nicolet, André Laquerre, manufacturer, of Fortierville, judicial district of Quebec, Lewis Rosenfeld, butcher, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'animaux, d'abattoirs et de boucheries, de tous genres, sous le nom de "Gérard Demers Incorporée", avec un capital de \$100,000, divisé en 10,000 actions de \$10.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Pierre-les-Becquets, district judiciaire de Nicolet.

Daté du bureau du Procureur général le quatorze décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**Hébert Lumber Ltd.
Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept décembre 1948, constituant en corporation: Bernard Hébert, marchand, de la cité de Verdun, Jean-Paul Lavallée, avocat, et Andrée Patenaude, sténographe, fille majeure, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et l'industrie du bois sous toutes ses formes y compris ses sous-produits, sous le nom de "Hébert Lumber Ltd Ltée", avec un capital de \$200,000, divisé en 1,500 actions ordinaires de \$100 chacune, et 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Hôtel Mont-Clair Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze décembre 1948, constituant en corporation: Noël Smith, marchand, Edouard Bernard, avocat, Luce Lafontaine, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôtelier, boucher, épicer et marchand général, sous le nom de "Hôtel Mont-Clair Limitée".

Le montant du capital-actions social de la compagnie sera divisé comme suit: 500 actions ordinaires sans valeur nominale; 750 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de pas moins de \$6,500.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Sauveur-des-Monts, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général le onze décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Imperial Belt Company

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze décembre 1948, constituant en corporation: Alex Balandowich, manufacturier, Dame Ida Gold Kastner, ménagère,

To deal in cattle, abattoirs and butcheries of every kind, under the name of "Gérard Demers Incorporée", with a capital stock of \$100,000, divided into 10,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-Pierre-les-Becquets, judicial district of Nicolet.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**Hébert Lumber Ltd.
Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of December, 1948, incorporating: Bernard Hébert, merchant, of the city of Verdun, Jean Paul Lavallée, advocate, and Andrée Patenaude, stenographer, spinster, both of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the lumber business and trade in all lines of same including its by-products, under the name of "Hébert Lumber Ltd Ltée", with a capital stock of \$200,000, divided into 1,500 common shares of \$100 each, and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Hôtel Mont-Clair Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1948, incorporating: Noël Smith, merchant, Edouard Bernard, advocate, Luce Lafontaine, stenographer, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as hotel keeper, butcher, grocer and general merchant, under the name of "Hôtel Mont-Clair Limitée".

The amount of capital stock of the company will be divided as follows: 500 common shares having no nominal value; 750 preferred shares of a par value of \$50 each.

The amount with which the company will commence its operations will not be less than \$6,500.

The head office of the company will be at Saint-Sauveur-des-Monts, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Imperial Belt Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1948, incorporating: Alex Balandowich, manufacturer, Dame Ida Gold Kastner, housewife, separate as to property

épouse séparée de biens de Abraham Kastner, C.A. et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Gregory Charlap, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce général de tous articles, accessoires et garnitures utilisés dans la fabrication de vêtements pour hommes, dames et enfants, sous le nom de "Imperial Belt Company", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

of Abraham Kastner, C.A., and duly authorized by him for these presents, and Gregory Charlap, advocate, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal generally in all articles, accessories and trimmings used in the manufacture of men's, ladies' and children's garments, under the name of "Imperial Belt Company", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eleventh day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Jeunesse Étudiante de l'Union Nationale de Montréal

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize décembre 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Étienne Duval, Paul Archambault, André Chaloux, François Dorval, Camille Messara, Roger Blanchard, J. Claude Nolin, Lucien Ducharme, et Jean-Louis Borduas, tous étudiants, des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Grouper ou réunir les étudiants dans un but politique, culturel, social et sportif, sous le nom de "Jeunesse Étudiante de l'Union Nationale de Montréal".

Les pouvoirs ci-dessus ne permettent pas les jeux à l'argent, les jeux de hasard, ni les jeux combinés de hasard et d'habileté.

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à 201 ouest, rue Notre-Dame, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le seize décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Jos Potvin Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze décembre 1948, constituant en corporation: Jos Potvin, marchand, Lucien Potvin, Raoul Potvin, gérants, et Jean-Luc Potvin, commis, tous des cité et district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire le commerce de toutes choses qui peuvent être utilisées pour meubler les maisons ou pour entretenir des maisons, sous le nom de "Jos Potvin Ltée", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le onze décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Jeunesse Étudiante de l'Union Nationale de Montréal

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Étienne Duval, Paul Archambault, André Chaloux, François Dorval, Camille Messara, Roger Blanchard, J. Claude Nolin, Lucien Ducharme, and Jean-Louis Borduas, all students, of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To group or unite students for political, cultural, social and sportive purposes under the name of "Jeunesse Étudiante de l'Union Nationale de Montréal".

The above powers do not permit gambling, games of chance nor combined games of chance and skill.

The amount to which the value of the (or the annual revenue from) the immovable property which the corporation may hold is to be limited is \$25,000.

The head office of the corporation will be at 201 Notre-Dame Street West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Jos Potvin Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1948, incorporating: Jos Potvin, merchant, Lucien Potvin, Raoul Potvin, managers, and Jean Luc Potvin, clerk, all of the city and judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To deal in all kinds of things which may be used to furnish houses of for housekeeping purposes, under the name of "Jos Potvin Ltée", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

J. T. Belley Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize décembre 1948, constituant en corporation: Joseph-Théodule Belley, hôtelier, Louis Girard, avocat, et Lucien Mercier, comptable agréé, tous de Matane, district judiciaire de Rimouski, pour les objets suivants:

Acquérir as a going concern le commerce d'hôtellerie ci-devant exploité par J.-T. Belley, de Matane;

Exercer le commerce d'Hôtel, sous le nom de "J. T. Belley Inc.", avec un capital de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Matane, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général le treize décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

J. T. Belley Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of December, 1948, incorporating: Joseph Théodule Belley, hotel keeper, Louis Girard, advocate, and Lucien Mercier, chartered accountant, all of Matane, judicial district of Rimouski, for the following purposes:

To acquire as a going concern the hotel business heretofore carried on by J. T. Belley, of Matane;

To carry on the hotel business, under the name of "J. T. Belley Inc.", with a capital stock of \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Matane, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Kapri Construction Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf décembre 1948, constituant en corporation: Chaim Pripstein, hôtelier, Morris Kreisman, marchand, et Gertude Kreisman, ménagère, épouse séparée de biens de Morris Kreisman, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'entrepreneurs et constructeurs en général, sous le nom de "Kapri Construction Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Kapri Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of December, 1948, incorporating: Chaim Pripstein, hotelkeeper, Morris Kreisman, merchant, and Gertrude Kreisman, housewife, wife separate as to property of Morris Kreisman, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trade and business of contractors and builders in general, under the name of "Kapri Construction Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this ninth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Lafond et Coderre, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes, en date du vingt décembre 1948, constituant en corporation: Jean-Paul Émond, comptable, Paschal Taché, fonctionnaire, et Charles-H. Bérard, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, de constructeurs, de contracteurs généraux, sous le nom de "Lafond et Coderre, Ltée", avec un capital de \$35,000, divisé en 3,500 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Ville St-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le vingt décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Lafond et Coderre, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q. 1941, bearing date the twentieth day of December, 1948, incorporating: Jean Paul Emond, accountant, Paschal Taché, employee, and Charles H. Bérard, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors, builders, building contractors, under the name of "Lafond et Coderre, Ltée", with a capital stock of \$35,000, divided into 3,500 common shares of \$10 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20).

The head office of the company will be at Ville St-Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Liberté, Ltée

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix décembre 1948, constituant en corporation: Solomon Vineberg, notaire, Alan Bernard Gold et Murray Lapin, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir et prendre, comme une industrie en exploitation, le commerce et entreprise exercé autrefois en la cité de Montréal par Leo Feldman faisant affaires sous les nom et raison sociale de "La Liberté";

Exercer le commerce de détail d'un magasin à rayons, sous le nom de "La Liberté, Ltée", avec un capital de \$275,000 divisé en 2,500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 1,000 actions privilégiées catégorie A et en 1,500 actions privilégiées catégorie B, toutes deux ayant une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en les cité et district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Liberté, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of December, 1948, incorporating: Solomon Vineberg, notary, Alan Bernard Gold and Murray Lapin, advocates, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To acquire and take over, as a going concern, the business and undertaking heretofore carried on in the City of Montreal, of Leo Feldman, doing business under the firm name and style of "La Liberté";

To carry on the business of a retail departmental store, under the name of "La Liberté, Ltée", with a capital stock of \$275,000 divided into 2,500 common shares having a par value of \$10 each, and 1,000 Class A preference shares and 1,500 Class B preference shares, both having a par value of \$100 each.

The head office of the Company will be in the City and Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this tenth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Ligue des Propriétaires de la Cité d'Arvida

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize décembre 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Arthur Paris, rentier, Paul-Eugène Larouche, assistant-opérateur, et Louis-Joseph Tremblay, contremaître, tous de la cité d'Arvida, district judiciaire de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Défendre et promouvoir les intérêts des propriétaires de la cité d'Arvida, sous le nom de "La Ligue des Propriétaires de la Cité d'Arvida".

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera à Arvida, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général le treize décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

La Ligue des Propriétaires de la Cité d'Arvida

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of December, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Arthur Paris, annuitant, Paul-Eugène Larouche, assistant operator, and Louis-Joseph Tremblay, foreman, all of the city of Arvida, judicial district of Chicoutimi, for the following purposes:

To defend and promote the interest of proprietors, in the city of Arvida, under the name of "La Ligue des Propriétaires de la Cité d'Arvida".

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$10,000.

The head office of the company will be at Arvida, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

L'Aqueduc de Lanoraie Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze décembre 1948, constituant en corporation: J.-Avila Boivin, notaire, de Berthierville, Napoléon Ferland, courtier, Dame Gabrielle Hervieux, épouse contractuellement séparée de biens dudit Napoléon Ferland, tous deux de la paroisse de Lanoraie, district judiciaire de Joliette, pour les objets suivants:

Construire, acheter, louer, maintenir, exploiter des aqueducs, réservoirs, réseaux d'aqueducs sous le nom de "L'Aqueduc de Lanoraie Limitée", avec un capital de \$100,000, divisé en 1,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune, et 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

L'Aqueduc de Lanoraie Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1948, incorporating: J. Avila Boivin, notary, of Berthierville, Napoléon Ferland, broker, Dame Gabrielle Hervieux, wife separate as to property by marriage contract of said Napoléon Ferland, both of the parish of Lanoraie, judicial district of Joliette, for the following purposes:

To build, purchase, lease, maintain and operate waterworks, reservoirs, waterworks systems, under the name of "L'Aqueduc de Lanoraie Limitée", with a capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each, and 900 preferred shares of a par value of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Lanoaie, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général le quinze décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

The head office of the company will be at Lanoaie, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

L'Association des Intérêts du Taxi de Montréal

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize décembre 1948, constituant en corporation sans capital-actions: Lucien Lépine, Marcel Champagne, chauffeurs de taxis, et Odessa Therrien, propriétaire de taxis, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Grouper les chauffeurs de taxis et les propriétaires de taxis pour faire valoir leurs droits, sous le nom de "L'Association des Intérêts du Taxi de Montréal".

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L'Association des Intérêts du Taxi de Montréal

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of December, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: Lucien Lépine, Marcel Champagne, taxi drivers, and Odessa Therrien, taxi owner, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To unite taxi drivers and taxi owners for the purpose of availing themselves of their rights, under the name of "L'Association des Intérêts du Taxi de Montréal".

The amount to which the annual revenue from the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

L'Association des Propriétaires de la ville de Coaticook

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze décembre 1948, constituant en corporation sans capital-actions: J.-E.-R. Roberge, industriel, Alder Allaire, B.-C. Lemoine, J.-A. Lebel, marchands, E.-H. Hamel, commis, Lauréat Lavoie, ing. forestier, et Antonio A. Daigle, gérant, tous de Coaticook, district judiciaire de Saint-François, pour les objets suivants:

Faire tous actes, démarches, conventions, acquisitions, ventes ou transactions quelconques pouvant être dans l'intérêt des propriétaires fonciers de la ville de Coaticook, sous le nom de "L'Association des Propriétaires de la ville de Coaticook".

Les pouvoirs accordés ne permettent pas les jeux de hasard, les jeux mixtes de hasard et d'habileté, et n'autorisent pas non plus la compagnie à demander, obtenir ou exploiter un permis octroyé par la Commission des liqueurs de Québec.

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Coaticook, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général le onze décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L'Association des Propriétaires de la ville de Coaticook

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1948, to incorporate as a corporation without share capital: J. E. R. Roberge, industrialist, Alder Allaire, B. C. Lemoine, J. A. Lebel, merchants, E. H. Hamel, clerk, Lauréat Lavoie, forestry engineer, and Antonio A. Daigle, manager, all of Coaticook, judicial district of Saint-François, for the following purposes:

To perform any acts, take such steps, enter into agreements and make any acquisitions, sales or transactions whatsoever which may be of interest to the owners of real estate in the town of Coaticook, under the name of "L'Association des Propriétaires de la ville de Coaticook".

The powers conferred do not permit games of chance or games of chance and skill mixed, nor do they authorize the corporation to apply for, obtain or operate a license granted by the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Coaticook, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Le Centre Paroissial de St-Jean-Port-Joli

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix décembre 1948, consti-

Le Centre Paroissial de St-Jean-Port-Joli

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of December, 1948, to incorporate as

tuant en corporation sans capital-actions: Louis Dussault, avocat, de Sillery, Juliette Turcotte, de Giffard, et Pauline Boily, de Québec, toutes deux secrétaires, tous du district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Établir et opérer un centre paroissial, social et athlétique, sous le nom de "Le Centre Paroissial de St-Jean-Port-Joli".

Les pouvoirs précités n'autorisent pas la corporation à permettre les jeux de hasard, les jeux d'argent, ainsi que les jeux mixtes de hasard et d'habileté, et ne permettent pas, également à la corporation, d'obtenir et de détenir une licence ordinairement octroyée par la Commission des Liqueurs de Québec.

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Jean-Port-Joli, district judiciaire de Montmagny.

Daté du bureau du Procureur général le dix décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Le Placement Provincial Ltée Provincial Investment Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix décembre 1948, constituant en corporation: Henri Crépeau, avocat et conseil en loi du Roi, Marie-Paule Hudon et Françoise Gagnon, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands d'obligations, souscripteurs, courtiers et placements et courtiers d'actions dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Le Placement Provincial Ltée" — "Provincial Investment Ltd.", avec un capital de \$10,000 divisé en 10,000 actions de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Les Cadres l'Éclair Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf décembre 1948, constituant en corporation: Roland Leclerc, manufacturier, Adrienne Martel Leclerc, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Roland Leclerc et dûment autorisée par lui, et François-Xavier Latulippe, contremaître, tous des cité et district judiciaire de Québec, pour les objets suivants:

Fabriquer, réparer, améliorer et vendre diverses moulures, moules à cadres, cadres, articles religieux, objets en papier, bois, verre, métal, plastique, "ciro-plastic", cire, ou contenant l'un quelconque de ces matériaux, sous le nom de "Les Cadres l'Éclair Ltée", avec un capital de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 157, 8ième rue, Québec, district judiciaire de Québec.

a corporation without share capital: Louis Dussault, advocate, of Sillery, Juliette Turcotte, of Giffard, and Pauline Boily, of Quebec, both secretaries, all of the judicial district of Quebec, for the following purposes:

To establish and operate a Parish Centre, both social and athletic, under the name of "Le Centre Paroissial de St-Jean-Port-Joli".

The foregoing powers do not authorize the corporation to permit games of chance, gambling or games of chance and skill combined, nor do they permit the corporation to obtain and hold a license usually granted by the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Saint-Jean-Port-Joli, judicial district of Montmagny.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Le Placement Provincial Ltée Provincial Investment Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of December, 1948, incorporating: Henri Crépeau, advocate and King's Counsel, Marie-Paule Hudon and Françoise Gagnon, secretaries, spinsters, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of bond dealers, underwriters, investment brokers and share brokers in all its branches, under the name of "Le Placement Provincial Ltée" — "Provincial Investment Ltd.", with a capital stock of \$10,000 divided into 10,000 shares of \$1 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Les Cardes l'Éclair Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of December, 1948, incorporating: Roland Leclerc, manufacturer, Adrienne Martel Leclerc, housewife, wife separate as to property by marriage contract of Roland Leclerc and duly authorized by him, and François-Xavier Latulippe, foreman, all of the city and judicial district of Quebec, for the following purposes:

To manufacture, repair, improve and sell various kinds of mouldings, frame mouldings, frames, articles of devotion, objects in paper, wood, glass, metal, plastic, ciro-plastic, wax, or containing one or the other of these materials, under the name of "Les Cadres l'Éclair Ltée", with a capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 157 8th street, Quebec, judicial district of Quebec.

Daré du bureau du Procureur général le neuf décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Materials Resources Corporation

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du six décembre 1948, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, avocat et conseil en loi du Roi, Clarence R. Gross, avocat, Sarah Miller et Meta Henry, sténographes, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands de machinerie neuve et usagée, outillage, rebuts ferrugineux et non-ferrugineux, automobiles et accessoires; épiceries et articles de commerce convenables à la consommation; habits et vêtements de toutes sortes, sous le nom de "Materials Resources Corporation", avec un capital de \$10,000 divisé en 50 actions ordinaires de \$100 chacune et en 50 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Maurice Gautier et Cie, Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze décembre 1948, constituant en corporation: Maurice Gautier, Raymond Gautier, courtiers en assurance, et Aimé Pinsonnault, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de courtiers en tous genres d'assurances, sujet aux dispositions de la Loi des Assurances de Québec, sous le nom de "Maurice Gautier et Cie, Ltée", avec un capital de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Montreal Hardwood & Tile Floors Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze décembre 1948, constituant en corporation: Louis Mortimer Bloomfield, C.R., Philip Fischel Vineberg, David Goodman, avocats, et Imelda Langlois, commis, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce de bois de planchers, tuiles et accessoires et matériaux de construction de toutes sortes;

Entreprendre des exploitations forestières et faire le commerce de bois de construction dans toutes ses spécialités, sous le nom de "Montreal

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Materials Resources Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1948, incorporating: Samuel David Rudenko, advocate and King's Counsel, Clarence R. Gross, advocate, Sarah Miller and Meta Henry, stenographers, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealers in new and old machinery, equipment, ferrous and non-ferrous scrap, automobiles and automobiles supplies; groceries and articles of commerce suitable for consumption; clothing and wearing apparel of all kinds, under the name of "Materials Resources Corporation", with a capital stock of \$10,000 divided into 50 common shares of \$100 each, and 50 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Maurice Gautier et Cie, Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of December, 1948, incorporating: Maurice Gautier, Raymond Gautier, insurance brokers, and Aimé Pinsonnault, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as insurance brokers, for every kind of insurance, subject to the provisions of the Quebec Insurance Act, under the name of "Maurice Gautier et Cie, Ltée", with a capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Montreal Hardwood & Tile Floors Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1948, incorporating: Louis Mortimer Bloomfield, K.C., Philip Fischel Vineberg, David Goodman, advocates, and Imelda Langlois, clerk, fille majeure, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in flooring, tiling and building materials and supplies of all kinds;

To carry on the business of lumbering and the lumber trade in all its branches, under the name of "Montreal Hardwood & Tile Floors

Hardwood & Tile Floors Ltd.", avec un capital de \$20,000 divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Montreal Kitchen Supply Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize décembre 1948, constituant en corporation: Jean-Paul Bergevin, commerçant, Maurice Paré, contremaître, et Edouard Bergevin, gérant, tous trois des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer des meubles; exercer le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Montreal Kitchen Supply Co. Ltd.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le treize décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

**National Soft Drinks Corporation
Les Liqueurs Nationales Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize décembre 1948, constituant en corporation: Emile-J. Crevier, industriel, Dame Marie Phoenix Crevier, épouse contractuellement séparée de biens dudit Emile-J. Crevier, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, et Jean Goyette, avocat, tous trois de la cité de Granby, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Acquérir et exploiter le commerce de liqueurs douces déjà opérant sous les nom et raison sociale de "National Soft Drinks Co. Reg'd."

Le nom corporatif de la présente compagnie est "National Soft Drinks Corporation"—"Les Liqueurs Nationales Inc."

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de \$50,000, divisé en 500 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Granby, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général le treize décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Perfect Spread Co.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze décembre 1948, constituant en corporation: Harold S. Freeman, Lewis K. Freedman, avocats, et Florence Klians, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Ltd.", with a capital stock of \$20,000 divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eleventh day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Montreal Kitchen Supply Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of December, 1948, incorporating: Jean Paul Bergevin, trader, Maurice Paré, foreman, and Edouard Bergevin, manager, all three of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture furniture; to deal in building materials, under the name of "Montreal Kitchen Supply Co. Ltd.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**National Soft Drinks Corporation
Les Liqueurs Nationales Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of December 1948, incorporating: Emile J. Crevier, industrialist, Dame Marie Phoenix Crevier, wife separate as to property by marriage contract of said Emile J. Crevier, and duly authorized by him for the purposes hereof, and Jean Goyette, advocate, all three of the city of Granby, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To acquire and operate the soft drink business already carried on under the firm name and style of "National Soft Drinks Co. Reg'd."

The corporate name of the present company is "National Soft Drinks Corporation"—"Les Liqueurs Nationales Inc."

The amount of the capital stock of the company will be \$50,000, divided into 500 shares of \$100 each.

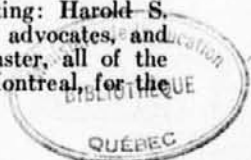
The head office of the company will be at Granby, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Perfect Spread Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1948, incorporating: Harold S. Freeman, Lewis K. Freedman, advocates, and Florence Klians, secretary, spinster, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:



Manufacturer, négocier et faire le commerce d'articles et choses qui peuvent être manufacturés ou produits du coton, de la soie, de la laine, du rayon et de la toile, sous le nom de "Perfect Spread Co.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze décembre 1948.

L'Assistant-procureur général
L. DÉSILETS.

Poole Company Inc.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept décembre 1948, constituant en corporation: Samuel David Rudenko, avocat et conseil en loi du Roi, Clarence Reuben Gross, avocat, et Sarah Miller, sténographe, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands d'habits, vêtements et habillements de toutes sortes, marchandises sèches, tissus textiles de toutes sortes, sous le nom de "Poole Company Inc.", avec un capital de \$40,000 divisé en 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le nombre des actionnaires de la compagnie sera limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Ru-Tex Mills Corporation

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du sept décembre 1948, constituant en corporation: Samuel J. Smiley, avocat, Edmée Lavigne, secrétaire, et Jack Dardick, contremaître, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'articles tricotés et nouveautés et lainages, soieries, cotonnades et tous autres sortes de tissus, sous le nom de "Ru-Tex Mills Corporation", avec un capital de \$40,000 divisé en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 2,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le sept décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Service des Loisirs St-Stanislas Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept décembre 1948, constituant en corporation sans capital-actions:

To manufacture, trade in and deal with all articles and things which can be manufactured or produced from cotton, silk, wool, rayon, linen, under the name of "Perfect Spread Co.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares and 200 preferred shares of the par value of \$100 each. The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this eleventh day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Poole Company Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of December, 1948, incorporating: Samuel David Rudenko, advocate and King's Counsel, Clarence Reuben Gross, advocate, and Sarah Miller, stenographer, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and dealers in clothing, wearing apparel and garments of all kinds, dry-goods, textile fabrics of all kinds, under the name of "Poole Company Inc.", with a capital stock of \$40,000 divided into 390 preferred shares of the par value of \$100 each, and 100 common shares of the par value of \$10 each.

The number of shareholders of the company shall be limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Ru-Tex Mills Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventh day of December, 1948, incorporating: Samuel J. Smiley, advocate, Edmée Lavigne, secretary, and Jack Dardick, foreman, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To deal in knitted goods and novelties, and woollens, silks, cottons and all other kinds of fabrics, under the name of "Ru-Tex Mills Corporation", with a capital stock of \$40,000 divided into 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each, and 2,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the Company will be at the City of Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventh day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Service des Loisirs St-Stanislas Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of December, 1948, to incorporate as a corporation without share capital:

Maurice Bériault, Jean-Marie Bériault et J.-Jacques Beauchemin, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Développer les loisirs dans la paroisse St-Stanislas;

Fédérer les services paroissiaux des loisirs et les diverses associations de loisirs qui existent dans la paroisse Saint-Stanislas, sous le nom de "Service des Loisirs St-Stanislas Inc."

Le montant auquel sont limités les (ou les revenus annuels des) biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à 1371, Laurier Est, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Start-O-Matic Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix décembre 1948, constituant en corporation: Alice Boire, sténographe, fille majeure, Claude Ducharme et Jean-Paul Ste-Marie, avocats, tous des cités et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire le commerce d'automobiles, tracteurs, avions, bateaux, canots, chaloupes, camions, wagons, motocyclettes, moteurs, engins, sous le nom de "Start-O-Matic Co. Limited", avec un capital de \$25,000, divisé en 1,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune, et 9,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Sunny Acres Limited

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze décembre 1948, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, Herbert William Jackson, comptable, tous deux de la cité de St-Lambert, Alexander Gordon Yeoman, commis en loi, John Lawrence McCrory, sténographe, Clifford George Meek, teneur de livres, tous trois de la cité de Montréal, William Patrick Creagh, commis en loi, de ville Mont-Royal, et Charles Eric Humphrey, teneur de livres, de la cité de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de terrains, d'immeubles, de construction et de développement en général dans aucune et toutes ses spécialités, sous le nom de "Sunny Acres Limited", avec un capital de \$70,000 divisé en 700 actions d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le nombre de ses actionnaires est limité à vingt (20).

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Maurice Bériault, Jean-Marie Bériault and J.-Jacques Beauchemin, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To organize recreational centres in the parish of St-Stanislas;

To federate the parochial recreational services and the various recreational associations which exist in the parish of Saint-Stanislas, under the name of "Service des Loisirs St-Stanislas Inc."

The amount to which the value of (or the annual revenue from) the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$25,000.

The head office of the corporation will be at 1371 Laurier East, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Start-O-Matic Co. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of December, 1948, incorporating: Alice Boire, stenographer, spinster, Claude Ducharme and Jean-Paul Ste-Marie, advocates, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To deal in automobiles, tractors, planes, boats, canoes, skiffs, trucks, waggons, motor cycles, motors, engines, under the name of "Start-O-Matic Co. Limited", with a capital stock of \$25,000, divided into 1,600 preferred shares of a par value of \$10 each and 9,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Sunny Acres Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of December, 1948, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, Herbert William Jackson, accountant, both of the city of St. Lambert, Alexander Gordon Yeoman, law clerk, John Lawrence McCrory, stenographer, Clifford George Meek, bookkeeper, all three of the City of Montreal, William Patrick Creagh, law clerk, of the Town of Mount Royal, and Charles Eric Humphrey, bookkeeper, of the City of Verdun, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, real estate, construction and general development company in any and all its branches, under the name of "Sunny Acres Limited", with a capital stock of \$70,000 divided into 700 shares of the value of \$100 each.

The number of its shareholders is limited to twenty (20).

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze décembre 1948.

L'Assistant-procureur général.
L. DÉSILETS.

The Fashion Arts Academy Ltd.

Avis est, par les présentes, donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize décembre 1948, constituant en corporation: David Elias, Martin Merle Glock, Mimi Guay, fille majeure, Jacques-Clément Rousseau, tous dessinateurs et Alex Chaim Solomon, gérant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir, exploiter et diriger une académie, un établissement ou école pour l'enseignement du dessin des vêtements et de la lingerie, de la couture, de l'esquisse, du dessin de la fourrure, de la décoration intérieure, des beaux-arts et de l'art dramatique, sous le nom de "The Fashion Arts Academy Ltd.", avec un capital de \$40,000 divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize décembre 1948.

L'Assistant-procureur général.
L. DÉSILETS.

**T. Préfontaine & Cie Ltée
Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept décembre 1948, constituant en corporation: Bernard Hébert, marchand, de la cité de Verdun, Jean-Paul Lavallée, avocat, et Andrée Patenaude, sténographe, fille majeure, ces deux derniers de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et l'industrie du bois sous toutes ses formes y compris ses sous-produits, sous le nom de "T. Préfontaine & Cie Ltée", avec un capital de \$100,000 divisé en 750 actions ordinaires de \$100 chacune, et 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à vingt.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le dix-sept décembre 1948.

L'Assistant-procureur général.
L. DÉSILETS.

Victory Coach Lines Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize décembre 1948, constituant en corporation: François Mercier, avocat, Gabrielle Larose, sténographe, Cora Racicot, comptable, célibataires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire l'exploitation d'omnibus, autobus, taxis, auto-cars, auto-camions, véhicules-moteurs

Dated at the office of the Attorney General this eleventh day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

The Fashion Arts Academy Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of December, 1948, incorporating: David Elias, Martin Merle Glock, Mimi Guay, spinster, Jacques-Clément Rousseau, all designers, and Alex Chaim Solomon, manager, all of the city and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To promote, operate and carry on an academy, establishment or school for the teaching of designing of apparel and millinery, dressmaking, sketching, fur designing, interior decorating, fine art and theatricals, under the name of "The Fashion Arts Academy Ltd.", with a capital stock of \$40,000 divided into 200 common shares of \$100 each, and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this thirteenth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

**T. Préfontaine & Cie Ltée
Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of December, 1948, incorporating: Bernard Hébert, merchant, of the city of Verdun, Jean Paul Lavallée, advocate, and Andrée Patenaude, stenographer, spinster, these two latter of the city of Montreal, all of the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the lumber business and trade in all lines of same including its by-products, under the name of "T. Préfontaine & Cie Ltée, Co. Ltd", with a capital stock of \$100,000, divided into 750 common shares of \$100 each, and 250 preferred shares of \$100 each.

The number of shareholders will be limited to twenty.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this seventeenth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Victory Coach Lines Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of December, 1948, incorporating: François Mercier, advocate, Gabrielle Larose, stenographer, Cora Racicot, accountant, spinsters, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To operate omnibuses, autobuses, taxi-cabs, motor cars, motor trucks, motor vehicles or

ou autres moyens de transport publics ou privés, sous le nom de "Victory Coach Lines Limited", avec un capital de \$250,000, divisé en 20,000 actions communes d'une valeur au pair de \$5 chacune, et en 7,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,

L. DÉSILETS.

Western Motor Sales Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six décembre 1948, constituant en corporation: Germain Bock, avocat, Émilienne Nadeau et Claire Lorrain, sténos-dactylos, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Acquérir l'entreprise que Paul-E. Boucher exploite actuellement à Montréal, Province de Québec, et consistant en une agence de vente d'automobiles neuves et usagées ainsi que de pièces et accessoires, sous le nom de "Western Motor Sales Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera divisé en 500 actions communes sans valeur au pair ou nominale, et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$10,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, District judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le six décembre 1948.

L'Assistant-procureur général,

23880-o

L. DÉSILETS.

means of public or private transportation, under the name of "Victory Coach Lines Limited", with a capital stock of \$250,000, divided into 20,000 common shares of a par value of \$5 each, and 7,500 preferred shares of a par value of \$20 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,

Deputy Attorney General.

Western Motor Sales Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of December, 1948, incorporating: Germain Bock, advocate, Emilienne Nadeau and Claire Lorrain, stenographers, typists, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To acquire the undertaking which Paul E. Boucher is presently carrying on, at Montreal, Province of Quebec, and consisting of an automobile sales' agency, of new and used cars, and also parts and accessories thereof, under the name of "Western Motor Sales Limited".

The amount of the company's capital stock will be divided into 500 common shares without par or nominal value and the amount of capital stock with which the company will begin its operations will be \$10,000.

The head office of the company will be at Montreal judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of December, 1948.

L. DÉSILETS,

23880

Deputy Attorney General.

Demandes à la Législature

AVIS

Avis est, par les présentes donné que la Cité de Sherbrooke s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendant sa charte, la Loi I, George VI, Chapitre 105, et les différents statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes:

Autoriser un fonds de roulement annuel de \$200,000.00 pour fins de travaux souterrains; fixer à 7 hrs. p.m. l'heure de la fermeture des bureaux de votation pour fins municipales; abroger les articles 98 et 99 de la charte, relatifs aux célébrations lors du centenaire de la Cité de Sherbrooke; répartir le coût du pavage des rues par moitié, entre la cité et les propriétaires des immeubles, suivant l'étendue des fronts de chacun de ces immeubles où des travaux auront été faits; cotiser les propriétés et propriétaires de terrains pour tous les travaux mentionnés dans les paragraphes 1, 2, et 3 de l'art. 429 de la Loi des Cités et Villes, d'après l'étendue de tous les fronts des dites propriétés situées sur les rues, où des travaux auront été effectués; changer aux articles 48, 49 et 50 de sa charte le mot "gaz" par les mots suivants: "Gaz propane" ou tout autre gaz qui pourrait lui être substitué, et en faire la vente en cylindres, dans les limites de la Cité, aux consommateurs individuellement, ou à

Applications to Legislature

NOTICE

Notice is hereby given that the City of Sherbrooke will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending its charter, the Act I, George VI, Chapter 105, and the various statutes amending it, for the following matters:

To authorize an annual operating fund of \$200,000.00 to pay for underground works; to close polling-stations at 7 o'clock p.m.; to repeal articles 98 and 99 of its Charter regarding the celebration of Sherbrooke centenary; to charge half of the cost for street paving to the City and half to the property-owners, according to the whole paving done on all frontage around such property; to assess upon the property-owners all public works mentioned in par. 1°, 2° and 3° of art. 429 of the Cities and Towns Act, according to the extent of all frontage of said properties situated on the streets where such works shall have been done; to change in art. 48, 49 and 50 of its Charter, the word "gas" by the following words: "Propane Gas Air" or any other gas or substitute thereof, and to sell within the City Limits such gas in cylinders to consumers individually, or to any person, society or company, whether such person, society or Company has its place of business within the

toute personne, société ou compagnie en faisant le commerce dans la Cité ou ailleurs; régler quant aux maisons à logements temporaires, pour fins domestiques, touristiques ou autres; imposer une taxe de vente de 2% dans la municipalité, sujette aux exemptions prévues à la loi provinciale, la dite exemption devant s'appliquer aussi au combustible pour fins domestiques; ajouter celui de l'avocat de la Cité aux noms des officiers municipaux qui ne peuvent être congédiés à moins d'un vote affirmatif d'au moins 7 membres du Conseil; et pour d'autres fins.

Sherbrooke, Qué., le onzième jour de décembre 1948.

Le Procureur de la requérante,
23700-51-4-o ALBERT RIVARD.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que Fritz Oscar Epstein, son épouse Marguerite Pauline Stanley, Stanley Alfred Epstein, Marilyn Anita Epstein, Robert Edward Epstein, Adolph William Epstein, son épouse Helena Downes, Arnold William Epstein, tous des cité et district de Montréal, et Francis John Epstein, de Frelighsburg, district de Bedford, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi changeant leur nom de famille de Epstein à celui de Easton.

Montréal, le 13 décembre 1948.

Les Procureurs des Requérants,
23711-51-4-o MONETTE, FILION, MEIGHEN & GOURD.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la corporation de la paroisse de Ste-Foy s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, aux fins suivantes:

1° Pour l'adoption d'une loi l'érigeant en corporation de ville sous le nom de "Ville de Ste-Foy", et lui rendant applicable la Loi des cités et villes avec des modifications sur les points suivants: le conseil, la construction et le zonage, les panneaux-réclame, les arbres, les vidanges, l'enlèvement de la neige, l'imposition d'une taxe dans le cas d'extension d'aqueduc et d'égout en sus de la taxe d'eau, les avis et le fonds de roulement, les élections;

2° Pour faire légaliser, ratifier et valider certains règlements de construction de rues et de trottoirs qui ont été adoptés sans referendum;

Québec, ce 13 décembre 1948.

Le Procureur de la pétitionnaire,
23712-51-4-o VICTOR TRÉPANIÉ, C. R.

Avis est par les présentes donné que "Syrian Canadian Association", corporation ayant son siège social dans la cité de Montréal, Québec, s'adressera à la prochaine ou la suivante session de la législature de Québec, pour la passation d'une loi spéciale, exemptant ses terrains et bâtiments situés à 40 est, rue Jean Talon, Montréal, Que., de toute taxation municipale, sauf quant aux taxes spéciales et taxes d'eau, pendant son occupation pour des fins de bienfaisance, d'éducation et de charité.

Montréal, le 7 décembre 1948.

Le Procureur de la Requérante,
23713-51-4-o JOSEPH HELAL, C.R.

City Limits or not; to make by-laws regarding temporary lodging-houses for domestic, touristic or other purposes; to impose a 2% retail sales tax within the municipality subject to the exemptions provided in the Provincial Retail Sales Act, said exemption to be extended also to fuel for domestic use; to add the City Attorney's name to that of the municipal officers who may be dismissed only upon the affirmative vote of at least seven members of the Council; and for other purposes.

Sherbrooke, Que., this 11th day of December, 1948.

ALBERT RIVARD,
23700-51-4-o City Attorney.

NOTICE

Notice is hereby given that Fritz Oscar Epstein, his wife Marguerite Pauline Stanley, Stanley Alfred Epstein, Marilyn Anita Epstein, Robert Edward Epstein, Adolph William Epstein, his wife Helena Downes, Arnold William Epstein, all of the city and district of Montreal, and Francis John Epstein, of Frelighsburg, district of Bedford, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act changing their family name of Epstein to that of Easton.

Montreal, December 13th, 1948.

MONETTE, FILION, MEIGHEN & GOURD,
23711-51-4-o Attorneys for the Petitioners.

NOTICE

Notice is hereby given that the Corporation of the parish of Ste-Foy will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the following purposes:

1. To obtain its incorporation as a town under the name of the Town of Ste-Foy and thus render it subject to the Cities and Towns Act but with amendments on the following subjects: the council, building and zoning, bill-boards, trees, garbage, snow-removal, the levying of taxes in the case of the water-works and sewerage system over and above the water tax, notice and the rolling stock, elections;

2. To have legalized, ratified and rendered valid those of its by-laws which have been adopted without referendum;

Quebec, December 13th 1948.

Attorney for the petitioner.
23712-51-4-o VICTOR TRÉPANIÉ, K.C.

Notice is hereby given that "Syrian Canadian Association", a corporation having its head office in the city of Montreal, Quebec, will apply to the next or following session of the legislature of Quebec for the passing of a special law, exempting its lands and buildings situate at 40 Jean Talon Street, East, Montreal, from all municipal taxation, save as to special taxes and water rates, while occupied by it for welfare, educational and charitable purposes.

Montreal, December 7th, 1948.

JOSEPH HELAL, K.C.,
23713-51-4-o Attorney for the Petitioner.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que le Docteur Rodrigue Théoret, des cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander une loi spéciale autorisant le Collège des Médecins et Chirurgiens de la Province de Québec à lui émettre une licence sans examen, pour lui permettre d'exercer la médecine dans cette Province.

Montréal, le 9 décembre 1948.

Les Procureurs du Dr Rodrigue Théoret,
23714-51-4-o LAMARRE & LAMARRE.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que les Révérends Pères J. Emile Campagna, Lucien Metzinger et Marie Denys LeCleac'h, tous trois de Longueuil, province de Québec, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'incorporation de: "Les Pères des Sacrés Cœurs" (The Fathers of the Sacred Hearts), avec tous les pouvoirs, droits et privilèges des corporations ordinaires et avec des pouvoirs spéciaux pour des fins religieuses, éducationnelles et charitables. La Corporation sera gouvernée par les règlements de sa Congrégation et elle aura le pouvoir de faire des règlements. Son siège social sera dans la cité de Longueuil, province de Québec.

Montréal, ce 14 décembre 1948.

J. EUGÈNE LAFONTAINE,
23722-51-4-o Le Procureur des Pétitionnaires,

AVIS

Avis public est par les présentes donné que William Johnston, étudiant, de la cité de Lachine, district de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec lors de sa prochaine session pour l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des Notaires de la province de Québec, à l'admettre à l'étude de la profession de notaire et à régulariser sa cléricature, le tout avec effet rétroactif au 13 juillet 1948.

Montréal, le 16 décembre, 1948.

Les Procureurs du requérant,
23731-51-4-o BUMBRAY & CARROLL.

Avis vous est donné que MM. Paul Pratt, financier de Longueuil; Paul Gilbert, médecin-chirurgien de Charny, Léo Choquette, Industriel de Montréal, Charles-Eugène Massicotte, Chirurgien-dentiste de Chicoutimi, Joseph-Henri Duval, Industriel de Trois-Pistoles, Camille Ducharme, pharmacien de Berthier, Ovila Robitaille, commerçant de Montréal, Me Henri-Paul Lemay, avocat de Montréal, Dr. J.-Maurice Blais, médecin-chirurgien de Montréal et Samuel L. Gagné, industriel de Québec, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi aux fins de donner à Renaissance Films Distribution Inc., compagnie constituée en vertu de la Loi des Compagnies, ayant son siège social à Montréal, les pouvoirs et les droits nécessaire pour poursuivre les buts de la compagnie et protéger les intérêts des actionnaires privilégiés, notamment en ce qui concerne le droit de vote.

Québec, le 14 décembre 1948.

Le Procureur des requérants,
23736-51-4-o NOEL DORION, C.R.

NOTICE

Notice is hereby given that Doctor Rodrigue Théoret, of the city and district of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for a special Act to authorize the College of Physicians and Surgeons of the Province of Quebec to issue a permanent license without examination to the said Rodrigue Théoret, for the purpose of exercising medicine in this Province.

Montreal, December 9, 1948.

LAMARRE & LAMARRE,
23714-51-4-o Attorneys for Dr Rodrigue Théoret

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Reverend Fathers J. Emile Campagna, Lucien Metzinger and Marie Denys LeCleac'h, of the city of Longueuil, province of Quebec, will apply to the Quebec Legislature, at its next session, for obtaining the incorporation of "The Fathers of the Sacred Hearts (Les Pères des Sacrés-Cœurs), with all the powers, rights and privileges of ordinary corporations; and with special powers for religious, educational and charitable purposes, the corporation to be governed by the rules of the Congregation. Its Head Office will be in the city of Longueuil, Province of Quebec.

Montreal, December 14th, 1948.

J. EUGÈNE LAFONTAINE,
23722-51-4-o Attorney for the Petitioners.

NOTICE

Public notice is hereby given that William Johnston, student, of the city of Lachine, district of Montreal, will apply to the Legislature of the province of Quebec at its next session, for the passing of an Act authorizing the Board of Notaries of the province of Quebec, to admit him to the study of the notarial profession and to regularize his indentureship, the whole as of July 13th, 1948.

Montreal, December 16th, 1948.

BUMBRAY & CARROLL,
23731-51-4-o Attorneys for the Petitioner.

Notice is given that Messrs Paul Pratt, financier, of Longueuil, Paul Gilbert, physician, surgeon, of Charny, Léo Choquette, industrialist, of Montreal, Charles-Eugène Massicotte, dental surgeon, of Chicoutimi, Joseph-Henri Duval, industrialist, of Trois-Pistoles, Camille Ducharme, druggist, of Berthier, Ovila Robitaille, trader, of Montreal, Me Henri-Paul Lemay, advocate, of Montreal, Dr. Maurice Blais, physician, surgeon of Montreal, and Samuel L. Gagné, industrialist, of Quebec, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an Act, for the purpose of giving to "Renaissance Films Distribution Inc." a company incorporated under the Quebec Companies' Act, having its head office at Montreal, the powers and rights required to pursue the purposes of the company and to protect the interests of the preferred shareholders, notably in that which concerns the voting right.

Quebec, December 14, 1948.

NOEL DORION, K.C.
23736-51-4 Attorney for the petitioners.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Corporation des Ingénieurs Professionnels de Québec demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session l'adoption d'une loi amendement la loi des ingénieurs civils, Statuts refondus de Québec, 1941, chap. 270, pour les fins suivantes, savoir: mieux définir le champ d'action des ingénieurs; déterminer les pouvoirs de la Corporation des Ingénieurs Professionnels de Québec et de ses directeurs et déterminer les conditions d'admission comme membre de la Corporation, et pour d'autres fins.

Montréal, le 15 décembre 1948.

Le Procureur de la requérante,
23742-51-4-o VICTOR TRÉPANIÉ, C.R.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Corporation of Professional Engineers of Quebec will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next Session for an act to amend the Civil Engineers' Act, Revised Statutes of Quebec, 1941, Chapter 270, for the following purposes, namely: to better define the scope of the profession of engineers; determine the powers of the Corporation of Professional Engineers of Quebec and of its directors and determine the conditions of admission to membership in the Corporation; and for other purposes.

Montreal, December 15, 1948.

VICTOR TRÉPANIÉ, K.C.,
23742-51-4-o Attorney for the Petitioner.

AVIS PUBLIC

AMENDEMENTS A LA CHARTE DE LA CITE

Avis est par les présentes donné par la Cité de Verdun qu'elle s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

1. Déterminer l'évaluation municipale des propriétés de la Cité de Montréal dans Verdun;
2. Prolonger, aux conditions actuelles, le contrat avec la Cité de Montréal pour la fourniture d'eau;

3. Réviser le contrat entre la Compagnie des Tramways de Montréal et la Cité de Verdun;

4. Déterminer les licences sur les propriétaires et chauffeurs d'autotaxis;

5. Imposer une taxe sur les cabines téléphoniques extérieures;

6. Faire certains travaux d'améliorations locales sur certaines ruelles dans la Cité de Verdun;

7. Amender la loi de pension pour certains employés non couverts par le Plan de Pension à la Retraite de la Cité.

Donné à l'Hôtel de Ville, Verdun, P.Q., ce 16ème jour de décembre 1948.

L'Aviséur Légal,
23755-51-4-o FRS. FAUTEUX.

PUBLIC NOTICE

AMENDMENTS TO THE CITY CHARTER

Notice is hereby given by the City of Verdun that it will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to obtain certain amendments to its charter on the following matters:

1. To fix the municipal valuation of the properties of the City of Montreal, in Verdun;

2. To renew on present terms the contract with the City of Montreal for water supply;

3. To revise the contract between the Montreal Tramways Company and the City of Verdun;

4. To fix the licence fees on the proprietors and chauffeurs of taxis;

5. To tax outside telephone booths;

6. To do certain local improvement works on certain lanes in the City of Verdun;

7. To amend the pension law for employees not covered by the Retirement Income Plan of the City.

Given at the City Hall, Verdun, P.Q., this 16th day of December 1948.

FRS. FAUTEUX,
23755-51-4-o City Solicitor.

AVIS DE BILL PRIVÉ

Avis est par les présentes donné que Mgr Henri Jeannotte, P.D., P.S.-S., M. le chanoine Arthur Deschênes, curé, M. l'abbé Wilfrid Caumartin, curé, M. l'abbé Simon Girard, curé, M. l'abbé Lucien Lefebvre, aumônier, M. l'abbé Georges Clément, prêtre, tous de la cité de Montréal, M. l'abbé Henri Bellemare, professeur, de la ville de l'Assomption, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, lors de la prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi les constituant en corporation, ainsi que tous autres prêtres du clergé séculier qui en deviendront membres, sous le nom de "La Caisse de Retraite du Clergé" dans le but de fournir aux prêtres qui en feront partie des secours en cas de maladie, d'accident et d'invalidité et de leur verser des bénéfices et allocations sous forme de pension de retraite et de rente viagère.

Montréal, 28 décembre 1948.

Les Procureurs des Requérants,
23869-53-4-o LACHAPELLE & NANTEL.

NOTICE OF PRIVATE BILL

Notice is hereby given that Mgr Henri Jeannotte, D.P., P.S.S., Revd. Canon Arthur Deschênes, parish-priest, Revd. Wilfrid Caumartin, parish-priest, Revd. Simon Girard, parish-priest, Revd. Lucien Lefebvre, chaplain, Revd. Georges Clément, priest, all of the city of Montreal and Revd. Henri Bellemare, professor, of the town of l'Assomption, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act to constitute them and all other priests of the secular clergy who may become members thereof, into a corporation under the name of "La Caisse de Retraite du Clergé" for the purpose of assisting the priests who may belong thereto in case of sickness, accident and disability, and to confer them benefits and allowances under the form of retiring-pension and life annuity.

Montreal, December 28, 1948.

LACHAPELLE & NANTEL,
23869-53-4-o Attorneys for Petitioners.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la Commission Métropolitaine de Montréal s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi lui accordant des pouvoirs plus étendus spécialement en ce qui concerne la procédure à suivre pour l'exercice de ses pouvoirs, la représentation des municipalités à la Commission, l'étendue de sa juridiction, les relations de la Commission avec les municipalités métropolitaines et autres fins concernant les intérêts respectifs présents et futurs de la Commission et desdites municipalités, la création d'un service de statistiques et de recherches, la création d'un fonds de pension pour ses fonctionnaires et employés, la ratification du contrat du 3 décembre 1945 entre la ville de la Pointe-aux-Trembles et Wartime Housing Limited, et amendement à la résolution d'emprunt N° 25 de la Commission.

Montréal, le 17 décembre 1948.

LA COMMISSION MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL,
Par le Secrétaire-trésorier,
23774-52-4-o EPHREM BRISEBOIS.

NOTICE

Notice is hereby given that the Montreal Metropolitan Commission will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an Act granting it additional powers specially concerning the procedure to be followed for the exercise of such powers, the representation of the municipalities to the Commission, the extent of its jurisdiction, its relations with the Metropolitan Municipalities and for other purposes concerning the respective interest present and future of the Commission and the said municipalities, the creation or establishment of a statistical and research bureau, the creation of a pension fund for its officers and employees, the ratification of a contract between the Town of Pointe-aux-Trembles and Wartime Housing Limited, December 3rd, 1945 and amending the loan resolution N° 25 of the Commission.

Montreal, December 17th, 1948.

THE MONTREAL METROPOLITAN COMMISSION,
Per: E. BRISEBOIS,
23774-52-4-o Secretary-treasurer.

AVIS

Avis est par les présentes donné que Reginald Gordon Granville, gentleman, de la cité de Montréal, présentera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, une loi pour autoriser le Royal Trust Company, exécuteur testamentaire et fiduciaire de la succession de sa mère, feu Mary Everett, (veuve de feu Charles King), de payer au dit Reginald Gordon Granville sa part du capital de la succession de sa dite mère.

Montréal, ce 18 décembre 1948.

Les Avocats de Reginald Gordon Granville,
23775-52-4-o F. FAUTEUX & P.J. USHER.

Notice is hereby given that Reginald Gordon Granville, gentleman, of the city of Montreal, will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to authorize the Royal Trust Company, Testamentary Executor and Trustee of the estate of his mother, the late Mary Everett, (widow of the late Charles King), to pay to said Reginald Gordon Granville his share of the capital of the estate of his said late mother.

Montreal, December 18th, 1948.

F. FAUTEUX & P. J. USHER,
Attorneys for Reginald Gordon Granville.
23775-52-4-o

NOTICE

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Lachine s'adresser à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte, la loi 9 Edouard VII, chapitre 86 et amendements sur les matières suivantes: abroger les articles suivants de la charte de la Cité de Lachine, savoir: article 53 du chapitre 86 de la loi 9 Edouard VII; paragraphe "b" de l'article 63a ajouté après l'article 63 de la loi 9 Edouard VII, chapitre 86, par l'article 9 du chapitre 69 de la loi 7 George V; article 8 du chapitre 69 de la loi 7 George V; article 4 du chapitre 116 de la loi 11 George V; article 2 du chapitre 125 de la loi 23 George V; article 2 du chapitre 80 de la loi 6 George VI; imposer une taxe sur tous les immeubles imposables de la cité pour l'installation, l'amélioration ou l'entretien du système d'éclairage des rues; changer les formalités nécessaires pour décréter des travaux d'aqueduc; les procédures concernant le recomptage des votes donnés à une élection; les droits annuels, taxes ou licences; changer le territoire dans lequel certaines industries ou commerces sont défendus; règlements d'emprunts permettant de faire des travaux d'aqueducs et d'égouts à la charge de toute la cité dans certains cas, avec droit de charger ces travaux subséquemment aux propriétés en bénéficiant lors de l'usage desdites améliorations; établir et administrer un système de transport en commun dans la cité et dans les villes voisines; créer une Commission pour administrer ledit système ou faire un con-

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Lachine will appeal to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter, the Act 9 Edward VII, chapter 86 and amendments, for the following purposes: to abrogate the following articles of the charter of the City of Lachine, to wit: article 53 of chapter 86 of the Act 9 Edward VII; paragraph "b" of article 63a added after article 63 of the Act 9 Edward VII, chapter 86 by article 9 of chapter 69 of the Act 7 George V; article 8 of chapter 69 of the Act 7 George V; article 4 of chapter 116 of the Act 11 George V; article 2 of chapter 125 of the Act 23 George V; article 2 of chapter 80 of the Act 6 George VI; to impose a tax on all taxable immovables of the city for the establishment, improvement or maintenance of a system of lighting of the streets; to change the necessary proceedings to order construction of waterworks; concerning the recount of votes given in an election; the annual dues, taxes or licenses; to change the territory in which certain industries or trades are prohibited; loan by-laws permitting to execute waterworks and sewers at the expense of the whole city in some cases, with the right to charge subsequently these works to the properties benefiting from them when such properties would be using said improvements; to establish and to administer public transportation system in the city and in the neighboring cities; to create a Commission to administer said system or to enter into a

trat avec toute compagnie ou personne pour établir un système de transport en commun et pour subventionner telle compagnie ou personne; validation d'un acte d'échange entre La Cité de Lachine et Dame Nélida Quesnel, épouse d'Arthur Fournier passé devant le notaire Jean-Marie Trépanier, le 5 octobre 1948 et enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Montréal sous le N° 757053; permission de fermer une partie des rues suivantes: partie de la rue Rockfield, pour permettre l'agrandissement de l'usine de la Dominion Engineering Works Limited; partie de la rue Brighton, pour permettre l'agrandissement de l'usine de la Canadian Shade Tree Service Limited; une partie de la rue Rockfield, autrefois connue sous le nom de Fairview, pour permettre l'agrandissement de l'usine de la Anglo Canadian Wire Rope Co. Limited et pour autres fins.

Lachine, ce 14 décembre 1948.

Les Procureurs de la Cité de Lachine.

SYLVESTRE, LACROIX & PELLETIER.

L'Avocat-Conseil,

JACQUES VIAU.

23776-52-4-o

contract with any company or person to establish a public transportation service and to subsidize such company or person; to validate a deed of exchange between the City of Lachine and Mrs. Nelida Quesnel, wife of Arthur Fournier passed before Jean-Marie Trépanier, notary, on October the 5th, 1948 and registered at the registry office of the division of Montreal under No. 757053; permission to close part of the following streets: part of Rockfield street to provide for the enlargement of the plant of the Dominion Engineering Works Limited; part of Brighton street to provide for the enlargement of the plant of the Canadian Shade Tree Service Limited; part of Rockfield street formerly known under the name of Fairview street to provide for the enlargement of the plant of the Anglo Canadian Wire Rope Co. Limited and for other purposes.

Lachine, December 14th, 1948.

SYLVESTRE, LACROIX & PELLETIER,

Attorneys for the City of Lachine.

JACQUES VIAU,

Counsel.

23776-52-4-o

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Ville LaSalle s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine Session, pour l'adoption d'une loi amendement sa charte, la loi 2 George V, chapitre 73 et amendements, sur les matières suivantes: imposer une taxe sur tous les immeubles imposables de la ville pour l'installation, l'amélioration et l'entretien du système d'éclairage des rues; changer les formalités nécessaires pour décréter des travaux d'aqueduc; imposer une taxe sur tous les immeubles imposables de la ville pour l'entretien des rues, y compris l'enlèvement de la neige l'hiver sur les trottoirs et les rues; permettre aux propriétaires de relier leurs égouts privés aux égouts publics à leurs frais; imposer et prélever sur les propriétaires les taxes pour aqueduc dès que la ville est prête à conduire l'eau à ses frais jusqu'à l'alignement de la rue vis-à-vis leurs immeubles; permettre au conseil d'annoncer la ville à même les revenus généraux; permettre à la ville d'imposer et prélever une taxe sur les propriétaires riverains de la rue Airlie pour la construction d'un tuyau d'aqueduc payé à même les fonds généraux de la ville; nomination d'un secrétaire des estimateurs; pouvoirs de l'ingénieur; établir et administrer un système de transport en commun dans la ville avec ou sans le concours des villes voisines; faire un contrat avec toute compagnie ou personne, cité ou ville, pour établir un système de transport en commun et pour subventionner tel système de transport et pour autres fins.

Montréal, ce 14 décembre 1948.

Les Procureurs de la Ville LaSalle,

SYLVESTRE, LACROIX & PELLETIER.

23777-52-4-o

PUBLIC NOTICE

Public Notice is hereby given that the Town of LaSalle will appeal to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter, the Act 2 George V, chapter 73 and amendments, for the following purposes: to impose a tax on all taxable immovables of the town for the establishment, the improvement and the maintenance of a system of lighting of the streets; to impose a tax on all taxable immovables of the town for the maintenance of the streets including the snow and ice removal from the sidewalks and the streets during the winter; to permit the land-owners to connect their private sewers to the public sewers at their own costs; to impose and levy taxes for waterworks as soon as the town is prepared to bring the water to the line of the street opposite their immovables; to allow the council to advertise the town from its general funds; to allow the council of the town to impose and levy a tax on the owners of immovables situated on each side of Airlie street for the construction of a waterpipe paid from the general funds of the town; nomination of the assessor's secretary; powers of the engineer of the town; to establish and to administer a public transportation system in the town with or without the participation of the neighboring towns; to enter into a contract with any company or person, city or town, to establish a public transportation system and to subsidize such transportation system and for other purposes.

Montreal, December 14th, 1948.

SYLVESTRE, LACROIX & PELLETIER,

Attorneys for the Town of LaSalle.

23777-52-4-o

Avis public est par les présentes donné que les Clercs de St-Viateur de Joliette et le Séminaire de Joliette s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'un bill privé ratifiant les ventes qu'ils ont faites de certains immeubles dont l'usufruit à perpétuité leur avait été donné le 4 février 1850 par l'Honorable Barthélemi Joliette, et son épouse, Dame Charlotte Tarrieu Taillant de Lanaudière, et autorisant les requérants à vendre le reste des immeubles compris

Public notice is hereby given that "Les Clercs de St-Viateur de Joliette" and "Le Séminaire de Joliette", will apply to the Legislature of Quebec at its next session for the passing of a private Bill ratifying the sales which they made of certain immovables, the usufruct of which had been given to them, in perpetuity, on the 4th of February, 1850, by Honourable Barthélemi Joliette and his wife, Dame Charlotte Tarrieu Taillant de Lanaudière, and authorizing the petitioners to sell the remainder of the immov-

dans la dite donation reçue devant Me J. O. Leblanc, notaire.

Le Procureur des requérants,
23778-52-4-o GEORGES SYLVESTRE, C.R.

ables comprised in the said donation, received before Me J. O. Leblanc, notary.

GEORGES SYLVESTRE, K.C.,
23778-52-4 Attorney of the Petitioners.

AVIS POUR BILL PRIVE

Avis est par les présentes donné que la Ville de Roberval, présentera à la prochaine Législature de Québec, une pétition introductive d'un bill privé, à l'effet de demander à la Législature de Québec de passer un bill amendant sa charte, aux fins de lui donner les pouvoirs suivants:

1. Imposer une taxe de vente dans les limites de son territoire;

2. Pour instituer une commission d'Urbanisme et lui conférer juridiction dans les limites de la ville de Roberval, et même sur des territoires adjacents dans un rayon d'un mille;

3. Pour acquérir un ou des pouvoirs d'eau pour le ou les aménager pour faire de l'électricité; à toutes fins et aussi le droit d'exproprier la ligne de distribution et de service actuellement existantes;

4. Pour fixer la date limite; à laquelle les locataires ou occupants devront payer leurs taxes pour avoir le droit d'être inscrits sur la liste des électeurs;

5. Pour exiger un permis annuel n'excédant pas: \$200.00 de tout commerçant étranger opérant dans les limites de la ville.

6. Pour être autorisé à faire des causes de vitesse dans les limites de la ville et avoir le droit de collecter et encaisser les amendes et frais perçus à la suite de telles causes.

Roberval, ce 16 décembre 1948.

Le Procureur de la Pétitionnaire,
23779-52-4-o W. H. GIRARD, C.R.

NOTICE OF A PRIVATE BILL

Notice is hereby given that the Town of Roberval, will present to the Legislature of Quebec a petition introducing a private bill, for the purpose of applying to the Legislature of Quebec for the passing of an Act amending its charter, in order to give it the following powers:

1. To levy a sales tax within the limits of its territory;

2. To institute a Town-Planning Commission and confer upon it jurisdiction within the limits of the Town of Roberval, and likewise on adjacent territory within the radius of one mile;

3. To acquire one or more hydraulic powers so as to develop it or them for the generation of electricity; for all purposes and also the right to expropriate the already existing service and distribution line;

4. To fix the date limit upon which tenants or occupants must pay their taxes so as to be entitled to have their name entered on the voters' list;

5. To exact an annual permit not exceeding \$200 from every non-resident dealer operating within the limits of the town;

6. To be authorized to take proceedings against speeding within the limits of the town and be entitled to collect and receive the fines and costs collected as a result of such cases.

Roberval, this 16th day of December, 1948.

W. H. GIRARD, K.C.,
23779-52-4 Attorney for Petitioner.

AVIS POUR BILL PRIVE

Avis est par les présentes donné que la Ville de St-Félicien, présentera à la prochaine Législature de Québec, une pétition introductive d'un bill privé, à l'effet de demander à la Législature de Québec, de passer un bill lui donnant le pouvoir d'imposer et de prélever en sus de toutes autres taxes, une taxe spéciale dite: "Taxe de vente" n'excédant pas deux pour cent du prix de vente ou d'achat en détail.

Roberval, ce 18 décembre 1948.

Le Procureur de la Pétitionnaire,
23780-52-4-o W. H. GIRARD, C.R.

NOTICE OF PRIVATE BILL

Notice is hereby given that the Town of St. Félicien, will present to the Legislature of Quebec, a petition introducing a Private Bill, for the purpose of applying to the Legislature of Quebec for the passing of an Act giving it the power to levy and collect over and above all other taxes, a special tax called: "Sales Tax" not exceeding two percent of the retail sale or purchase price.

Roberval, this 18th day of December, 1948.

W. H. GIRARD, K.C.,
23780-52-4 Attorney for Petitioner.

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que M. Marie-Joseph-Félix-Edmond Rodier, l'un des deux exécuteurs-testamentaires et administrateurs de la succession de feu l'honorable Charles Séraphin Rodier, en son vivant sénateur, de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi pour modifier le dernier testament du dit feu Charles Séraphin Rodier, aux fins d'autoriser les héritiers de la dite succession à nommer un troisième exécuteur-testamentaire et administrateur et aussi à les autoriser à aliéner, échanger ou vendre tous les immeubles de la succession, où qu'ils soient situés.

Montréal, ce 17 décembre 1948.

Le Procureur du requérant,
23781-52-4-o CHARLES M. PIUZE, C.R.

NOTICE

Notice is hereby given that Mr. Marie-Joseph-Félix-Edmond Rodier, one of the two testamentary executors and administrators of the estate of late honourable Charles Séraphin Rodier, during his lifetime a senator, of the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session to obtain the adoption of a law to modify the last will of said late Charles Séraphin Rodier, to authorize the heirs of said estate to appoint a third testamentary executor and administrator and also to obtain the authorization to alienate, exchange or sell all the immovables of the said estate, wherever they may be situated.

Montreal, December 17th 1948.

CHARLES M. PIUZE, K.C.,
23781-52-4-o Attorney for the Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que The Royal Institution for the advancement of learning, (Université McGill), The Joint Board of the Theological Colleges affiliated with McGill University, The United Theological College, Montreal, et Montreal Diocesan Theological College, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi confirmant et ratifiant une convention déjà opérante et intervenue entre les Pétitionnaires qui prévoit la fondation d'une Faculté de Théologie au sein de l'Université McGill, et le transport à cette fin de certains placements, bien meubles et propriétés immobilières.

Montréal, le 16 décembre 1948.

Le Procureur des Pétitionnaires,
23782-52-4-o GEORGE S. McFADDEN.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that The Royal, Institution for the advancement of learning (McGill University), the Joint Board of the Theological Colleges affiliated with McGill University, The United Theological College, Montreal, and Montreal Diocesan Theological College will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act confirming and ratifying a certain agreement already entered into between the petitioners which provides for the establishment of a Faculty of Divinity within McGill University and the transfer of certain investments, moveable property and Real Estate for this purpose.

Montreal, December the 16th, 1948.

GEORGE S. McFADDEN,
23782-52-4-o Solicitor for the applicants.

AVIS

Avis est par les présentes donné que Henri Sicotte, rentier, Herménégilde Fournier, entrepreneur et Wilfrid Martin, forgeron, tous résidents et propriétaires d'immeubles dans la Ville de Jacques-Cartier, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi spéciale leur permettant de détacher le territoire connu sous les noms des paroisses religieuses de St-Maxime et de St-Josaphat, ou parties d'icelui, et de se constituer en corporation de ville sous le nom de Ville de LeMoyné, avec certaines dispositions dérogatoires à la Loi des Cités et Villes, leurs immeubles se trouvant situés dans le territoire de la ville projetée.

Jacques-Cartier, ce 18ème jour de décembre, 1948.

Le Procureur des Requérants,
23783-52-4-o VICTOR TRÉPANIÉ, C.R.

NOTICE

Notice is hereby given that Henri Sicotte, gentleman, Herménégilde Fournier contractor, and Wilfrid Martin, blacksmith, all residents and property owners of Ville Jacques-Cartier, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session for the passing of a special act permitting them to detach the territory known under the names of the canonical parishes of St. Maxime and St. Josaphat, or parts thereof, from the town of Jacques-Cartier, and become incorporated into a town corporation under the name of Ville de LeMoyné, with certain provisions derogatory to the Cities and Towns Act, their immovables being located in the territory of the town being formed.

Jacques-Cartier this 18th day of December, 1948.

VICTOR TRÉPANIÉ, K.C.,
23783-52-4-o Attorney for the Petitioners.

Avis public est par les présentes donné que la corporation de la municipalité de Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, ayant son siège à Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, dans le district électoral de Vaudreuil-Soulanges, demandera aux corps législatifs de la Province de Québec à leur prochaine session l'adoption d'une loi accordant certains pouvoirs quant à la réglementation de la construction (zonage, dimensions, superficie et solidité des bâtiments, servitudes d'alignement et de ruelles publiques et privées, inspections et visites, formalités des permis, etc., sanctions, etc.); quant à la confection et au pavage des rues (imputation du coût aux riverains suivant la longueur de la bordure etc.); quant aux emprunts nécessaires à ces fins (cotisations spéciales contre les riverains, etc.); et quant à l'application à ladite corporation des art. 416 à 421 inclusivement du Code municipal.

Montréal, 20 décembre 1948.

L'Avocat de la pétitionnaire,
LOUIS-JOSEPH de la DURANTAYE.
23784-52-4-o

Public notice is hereby given that the Corporation of the municipality of Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, having its head office at Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, in the electoral district of Vaudreuil-Soulanges, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of an act granting it certain powers regarding its building by-laws (zonage, size, area, and security of buildings, building line, public and private lanes, inspections and visits, formalities of permits, etc., penalties, etc.); regarding the construction and the pavement of the streets (to be charged to the riverains according to frontage, etc.); regarding the loans required for the said objects (special taxes against the riverains, etc.); and regarding the application to the said Corporation of sections 416 to 421 inclusively of the Municipal Code.

Montreal, December 20th, 1948.

LOUIS-JOSEPH de la DURANTAYE,
23784-52-4-o Petitioner's Attorney.

Avis public est par les présentes donné que la ville de Dorion, ayant son siège à Dorion, dans le district électoral de Vaudreuil-Soulanges, demandera aux corps législatifs de la Province de Québec, à leur prochaine session, l'adoption d'une loi modifiant sa Charte (6 George V, chapitre 59), aux fins d'annexer certains terrains contigus à son territoire, faisant actuellement partie de la paroisse St-Michel-de-Vaudreuil, et

Public notice is hereby given that the town of Dorion having its head office in Dorion, in the electoral district of Vaudreuil-Soulanges, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending its Charter (6 George V, chapter 59), with the object of annexing, certain lands adjoining its territories, the latter being actually part of the Parish of St-Michel-de-Vaudreuil, and of

de déterminer la date du partage des impôts et taxes, à la suite de cette annexion.

Montréal, 20 décembre 1948.

L'Avocat de la pétitionnaire,

23799-52-4-o LOUIS-JOSEPH DE LA DURANTAYE.

setting the date of the partition of the taxes and dues entailed by such annexation.

Montreal, December 20th, 1948.

LOUIS-JOSEPH DE LA DURANTAYE,

23799-52-4-o Petitioner's attorney,

Avis est par les présentes donné que la "Société d'Administration et de Fiducie", corporation légalement constituée, ayant son siège social en la Cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la Province de Québec lors de la prochaine session pour l'adoption d'une loi modifiant sa charte et lui accordant des pouvoirs additionnels, notamment le pouvoir d'acquiescer par fusion ou autrement les droits, actions, titres et obligations d'autres sociétés ou corporations.

Montréal, le 21 décembre 1948.

Les Procureurs de la requérante,

DUSSAULT, DUSSAULT & VADBONCOEUR.

23803-52-4-o

Notice is hereby given that "Société d'Administration et de Fiducie," a company duly incorporated, having its head office in the City of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of a law modifying its Charter and granting it additional powers, especially the power of acquiring by amalgamation or otherwise the rights, shares, titles and obligations of other societies or corporations.

Montreal, December 21, 1948.

DUSSAULT, DUSSAULT & VADBONCOEUR,

Attorneys for the Petitioner.

23803-52-4-o

DEMANDE ET AVIS DE "LA SOCIÉTÉ
PROVINCIALE D'ASSURANCE MUTUELLE"
"PROVINCIAL MUTUAL INSURANCE SOCIETY"

APPLICATION AND NOTICE FROM "LA SOCIÉTÉ
PROVINCIALE D'ASSURANCE MUTUELLE"
"PROVINCIAL MUTUAL INSURANCE SOCIETY"

Avis est par les présentes donné que MM. Émile Rochon, expert en assurance et comptable agréé, de Montréal; Charles-Edouard Lamothe, entrepreneur électricien de Trois-Rivières; A. C. Forest, couvreur et entrepreneur en chauffage, de Montréal; Edouard Cyr, industriel, de Montréal; Roch Grenache, industriel, de Saint-Damien de Brandon; Rodrigue Brind'Amour, courtier agréé en assurances, de Longueuil et J. A. Richard, maître plombier et entrepreneur en chauffage, de Shawinigan Falls, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session pour demander l'adoption d'une loi les constituant, ainsi que toutes autres personnes qui se joindront à eux, en corporation, sans capital-actions, sous le nom de "La Société Provinciale d'Assurance Mutuelle" — "Provincial Mutual Insurance Society" dans le but d'effectuer dans la province de Québec, d'après les principes de l'assurance mutuelle, au moyen de billet de dépôt et d'après le système des primes en argent,

Notice is hereby given that Messrs. Émile Rochon, expert in insurance and chartered accountant, of Montreal; Charles-Edouard Lamothe, electrical contractor of Trois-Rivières; A. C. Forest, roofer and heating contractor, of Montreal; Edouard Cyr, industrialist, of Montreal; Roch Grenache, industrialist, of Saint-Damien de Brandon; Rodrigue Brind'Amour, chartered insurance broker, of Longueuil and J. A. Richard, master plumber and heating contractor, of Shawinigan Falls, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act incorporating them, as well as others who join them into a corporation, without share capital, under the name of "La Société Provinciale d'Assurance Mutuelle" — "Provincial Mutual Insurance Society" for the purpose of transacting in the Province of Quebec, according to the principles of mutual insurance, by means of deposit notes and according to the system of money premiums,

a) des assurances contre les pertes ou dommages causés par l'incendie ou la foudre ou autres risques généralement couverts concurremment avec l'incendie,

a) insurance against losses or damages caused by fire or by lightning or any other risks usually covered concurrently with fire,

b) des assurances et des réassurances terrestres et maritimes relativement aux biens, à la responsabilité civile et aux personnes, sauf l'assurance sur la vie,

b) land and marine insurance and re-insurance respecting property, civil responsibility and persons, with the exception of life insurance,

c) des cautionnements et des assurances et des réassurances de garantie.

c) warranty and guaranty insurance and re-insurance.

Sans restreindre la généralité des termes qui précèdent, les buts de la corporation seront plus spécialement d'effectuer des assurances et des réassurances,

Without restricting the generality of the foregoing terms, the purposes of the corporation will, more particularly, be to transact insurance and re-insurance,

a) Contre les pertes ou dommages aux biens mobiliers ou immobiliers causés par l'incendie, la foudre, l'explosion, la fumée, les extincteurs automatiques, le vent, l'ouragan, le cyclone, la température, la tornade, la grêle, le bris, l'inondation, la fuite d'eau, le tremblement de terre, l'émeute, la disparition, le contact avec les aéronefs ou véhicules;

a) Against loss or damage to movable or immovable property caused by fire, lightning, explosion, smoke, automatic extinguishers, wind, hurricane, cyclone, weather, tornado, sleet, breakage, floods, water leakage, earthquake, riots, disappearance, collision of aircraft or vehicles;

b) Contre les pertes ou dommages causés aux biens de l'assuré, aux biens d'autrui, et à la personne à raison de blessures ou de mort accidentelle, causées par tout véhicule;

b) Against loss or damage caused to property of the insured, to property of others, and to person by reason of injuries or accidental death, caused by any vehicle;

c) Contre la mortalité du bétail, des animaux domestiques, des abeilles ou autres animaux;

c) Against cattle mortality, of domestic animals, bees or other beasts;

d) Contre la maladie et les accidents aux personnes;

d) Against sickness or accidents to persons;

e) Contre la responsabilité civile, la responsabilité de l'employeur et les accidents du travail;
f) Contre les pertes ou dommages résultant de la navigation fluviale et océanique et le transport intérieur;

g) Contre le vol avec ou sans effraction et le vol à main armée;

h) Contre les pertes de crédit, de profits et de loyer, y compris cautionnement et garantie de toutes sortes;

Les requérants demanderont que la corporation préalablement à l'émission de son permis initial devra posséder en pleine propriété un fonds de réserve d'au moins \$25,000.00; et qu'elle soit autorisée à se créer un fonds de réserve, qui sera appelé: "Fonds de réserve spécial", au moyen de contributions volontaires de la part de toute personne intéressée.

Les articles suivants de la Loi des Assurances de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 299) ne s'appliqueront pas à la corporation, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 39, 178, 179, 181, 183, 184, 185, 189, 190, 191, 192, 194 et 198.

Quant au reste, la corporation sera régie par la Loi des Assurances de Québec (S.R. 1941, chap. 299), sauf que les articles 194, 200 et 201 relatifs à l'annulation des polices seront modifiés, pour les rendre conformes aux fins susmentionnées.

Le siège social de la corporation sera en la cité de Montréal.

Daté à Montréal, ce 21ième jour de décembre 1948.

Le Procureur des Pétitionnaires,
23811-52-4-o EDOUARD MASSON.

LA VILLE DE RIMOUSKI

AVIS DE PETITION

Avis est par les présentes donné que la ville de Rimouski demandera à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session d'adopter une loi amendant certaines dispositions de sa charte ainsi que la Loi des cités et villes, aux fins suivantes:

1) Pour devenir une corporation de Cité au lieu de Ville;

2) Pour annexer une partie de la municipalité du village de Rimouski-Est comprenant les lots portant les numéros 186 à 196-A inclusivement des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Germain de Rimouski, ainsi que leurs subdivisions;

3) Pour modifier les limites des quartiers de la ville, en augmenter le nombre et pourvoir à la composition du corps échevinage;

4) Pour être autorisée à imposer une taxe spéciale de service pour l'enlèvement de la neige sur les trottoirs;

5) Pour modifier le mode d'imposition des licences imposé en vertu de l'article 526 de la Loi des cités et villes;

6) Pour être autorisée à créer une charge municipale dont le titulaire sera appelé Agent industriel et touristique, dont la fonction pourra être remplie au gré du conseil par le Secrétaire-trésorier, le Greffier ou tout autre officier supérieur de la cité;

7) Pour être autorisée à exempter de la taxe de locataire ou d'occupant tout vendeur d'immeuble à réméré;

8) Pour imposer une taxe de vente en détail n'excédant pas 2%.

* e) Against civil responsibility, employers' responsibility and labour accidents;

f) Against loss or damage resulting from river or ocean navigation and inland transportation;

g) Against burglary with or without house-breaking and armed robbery;

h) Against credit, profit and rental losses, including warranty and guaranty of all kinds;

The petitioners shall request that the corporation, prior to the issue of its initial permit, be in full possession of a reserve fund of at least \$25,000, and that it be authorized to create a reserve fund, to be called "Fonds de réserve spécial" (Special Reserve Fund), by means of voluntary contributions on the part of any interested party.

The following sections of the Quebec Insurance Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 299) do not apply to the corporation: 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 39, 178, 179, 181, 183, 184, 185, 189, 190, 191, 192, 194 and 198.

As regards the rest, the corporation will be governed by the Quebec Insurance Act (R.S. 1941, chap. 299), with the exception that sections 194, 200 and 201 respecting the cancellation of policies will be amended to conform with the aforesaid purposes.

The head office of the corporation will be in the city of Montreal.

Dated at Montreal, this 21st day of December, 1948.

EDOUARD MASSON,
Attorney for Petitioners.

THE TOWN OF RIMOUSKI

NOTICE OF PETITION

Notice is hereby given that the town of Rimouski will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending certain provisions of its charter and also the Cities and Towns Act, for the following purposes:

1) To become a City instead of a Town corporation;

2) To annex part of the municipality of the village of Rimouski-East comprising the lots bearing numbers 186 to 196-A inclusively of the official plan and book of reference for the parish of Saint-Germain de Rimouski and also the subdivisions thereof;

3) To alter the limits of the wards of the town, to increase the number thereof and provide for the composing of the body of aldermen;

4) To be authorized to levy a special service tax for the removal of snow from the sidewalks;

5) To alter the mode of imposition of licenses levied in virtue of section 526 of the Cities and Towns Act;

6) To be authorized to create a municipal service, the titular whereof to be called "Industrial and Tourist Agent", the office of which may, at the option of the Council, be filled by the Secretary Treasurer, the Clerk or any other superior officer of the City;

7) To be authorized to exempt from the tenant's or occupant's tax, any vendor of an immovable with right of redemption;

8) To levy a retail sales' tax not exceeding 2%;

9) Pour être autorisée à créer une commission régionale d'urbanisme.

Rimouski, ce 21 décembre 1948.

Les Procureurs de la Cité de Rimouski,
23812-52-4-0 SIMARD & CHASSÉ.

9) To be authorized to create a regional town planning commission.

Rimouski, December 21, 1948.

SIMARD & CHASSÉ,
23812-52-4 Attorneys for the City of Rimouski.

AVIS PUBLIC

Les légataires de feu Hugh Quinlan ci-devant entrepreneur de la cité de Westmount, donnent avis qu'ils s'adresseront à la Législature de la province de Québec à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi autorisant et ordonnant la distribution partielle du capital de la succession dudit feu Hugh Quinlan.

Montréal, le 21 décembre 1948.

Le Procureur des Pétitionnaires,
23815-52-4-0 EDOUARD MASSON, C.R.

The legatees of the late Hugh Quinlan, heretofore contractor of the city of Westmount, give notice that they will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act authorizing and ordering the partial distribution of the capital of the Estate of the said late Hugh Quinlan.

Montreal, December 21, 1948.

EDOUARD MASSON, K.C.,
23815-52-4 Attorney for Petitioners.

PUBLIC NOTICE

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que M. Maurice Audet agent d'immeubles, Gabriel Lepage, bourgeois, Alfred Hurtubise agent d'assurances, Roland J. Labelle, courtier, tous quatre de la cité de Montréal, district de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à la prochaine session pour obtenir, l'adoption d'une loi pour détacher le territoire suivant de la municipalité du canton de Chertsey dans le comté de Montcalm, pour être érigé en une municipalité de paroisse séparée sous le nom de "Municipalité de la paroisse du Lac Paré", dans le comté de Montcalm, et pour détacher ledit territoire de la municipalité scolaire du canton de Chertsey, pour être érigé en une municipalité scolaire séparée sous le nom de "Municipalité scolaire de la paroisse du Lac Paré":

"Les lots 11A, 12, 13, 14, 15, 16 et 17 du 5ième rang; les lots 11A, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22 et 23 du 6ième rang; les lots 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23 et 24 du 7ième rang et les lots 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23 et 24 du 8ième rang, tous du cadastre officiel de la municipalité du canton de Chertsey, dans le comté de Montcalm." pour permettre à toute personne domiciliée ou résidant ailleurs que dans la municipalité d'être mise en nomination et élue à la charge de maire et de conseiller; pour changer les conditions dans lesquelles la charge de conseiller devient vacante; pour fixer la date de la mise en nomination et de la votation; pour déterminer l'endroit où aura lieu l'élection et les séances du conseil; pour déterminer la date de la première élection générale; pour soustraire la municipalité à certains articles du Code Municipal: pour déterminer l'année fiscale; pour l'autoriser à contracter certains emprunts pour des fins spéciales; pour décréter l'imposition de certaines taxes et leur date d'exigibilité; et pour d'autres fins.

Montréal, ce 20 décembre 1948.

Les Procureurs des Requérants,

SYLVESTRE, LACROIX & PELLETIER.
23804-52-4-0

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Cité de Granby s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour l'adoption d'une Loi amendement sa charte, la loi 7

Public notice is hereby given that Mr. Maurice Audet real estate agent, Gabriel Lepage gentleman, Alfred Hurtubise insurance agent, Roland J. Labelle, broker, all of them of the city and district of Montreal, will appeal to the Legislature of the province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to detach the following territory from the municipality of the township of Chertsey in the county of Montcalm, to be erected into a separate municipality of parish under the name of "Municipality of the Parish of Lac Paré", in the county of Montcalm, and to detach the said territory from the school municipality of township of Chertsey, to be erected into a separate school municipality under the name of "School municipality of the Parish of Lac Paré";

"The Lots 11A, 12, 13, 14, 15, 16, and 17 of the 5th range; the lots 11A, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22 and 23 of the 6th range; the lots 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23 and 24 of the 7th range and the lots 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23 and 24 of the 8th range, all of the official cadastre of the municipality of township of Chertsey, in the county of Montcalm."

to permit to any person having no residence or residing in the municipality to be put into nomination and elected to the office of Mayor and councilors; to change the conditions according to which the office of councilors becomes vacant; to determine the date on which the Mayor and councilors are nominated and the date of the voting; to determine the place where should be held the election and municipal meetings; to determine the date of the first general election; to exempt the municipality from certain articles of the Municipal Code; to determine the fiscal year; to be authorized to borrow moneys for specific purposes; to decree the imposition of certain taxes and their date of exigibility; and for other purposes.

Montreal, December 20th, 1948.

SYLVESTRE, LACROIX & PELLETIER,
23804-52-4-0 Solicitors for the Petitioners.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the City of Granby will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter, the Act 7 George V,

George V, chapitre 70, et amendements, pour obtenir de nouveaux pouvoirs sur les matières suivantes:

Affichage des placards; permis de chauffeurs de taxis; permis d'autobus; corriger le règlement de zonage N° 139 afin de le faire correspondre à la profondeur des lots intéressés; frais de représentation du maire et des échevins; vente d'objets trouvés; consolidation de certaines taxes minimales; confection du rôle d'évaluation en cas de non sub-division; entretien du cours d'eau Roader et Bernard; terrains de stationnement; plan de subdivision; installation d'une taxe de vente locale; amendement au règlement N° 154 quant au temps de remboursement des emprunts; encouragement à l'érection et à l'entretien des terrains de jeu, de récréation, œuvres sociales et de stationnement; inspection des travaux de plomberies; varier le prix des permis ou taxes d'affaires selon le nombre d'unités employées dans le cas de transport, selon le nombre de pompes distribuant de la gasoline ou du carburant dans le cas de vente de la gasoline, selon le nombre de réservoirs dans le cas d'emmagasinage de ceux-ci, selon le nombre de placards dans le cas d'affichage, selon le nombre de tables dans le cas de salles de billards, selon le nombre de chaises dans le cas de salon de coiffure, selon le nombre d'allées dans le cas de salles de quilles; obligation pour les propriétaires de faire cadastrer certaines subdivisions de terrains bâtis ou à être bâtis, selon l'article 2175 du Code civil de façon à former un lot distinct; création de zones pour certaines industries, commerces, restaurants ambulants ou temporaires, postes d'attente pour taxis ou autobus, etc., et contrôle de ceux-ci; destruction des animaux errants; amendement à l'article 7, de la Loi 10 George VI, chapitre 65.

Granby, le 22 décembre 1948.

Le Procureur et agent
de la cité de Granby,
PAUL PROVOST, C.R.

23826-53-4-o

AVIS

Avis est par les présentes donné, que la "Corporation de la Cité du Cap de la Madeleine, et les Commissaires d'écoles pour la municipalité de la Cité du Cap de la Madeleine", dans le comté de Champlain, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session pour obtenir l'adoption d'une loi spéciale pour les fins suivantes:

1° Pour abroger la loi article 1, chapitre 58 12 George VI, 1948, fixant les taxes qui devaient être payées par la compagnie Durham Chemicals (Canada) Limited pour toutes fins municipales et scolaires;

2° Pour confirmer et ratifier une entente entre la Cité du Cap de la Madeleine et les Commissaires d'écoles pour la Municipalité du Cap de la Madeleine dans le comté de Champlain et Norton Company;

Cap de la Madeleine, ce 23 décembre 1948.

Les Procureurs de la cité du Cap de la Madeleine et les Commissaires d'Ecoles pour la Municipalité de la Cité du Cap de la Madeleine dans le comté de Champlain,

23825-53-4-o

MÉTHOT & MÉTHOT.

AVIS PUBLIC

Avis public est, par les présentes, donné que la ville St-Laurent s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session,

chapter 70, and amendments, to obtain further powers on the following matters:

Posting-up of bill-posters; taxi drivers' license; to correct the zoning by-law No. 139 so that it will correspond with the real depth of the lots concerned; costs of representation of the mayor and aldermen; sale of objects found; consolidation of certain minimum taxes; compiling of the valuation roll in case of non subdivision; maintenance of the watercourse "Roader and Bernard"; parking places; subdivision plan; installation of a local sales tax; amendment of by-law No. 154 as regards the term of reimbursement of loans; encouragement towards the erection and maintenance of playgrounds, recreation grounds, social works and parking; inspection of plumbing works to vary the price of business permits or taxes according to the number of employees employed in the case of transportation, according to the number of pumps distributing gasoline or fuel in the case of the sale of gasoline, according to the number of tanks in the case of storage of same, according to the number of posters in the case of bill-posting, as regards the number of tables in the case of pool rooms, as regards the number of chairs in hair-dressing parlours, as regards the number of alleys in the case of bowling alleys; obligation on the part of proprietors to have a cadastre made of certain subdivisions of lands built on or to be built on, pursuant to Article 2175 of the Civil Code so as to form one distinct lot; creation of zones for certain industries, businesses, ambulating or temporary restaurants, waiting-rooms for taxis or autobuses, etc., and control of same; destruction of stray animals, amendment to section 7, of the Act 10 George VI, chapter 65.

Granby, December 22, 1948.

PAUL PROVOST, K.C.,
Attorney and agent
for City of Granby.

23826-53-4

NOTICE

Notice is hereby given that the "City of Cap de la Madeleine and the School Commissioners for the Municipality of Cap de la Madeleine," in the County of Champlain, will present a petition to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to obtain the adoption of a special law for the following purposes:

1. To repeal the special law, article 1, chapter 58 of 12 George VI, 1948, fixing the taxes to be paid by the Durham Chemicals (Canada) Limited for the school and municipal purposes:

2. To confirm and ratify an agreement between the Corporation of the City of Cap de la Madeleine and the School Commissioners for the Municipality of Cap de la Madeleine in the county of Champlain with Norton Company.

Cap de la Madeleine, this 23rd day of December 1948.

MÉTHOT & MÉTHOT,
Attorneys for the City of Cap de la Madeleine and the School Commissioners, for the Municipality of Cap de la Madeleine in the County of Champlain.

23825-53-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of St-Laurent will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for

pour l'adoption d'une Loi amendant sa charte, la Loi 8, Edouard VII, chapitre 94, et ses amendements, sur les matières suivantes:

1) Annexer les territoires suivants:

a) Un territoire comprenant les lots numéros 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 266, 351, 352, 353, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371, et leurs subdivisions, tous du cadastre officiel de la Paroisse St-Laurent, comté Jacques-Cartier, y compris les Chemins de Fer et chemins publics traversant ces lots.

b) Un territoire comprenant les lots numéros 476, 477, 478, 479, 480, 483 et partie du lot N° 2638 traversant le lot N° 477, et leurs subdivisions, tous du cadastre officiel de la Paroisse St-Laurent, comté Jacques-Cartier.

2) Valider un contrat sous seing privé fait et passé à St-Laurent, le 14 mai 1948, entre Sa Majesté Le Roi et la Ville St-Laurent;

3) Obtenir pouvoirs additionnels suivants:

a) payer frais de représentation au Maire et aux Echevins et fixer à trois ans, par règlement, sans l'approbation des électeurs, leur terme d'office;

b) modifier les modalités d'emprunt pour travaux permanents de systèmes d'éclairage et d'aqueduc;

c) créer un fonds de roulement;

d) exproprier en vue de l'aménagement futur de parcs;

e) fixer le montant du permis annuel des propriétaires de taxis et de leurs conducteurs.

Montréal, ce 22 décembre, 1948.

Le Procureur de la Ville St-Laurent,

23827-53-4-o

HENRI S. BEAULIEU.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que l'Association des Ingénieurs Forestiers de la Province de Québec s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi modifiant sa Loi d'incorporation, chapitre 273 des Statuts refondus de la province de Québec, 1941, pour les fins suivantes: changer son nom à celui de "La Corporation des Ingénieurs Forestiers de la Province de Québec," définir d'une façon plus complète et adéquate le champ d'action des Ingénieurs Forestiers ainsi que les droits et privilèges exclusifs des membres de la Corporation et les qualifications exigées d'eux, déterminer les pouvoirs de la Corporation des Ingénieurs Forestiers de la Province de Québec, de ses directeurs et de ses membres et établir les conditions d'admission à l'étude de la profession ainsi que les conditions d'admission comme membre de la corporation; et pour d'autres fins.

Québec, 27 décembre 1948.

Le Procureur de l'Association des Ingénieurs Forestiers de la Province de Québec,

23840-53-4-o

MARK DROUIN.

Avis public est, par les présentes, donné que la Commission des Écoles Catholiques de Verdun s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine Session, pour l'adoption d'une loi aux fins suivantes:

1° Obtenir une portion du revenu annuel provenant de la taxe de vente municipale échéant à la Cité de Verdun.

2° Déclarer que l'évaluation des immeubles de la Cité de Montréal situés en la Cité de Verdun, sera la même pour fins municipales et scolaires.

the passing of an Act amending its charter, the Act 8, Edward VII, chapter 94 and its amendments, for the following matters:

1) To annex the following territories:

a) A territory comprising lots numbers 256, 257, 258, 259, 260, 261, 262, 263, 266, 351, 352, 353, 355, 356, 357, 358, 359, 360, 361, 362, 363, 364, 365, 366, 367, 368, 369, 370, 371 and their subdivisions, all of the official cadastre for the parish of St-Laurent, county of Jacques-Cartier, including the railways and public roads crossing the said lots.

b) A territory comprising lots numbers 476, 477, 478, 479, 480, 483 and part of lot N° 2638, crossing lot No. 477, and their subdivisions, all of the official cadastre for the parish of St-Laurent, county of Jacques-Cartier.

2) To validate a contract by private agreement, made and passed at St-Laurent, on May 14 1948 between His Majesty the King and the Town of St-Laurent;

3) To secure the following additional powers:

a) to pay the cost of representation of the Mayor and Aldermen and fix to three years, by By-law, their term of office, without the approval of the electors;

b) To alter the loan methods respecting permanent works of lighting and waterworks systems;

c) To create a cash reserve fund;

d) To expropriate in view of the equipment of future parks;

e) To fix the amount of the annual licenses of taxi-owners and drivers.

Montreal, December 22, 1948.

HENRI S. BEAULIEU,

23827-53-4 Attorney for the Town of St-Laurent.

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the "Association of Forest Engineers of the Province of Quebec" will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for an Act to amend the Act of its incorporation chapter 273 of the Revised Statutes of the Province of Quebec, 1941, namely in the following respects: to change its name to "The Corporation of Forest Engineers of the Province of Quebec", define in a manner more complete and adequate the field of action of the Forest Engineers as well as the exclusive rights and privileges of the members of the Corporation and the required qualifications, determine the powers of the Corporation of Forest Engineers of the Province of Quebec, its directors and members and establish the conditions of admission to the study of the profession as well as the conditions of admission as a member of the Corporation; and for other purposes.

Québec, 27th December, 1948.

MARK DROUIN,

Attorney for the Association of Forest Engineers of the Province of Quebec.

23840-53-4-o

Public notice is hereby given that the Verdun Catholic School Board, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an Act for the following purposes:

1. That a portion of the annual revenue of the Municipal sales tax paid to the City of Verdun be obtained.

2. That it be declared that the valuation of the immoveable properties belonging to the City of Montreal and comprised within the limits of the City of Verdun shall be the same for both Municipal and School purposes.

3° Emprunter sur simple résolution et aux conditions déterminées par la Commission Municipale de Québec, une somme de neuf cent mille dollars, pour la construction de deux écoles contigües pour garçons et filles, dans la paroisse St-Thomas-More, et pour ce faire, émettre des bons ou obligations en séries; et pour autres fins.

Verdun, le 23 décembre 1948.

Le Secrétaire-trésorier de la Commission
des Écoles Catholiques de Verdun,
23842-53-4-o **MARCEL BERTRAND.**

3. That by simple resolution and subject to the conditions imposed by the Quebec Municipal Commission, a sum of nine hundred thousand dollars be borrowed, for the construction of two contiguous schools for boys and girls, in the Parish of St-Thomas-More, and to that effect bond or debentures in series be issued; and for other purposes.

Verdun, December 23rd 1948.

MARCEL BERTRAND,
Secretary-Treasurer for the
23842-53-4-o Verdun Catholic School Board.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que le Bureau des Commissaires d'Écoles Catholiques Romains, de la Cité de Sherbrooke, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi amendement la loi 40 Victoria, chapitre 23, et les différents Statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes: autoriser l'imposition, par le Bureau des Commissaires d'Écoles Catholiques Romains, de la Cité de Sherbrooke, d'une taxe de vente de 1% dans les limites de leur municipalité scolaire, sujette aux exemptions prévues par la loi provinciale de l'impôt sur les ventes en détail, ladite exemption devant s'appliquer aussi aux combustibles pour fins domestiques; autoriser le paiement annuel par le Bureau des Commissaires d'Écoles Catholiques Romains, de la Cité de Sherbrooke, à titre de frais de représentation, une somme de \$1,500.00 au président dudit Bureau, et la somme de \$1,000.00 à chacun des commissaires dudit bureau.

Sherbrooke, ce 22 décembre 1948.

Le Procureur du requérant,
23841-53-4-o **MAURICE DELORME.**

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Board of the Roman Catholic School Commissioners, of the City of Sherbrooke, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending the law respecting public instruction in the city of Sherbrooke, 40 Victoria, Chapter 23, and the different statutes which amend it, on the following matters: to authorize the imposition by the Board of the Roman Catholic Commissioners, of the City of Sherbrooke, of a sales tax of 1%, within their school municipality, subject to the exemption provided in the provincial retail sales tax act, said exemption to be extended also to fuels for domestic use; to authorize the annual payment by the Board of the Roman Catholic School Commissioners, of the City of Sherbrooke, as entertainment expenses of a sum of \$1,500.00 to the president of the said Board and the sum of \$1,000.00 to each of the Commissioners of the said Board.

Sherbrooke, December 22nd, 1948.

MAURICE DELORME,
23841-53-4-o Attorney for the petitioner.

Avis est par les présentes donné que Alexander Hugh Robertson, de la cité de Montréal, ingénieur minier; Herbert Patrick Dickey, de la cité de Montréal, ingénieur minier; Valmore-Armand de Billy, de la cité de Lévis, avocat, et John Layton McKeen, de la cité de Montréal, comptable agréé, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi constituant une compagnie en corporation sous le nom de "Romaine River Railway Company", pour les fins d'un chemin de fer à partir du voisinage du Lac Tio dans le Canton Têtu, au quai de chargement à Havre St-Pierre, comté de Saguenay, avec un capital-actions de trois millions de dollars, avec privilège de l'augmenter, avec un bureau chef dans la cité de Montréal, avec tous les pouvoirs ordinaires conférés à une telle compagnie de chemin de fer et spécialement de fixer le nombre des directeurs; approuver les procédures prises par Allard Lake (Quebec) Mines Limited en rapport avec la dite ligne de chemin de fer conformément à l'autorisation et les pouvoirs contenus dans un arrêté ministériel autorisant la construction de telle ligne; avec pouvoir d'acquiescer l'actif ou le capital-actions de la dite Allard Lake (Quebec) Mines Limited; avec pouvoir de continuer les procédures ou autres actions prises par la dite Allard Lake (Quebec) Mines Limited; pour déclarer que la dite compagnie ne sera pas considérée comme un voiturier ordinaire de passagers; exempter la compagnie de certaines dispositions de la Loi des Chemins de Fer; construire des embranchements; construire des chemins; construire et exploiter des lignes de téléphone et de télégraphe; faire des

Notice is hereby given that Alexander Hugh Robertson, of the City of Montreal, Mining Engineer; Herbert Patrick Dickey, of the City of Montreal, Mining Engineer; Valmore-Armand de Billy, of the City of Lévis, Barrister at Law, and John Layton McKeen, of the City of Montreal, Chartered Accountant, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act incorporating a company under the name of "Romaine River Railway Company", for the purpose of the construction, maintenance and operation of a railway from the vicinity of Lake Tio in the Township of Têtu, to the loading wharf at Havre St. Pierre, County of Saguenay, with a capital stock of three million dollars with power to increase, with Head Office at the City of Montreal, with all the powers usually conferred upon such a railway company and specially to determine the number of directors; to approve all proceedings taken heretofore and hereafter by Allard Lake (Quebec) Mines Limited in connection with the said line of railway pursuant to the authorization and powers contained in an Order-in-Council authorizing the construction of same; with power to acquire the assets or outstanding stock of said Allard Lake (Quebec) Mines Limited; with power to continue all proceedings and other actions heretofore begun by said Allard Lake (Quebec) Mines Limited; to declare that the said company shall not be deemed to be a common carrier of passengers; to exempt the said company from certain provisions of the Quebec Railway Act; to construct branch lines; to construct roads, to construct and operate telephone and telephone lines; to enter into

arrangements avec d'autres compagnies de transport; émettre des débetures et obligations; et pour toutes autres fins.

Québec, le 20 décembre 1948.

Quebec, December 20th 1948.

23844-53-4-o Les Avocats des requérants,
GAGNON & de BILLY.

23844-53-4-o GANON & de BILLY,
Attorneys for Petitioners.

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Avis est par les présentes donné que la Cité de Thetford Mines demandera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, l'adoption d'une loi modifiant la charte de ladite Cité, aux fins suivantes:

1. Pour imposer une taxe de vente de deux pour cent;

2. Pour autoriser la Cité ou le Chef de Police à donner un avis sommaire à toute personne commettant une infraction à la Loi des Véhicules Moteurs ou à ses règlements, dans les limites de la Cité;

3. Pour accorder une franchise n'excédant pas dix ans à toute personne, société ou corporation exploitant une gare centrale d'autobus dans les limites de la Cité, et rendre ladite gare obligatoire pour toute personne faisant le service interurbain, et permettant l'arrêt desdits autobus à un ou à plusieurs endroits de la Cité, et rendant sujets à l'approbation de la Régie Provinciale des Transports et Communications tous contrats entre les exploitants de la gare centrale et les personnes faisant le service interurbain;

4. Pour réglementer les heures d'ouverture et de fermeture des restaurants et certaines places d'affaires dans la Cité;

5. Pour rendre obligatoire la taxe annuelle d'eau aux propriétaires de lots non bâtis, selon le rôle d'évaluation et moyennant certaines conditions;

6. Pour que la taxe d'affaires sur les camionneurs soit basée sur le nombre de camions, pourvu que la taxe annuelle n'excède pas deux cents dollars;

7. Pour permettre d'imposer la taxe d'affaires annuelle en taxant les différentes catégories de genres d'affaires tenus dans un même établissement, pourvu que le total des taxes n'excède pas deux cents dollars par année;

8. Pour obtenir l'autorisation qu'un fac-similé de la signature du secrétaire-trésorier soit imprimé, lithographié ou gravé sur les documents que la Cité doit envoyer chaque année pour la perception des taxes, en vertu de l'article 541 de la Loi des cités et villes;

9. Pour autoriser la Cité à passer des règlements en vue de rendre certaines taxes ou toutes les taxes annuelles payables à une date uniforme;

10. Pour ordonner que le rôle d'évaluation soit composé de fiches ou de feuilles mobiles moyennant certaines conditions.

Et pour d'autres fins.

Thetford Mines, 30 décembre 1948.

23846-53-4-o Le Procureur de la pétitionnaire,
LUCIEN DROLET, C.R.

Notice is hereby given that the City of Thetford Mines will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending the charter of the said City, for the following purposes:

1. To levy a 2% sales tax;

2. To authorize the City or the Chief of Police to give summary notice to any person committing any infraction to the Motor Vehicle Act or to its by-laws within the limits of the City;

3. For the granting of a franchise, not exceeding ten years, to any person, society or corporation operating a central autobus station within the limits of the City, and to render said station compulsory for any person carrying on an inter-urban service and allowing the stoppage of the said autobuses at one or several places in the City and rendering subject to the approval of the Provincial Transportation and Communication Board, all contracts between the operators of the central station and the persons carrying on an inter-urban service;

4. To regulate the opening and closing hours of restaurants and of certain business places in the City;

5. To render compulsory the annual water tax for owners of unbuilt lots, according to the valuation roll and on certain conditions;

6. That the business tax for truckmen, be based upon the number of trucks, provided the annual tax does not exceed two hundred dollars;

7. To allow the levying of an annual business tax by taxing the different classes of the kinds of business carried on in one single establishment, provided the total tax does not exceed two hundred dollars per annum;

8. To secure authorization that a fac-simile of the secretary treasurer's signature be printed, lithographed or engraved on the documents that the City is obliged to send every year, for the collecting of taxes, pursuant to section 541 of the Cities and Towns Act;

9. To authorize the City to pass By-laws in view of rendering certain taxes or all annual taxes, payable on the same date;

10. To order that the valuation roll be composed of Index Cards or loose-leaf pages upon certain conditions;

And for other purposes.

Thetford Mines, December 30, 1948.

23846-53-4 LUCIEN DROLET, K.C.,
Attorney for the Petitioners.

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Avis public est par les présentes donné, que les Dames Julienne Dallaire, dite Soeur Julienne du Rosaire; Colette Brousseau, dite Soeur Marie du Coeur eucharistique et Françoise Lemieux dite Soeur Bernadette du Coeur immaculé, s'adresseront à la Législature de la province de

Notice is hereby given that the Reverend Dames Julienne Dallaire, called Sister Julienne du Rosaire; Colette Brousseau, called Sister Marie du Coeur eucharistique and Françoise Lemieux, called Sister Bernadette du Coeur immaculé shall apply to the Legislature of the

Québec, lors de la prochaine session, pour la passation d'une loi aux fins suivantes:

Remplacer la loi 12 Geo VI ch. 87 par laquelle elles étaient constituées en corporation sous le nom de: "La Société des Missionnaires du Coeur eucharistique" avec succession perpétuelle et sceau commun;

Obtenir les pouvoirs et privilèges ainsi que les droits et obligations d'une corporation civile avec siège social à Beauport dans le district de Québec;

Adopter les règlements nécessaires à la disposition et à l'administration de ses biens suivant les règles de la communauté;

Succéder à la "Société des Missionnaires du Coeur eucharistique" à la charge de toutes les obligations et à l'avantage de tous les droits;

Fonder d'autres maisons reliées à la Maison-Mère dans les buts susdits;

Le Procureur des "Dominicaines

Missionnaires Adoratrices,

23843-53-4-0

GÉRARD LeMAY, C.R.,

Province of Quebec at its next session for the adoption of a special law for the following purposes:

To replace the law 12 George VI ch. 87 by which they were incorporated under the name of: "La Société des Missionnaires du Coeur eucharistique" with perpetual succession and a common seal;

To obtain the powers and privileges with the rights and the obligations of a civil corporation with a corporate seat in the town of Beauport in the district of Quebec;

To adopt the by-laws necessary to the administration and to the disposal of its property consistent with the regulations of the congregation;

To succeed to: "La Société des Missionnaires du Coeur eucharistique" upon conditions of the obligations and with the benefit of all the rights;

To establish all other houses connected with the principal Home for the above premises.

GÉRARD LeMAY, K.C.,

Attorney for the "Dominicaines

Missionnaires Adoratrices".

23843-53-4-0

AVIS PUBLIC

Avis Public est par les présentes donné que MM. Trefflé Bolduc, ouvrier de mine, François P. Gonthier, sacristain, Albert Boisvert, électricien, Arthur Argouin, ouvrier de mine, Albert Létourneau, ouvrier de mine, Alfred Frenette, imprimeur et Albert Cloutier, hôtelier, tous de la cité de Thetford Mines, dans le comté de Mégantic, district d'Arthabaska, et un grand nombre d'autres personnes, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi pour détacher le territoire ci-après décrit de la Municipalité de la Paroisse de Sacré-Cœur de Marie, Partie Sud, dans le Comté de Mégantic, district d'Arthabaska, pour être érigé en une Municipalité du Village séparée, sous le nom de "Municipalité du Village de Ste-Anne du Lac", dans le comté de Mégantic, et pour détacher le dit territoire de la municipalité scolaire de la Municipalité Scolaire de la Paroisse de Sacré-Cœur de Marie, Partie Sud, pour être érigé en une municipalité scolaire distincte, sous le nom de "Municipalité Scolaire de Ste-Anne du Lac".

Le territoire formant la nouvelle municipalité devant se lire comme suit:

Un territoire situé dans le canton de Thetford, comprenant en référence au cadastre officiel fait pour le dit canton, les lots et parties de lots renfermés dans le périmètre suivant, à savoir:

Partant à un point dans le rang VIII, situé à une distance de trois mille pieds (3000') de la ligne séparative des rangs VII et VIII, sur la ligne de division des lots 17B et 17C, de là, passant par les lignes suivantes en continuité les unes des autres; une ligne parallèle à la ligne séparative des rangs VII et VIII jusqu'à son intersection avec la ligne nord-est du lot 15B, la ligne nord-est du lot 15B; la ligne séparative des rangs VIII et IX, dans le rang IX; la ligne de division des lots 14A et 14C sur une longueur de mille cinq cent pieds (1500'), une ligne parallèle à la ligne séparative des rangs VIII et IX jusqu'à son intersection avec la ligne nord-est du lot 14A, la ligne nord-est du lot 14A sur une distance de dix-huit cent pieds (1800'), une ligne parallèle à la ligne séparative des rangs IX et X jusqu'à son intersection avec la ligne sud-ouest du lot 14A, la ligne de division des lots 14A et 14B, la ligne séparative des rangs IX et X, dans le rang X; la ligne de division des lots 14 et 15 jusqu'à un point situé à une distance de deux

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that Messrs. Trefflé Bolduc, mine worker, François P. Gonthier, sacristain, Albert Boisvert, electrician, Arthur Argouin, mine worker, and Albert Létourneau, mine worker, Alfred Frenette, printer and Albert Cloutier, hotel-keeper, all of the City of Thetford Mines, in the county of Mégantic, district of Arthabaska, and a great number of others, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act to detach the territory hereinafter described from the Municipality of the Parish of Sacré-Cœur de Marie, South Part, in the county of Mégantic, district of Arthabaska, to be erected into a separate Village Municipality, under the name of "Municipalité du Village de Ste-Anne du Lac", in the county of Mégantic, and to detach the said territory from the school Municipality of the School Municipality of the Parish of Sacré-Cœur de Marie, South Part, to be erected into a separate school municipality, under the name of "Municipalité Scolaire de Ste-Anne du Lac".

The territory forming the new municipality to read as follows:

A territory situate in the township of Thetford, comprising, with reference to the official cadastre made for the said township, the lots and parts of lots enclosed within the following perimeter, to wit:

Starting at a point in range VIII, situate at a distance of three thousand feet (3000') from the division line of ranges VII and VIII, on the division line of lots 17B and 17C, thence, passing by the following lines successively; a line parallel to the division line of ranges VII and VIII up to its intersection with the northeast line of lot 15B, the northeast line of lot 15B; the division line of ranges VIII and IX, in range IX; the division line of lots 14A and 14C on a length of one thousand five hundred feet (1500'), a line parallel to the division line of ranges VIII and IX up to its intersection with the northeast line of lot 14A, the northeast line of lot 14A for a distance of eighteen hundred feet (1800'), a line parallel to the division line of ranges IX and X up to its intersection with the southwest line of lot 14A, the division line of lots 14A and 14B, the division line of ranges IX and X, in range X; the division line of lots 14 and 15 up to a point situate at a distance of two thousand four

mille quatre cent pieds (2400') de la ligne séparative des rangs X et XI; une ligne parallèle à la ligne séparative des rangs X et XI jusqu'à son intersection avec la ligne de division des lots 15 et 16; la ligne de division des lots 15 et 16, la ligne séparative des rangs X et XI; dans le rang X et XI, la ligne sud-ouest du chemin passant entre la demie nord-est et la demie sud-ouest du lot 17 en profondeur du rang X, entre les lots 17A et 17B en profondeur du rang IX, entre les lots 17B et 17C sur le rang VIII jusqu'à un point situé à 3000 pieds de la ligne séparative des rangs VII et VIII, pour ensuite rejoindre le point de départ.

Lequel territoire ensemble avec les chemins, rivières, cours d'eau, lac, ou partie d'iceux, compris dans les limites ci-dessus décrites.

Pour désigner les sièges des conseillers par des numéros; pour permettre à toute personne domiciliée ou résidant ailleurs que dans la municipalité d'être mise en nomination et élue à la charge de conseiller; pour changer les conditions dans lesquelles la charge de conseiller devient vacante; pour fixer la date de la mise en nomination et de la votation; pour déterminer la date de la première élection générale; pour soustraire la municipalité à certains articles du Code Municipal; pour déterminer l'année fiscale; pour déterminer l'imposition de certaines taxes et leur date d'exigibilité; pour faire des règlements pour assurer la paix et l'ordre et le bien être des habitants de la municipalité; pour ériger des maisons de bain publiques, remises à embarcation et des quais, et pour d'autres fins.

Thetford Mines, le 30 décembre 1948.

Le Procureur des pétitionnaires,
23845-53-4-o LUCIEN DROLET, c.r.

Province de Québec

VILLE DE STE-THÉRÈSE
Comté de Terrebonne

Avis public est par les présentes donné que la ville de Ste-Thérèse s'adressera à la Législature de la Province de Québec à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi aux fins d'annexer à son territoire actuel certaines parties de territoire situées dans la paroisse de Ste-Thérèse de Blainville en autres: la totalité des lots 205, 207, 208; parties des lots 203, 204, 206, 538 et 534, ainsi que parties des lots 209, 210, 211, 212, 213, 214, se trouvant situés au sud-ouest de la ligne sud-ouest de l'emprise de Boulevard du Curé Labelle route no 11.

Montréal, le 27 décembre 1948.

Les Procureurs,
23871-53-4-o LAJEUNESSE & LAVERDURE.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la cité de St-Hyacinthe s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendement sa charte, la Loi 24 Georges V, chapitre 94 et amendements, concernant les matières suivantes: la rectification des limites de la municipalité; l'annexion à son territoire d'un terrain dont elle est propriétaire et d'autres terrains situés dans la paroisse de St-Joseph d'Yamaska; l'imposition d'une taxe de vente de 2% dans la cité et son territoire adjacent le droit de défendre aux policiers et pompiers de la cité d'appartenir à une union étrangère ou de s'y affilier.

St-Hyacinthe, ce 31 décembre 1948.

Le Procureur de la Cité,
23872-53-4-o PH. POTHIER.

hundred feet (2400') from the division line of ranges X and XI; a line parallel to the division line of ranges X and XI up to its intersection with the division line of lots 15 and 16; the division line of lots 15 and 16, the division line of ranges X and XI; on range X and XI, the south-west line of the road passing between the north-east half and southwest half of lot 17 in depth of range X, between lots 17A and 17B in depth of range IX, between lots 17B and 17C in range VIII up to a point situate at 3000 feet from the division line of ranges VII and VIII, to then rejoin the starting point.

The said territory together with the roads, rivers, watercourses, lake, or parts of same, comprised within the above described limits.

To designate the seats of the councillors by numbers; to permit any person domiciled or residing elsewhere than in the municipality to be nominated and elected as councillor; to change the conditions upon which the office of councillor becomes vacant; to fix the date of nomination and voting; to determine the date of the first general election; to exempt the municipality from certain articles of the Municipal Code; to fix the fiscal year; to fix the levying of certain taxes and the date of their exigibility; to make by-laws to assure peace and order and the welfare of the inhabitants of the municipality; to erect public bath houses, boat houses and wharves, and for other purposes.

Thetford Mines, December 30, 1948.

LUCIEN DROLET, K.C.,
23845-53-4 Attorney for Petitioners.

Province of Quebec

TOWN OF STE-THÉRÈSE
County of Terrebonne

Public notice is hereby given that the town of Ste-Thérèse will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session to obtain the passing of an act for the purposes of annexing to its present territory certain tracks of land situate in the parish of Ste. Thérèse de Blainville namely: lots no. 205, 207, 208; parts of lots 203, 204, 206, 538 et 534, and also parts of lots 209, 210, 211, 212, 213, 214, situate South-west of the south-westerly line of the Blvd Curé Labelle, route no. 11.

Montreal, December 27th, 1948.

LAJEUNESSE & LAVERDURE,
23871-53-4-o Attorneys.

NOTICE

Notice is hereby given that the city of St. Hyacinthe will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an act amending its charter, the Act 24 George V, chapter 94 and amendments, for the following matters: the annexation to its territory of a land owned by the city and other lands situated in the parish of St. Joseph d'Yamaska; the rectification of the boundaries of the municipality; the assessment of a 2% retail sales tax in the city and in its adjoining territory; the right of prohibiting to policemen and firemen to become members of an out of town union or to join it.

St-Hyacinthe, this 31st day of December 1948.

PH. POTHIER,
23872-53-4-o City Attorney.

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que messieurs J. D. Savard, Donat Delisle et Adélar Laberge, tous trois entrepreneurs en plomberie et chauffage de Québec, s'adresseront à la Législature de Québec à sa prochaine session pour obtenir l'incorporation de "La Corporation des Entrepreneurs en Plomberie et Chauffage de la Province de Québec" avec tous les pouvoirs, droits et privilèges des corporations civiles ordinaires et spécialement tous les pouvoirs concernant l'administration, la conduite et la gestion de ses affaires, l'admission, la cotisation, la discipline et la suspension de ses membres.

La corporation sera administrée par un conseil d'administration dont le choix, les fonctions et les devoirs seront fixés par les règlements.

La corporation pourra décréter des peines disciplinaires et seuls ses membres pourront prendre, porter et employer le nom de: "Maître Plombier Licencié" en français et de: "Licensed Master Plumber" en anglais et d'employer après leur nom les initiales: "M.P.L." ou "L.M.P."

La corporation sera restreinte aux seules personnes ayant exercé le métier d'entrepreneur en plomberie et chauffage avant la sanction de la présente loi et détenant une licence en vertu du chapitre 173 S.R.Q. 1941 et à toute autre personne admise par la corporation.

Le siège social et principal de la corporation sera situé dans la cité et la ville de Québec.

La corporation pourra adopter tout autre règlement jugé nécessaire à ces fins.

Le Procureur des pétitionnaires,
23870-53-4-o UBALD DÉSILETS.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Messrs. J. D. Savard, Donat Delisle and Adélar Laberge, all three plumbing and heating contractors of Québec, will apply to the Legislature of Québec, at next session, for the incorporation of: "La Corporation des Entrepreneurs en Plomberie et Chauffage de la Province de Québec" with all the powers, rights and privileges of ordinary civil corporations and in particular all powers concerning the administration, conduct and management of its business, the admission, assessment, discipline and suspension of its members.

The corporation will be managed by a Board of Directors the selection, functions and duties of which will be fixed by by-laws.

The corporation may enact disciplinary fines and only its members may take, bear and use the name of: "Maître Plombier Licencié" in French and: "Licensed Master Plumber" in English and use the following initials after their name: "M.P.L." or "L.M.P."

The corporation will be restricted solely to those who have practiced the trade of plumbing and heating contractor before the sanction of the present Act and holding a license in virtue of chapter 173, R.S.Q., 1941 and to any other person admitted by the corporation.

The head office and principal place of business of the corporation will be in the city of Québec.

The corporation may adopt any other by-law deemed necessary for these purposes.

UBALD DÉSILETS,
23870-53-4 Attorney for Petitioners.

AVIS

Avis est par les présentes donné que M. Pierre Richard Rhodes présentera un projet de loi à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir le droit d'être admis à l'exercice de la profession d'avocat, après avoir rempli les formalités requises.

Montréal, le 13 décembre 1948.

Les Procureurs du dit Pierre Richard Rhodes,
23732-51-4-o FAUTEUX, BLAIN & FAUTEUX.

NOTICE

Notice is hereby given that Mr. Pierre Richard Rhodes will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, to obtain the right to be admitted to the Bar of the Province of Québec, after having fulfilled the necessary requirements.

Montreal, December 13th, 1948.

FAUTEUX, BLAIN & FAUTEUX,
23732-51-4-o Attorneys for said Pierre Richard Rhodes

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes, donné que la Cité de Chicoutimi s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir l'adoption d'une loi amendant sa charte, 4 Édouard VII, ch. 62 et les différents statuts qui l'amendent sur les matières suivantes: Amender la loi 20 Georges V, ch. 118, article 10; et annexer à la cité en tout ou en partie le territoire de la paroisse de Chicoutimi compris entre la Ville d'Arvida, la Rivière-du-Moulin et le lot numéro 76 (voie de chemin de fer "The Roberval & Saguenay Railway Co." du cadastre de la paroisse de Chicoutimi; amender l'article 526 de la Loi des Cités et Villes augmentant le maximum de la taxe; pour pourvoir à l'imposition d'une taxe pour l'enlèvement des vidanges, de la neige, et pour nettoyer les rues; pour donner droit de vote aux corporations; pour déclarer biens non imposables l'usine de filtration située dans la paroisse de Chicoutimi; et pour autres fins.

Chicoutimi, le 28 décembre 1948.

Le Procureur de la Requérante,
23889-1-4-o J.-C. GAGNÉ.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the City of Chicoutimi will apply to the Legislature of the Province of Québec, at its next session, for the passing of an Act amending its charter, 4 Edward VII, ch. 62, and the various statutes amending the same, upon the following matters: To amend the Act 20 George V, chapter 118, section 10; and to annex to the City the whole or part of the territory of the parish of Chicoutimi, comprised between the town of Arvida, la Rivière-du-Moulin and lot No. 76 (The Roberval & Saguenay Railway Co. right of way) of the cadastre for the parish of Chicoutimi; to amend section 526 of the Cities and Towns Act increasing the maximum tax; to provide for the levying of a tax for the removal of garbage, snow, and for street cleaning; to give voting right to corporations; to declare that the filtering plant, situate in the parish of Chicoutimi, is to be classed as non-taxable property; and for other purposes.

Chicoutimi, December 28, 1948.

J. C. GAGNÉ,
23889-1-4 Attorney for the Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que François Xavier alias Edmond Gauthier, de Château Richer, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander l'adoption d'une loi ratifiant son adoption par feu Hector Gauthier et son épouse, Dame Marie-Louise Bouchard, et lui reconnaissant tous les droits et les obligations d'un fils adoptif et autres fins.

Québec, ce 29 décembre 1948.

Le Procureur du Requérent,
GUY HUDON.

23891-1-4-o

PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that François Xavier alias Edmond Gauthier, of Château-Richer, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, to demand the passing of an Act, ratifying his adoption by the late Hector Gauthier and his wife, Marie-Louise Bouchard, and confirming all his rights and liabilities as such and other purposes.

Quebec, December the 29th, 1948.

GUY HUDON,
Attorney for Plaintiff.

23891-1-4-o

AVIS

Avis est, par les présentes donné, que la Ville d'East Angus s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour pour obtenir la passation d'une loi amendement sa charte, la loi 2, George V, ch. 72 et les différents statuts qui l'amendent, sur les matières suivantes: autoriser la corporation à passer un contrat avec la "Fitwell Gloves Co.", de Windsor, Ontario, pour favoriser l'établissement d'une succursale de la dite compagnie à East Angus; décréter que des frais de représentation au montant de \$700.00 par année soient versés au maire et \$500.00 par année à chacun des échevins; exempter l'expédition d'avis de convocation pour les assemblées régulières qui seront tenues à dates fixes et prédéterminées; avoir le droit d'imposer et prélever, sujet à referendum, une taxe de vente n'excédant pas 2%; pouvoir, sujet à l'approbation de la Commission municipale de Québec, acquérir, construire et entretenir un ou des immeubles, au coût total et maximum de \$50,000.00, devant servir à des fins municipales ou industrielles, et vendre ou louer le ou les dits immeubles à certaines conditions déterminées dans la présente loi; constituer un fonds de roulement d'au plus \$40,000.00 pour faire face aux dépenses de la municipalité au cours d'un exercice, en attendant la rentrée des fonds produits par les taxes, licences, ou autres revenus du même exercice; et pour autres fins.

Sherbrooke, ce 27 décembre, 1948.

Les Procureurs de la requérante,
COTE & CREPEAU.

23892-1-4-o

NOTICE

Notice is hereby given that the Town of East Angus will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session for the passing of an act amending its charter, the act 2 George V, ch. 72, and the various statutes amending it: to authorize the Corporation to pass a contract with the Fitwell Gloves Co. of Windsor, Ontario, to induce the said company in establishing a branch at East Angus; to enact that the mayor shall receive \$700.00 yearly and each alderman \$500.00 yearly as entertainment expenses; to dispense with the sending of convocation notices for the regular meetings of the council which will be held at fixed and predeterminate dates; to have the right to lay and levy, subject to a referendum, a sales tax not exceeding 2%; to have the power, subject to the approval of the Quebec Municipal Commission, to purchase, build and maintain one or several immovables, at a total and maximum cost of \$50,000.00, for municipal or industrial use, and to be able to sell or let the said immovable or immovables according to certain prescriptions to be set in the act; to set a "working-fund" up to a maximum of \$40,000.00 to meet the expenses of the municipality during a fiscal year, pending the receipt of funds derived from taxes, licences or other revenues of the same fiscal year; and for other purposes.

Sherbrooke, December 27th, 1948.

COTE & CREPEAU,
Attorneys of petitioner.

23892-1-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Dionne Limitée, corporation légalement constituée en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, ayant sa principale place d'affaires en les cité et district de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir une loi ratifiant un acte de vente du 30 décembre 1947, entre Dame Malvina Forget dit Despatie, veuve non remariée de feu Omer Lorrain, de la cité de Montréal, Paul-Emile Lorrain, de la ville de Valleyfield, Géraldine Lorrain, fille majeure et Emélie Lorrain, fille majeure, toutes deux de la cité et du district de Montréal, et Henry Falk, de la cité et du district de Montréal, relativement à un emplacement composé des lots nos 684 et 685 de la subdivision officielle du lot N° 2643 des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Laurent, district de Montréal.

Montréal, ce 3 janvier 1949.

Les Procureurs de la Requérente,
SYLVESTRE, LACROIX & PELLETIER.

23893-1-4-o

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Dionne Limited, corporation duly incorporated in virtue of the Quebec Companies' Act, having its head office in the city of Montreal, said district, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a law ratifying a deed of sale dated December 30th, 1947, from Mrs Malvina Forget-Despatie, widow of the late Omer Lorrain, of the city of Montreal, Paul-Emile Lorrain, of the town of Valleyfield, Géraldine Lorrain and Emélie Lorrain, spinsters, both of the city of Montreal, said district, to Henry Falk, of the city of Montreal said district, concerning an emplacement composed of lots Nos. 684 and 685 of the official subdivision of lot No. 2643 of the Official Plan and Book of References of the Parish of St-Lawrence, district of Montreal.

Montreal, January 3rd, 1949.

SYLVESTRE, LACROIX & PELLETIER,
Attorneys for the Petitioner.

23893-1-4-o

AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que Jean-Jacques Gagné, étudiant, de la cité de Sorel, s'adressera à la Législature de la Province de Québec lors de sa prochaine session pour l'adoption d'une loi autorisant la Chambre des Notaires de la Province de Québec, à l'admettre à l'étude de la profession de notaire et à régulariser sa cléricature et à l'admettre à l'exercice de la profession, selon une résolution du Conseil de la Chambre des Notaires, le 16 décembre 1948, après examen.

23890-1-4-o

Le Réquérant,
JEAN JACQUES GAGNÉ.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that Jean-Jacques Gagné, student, of the city of Sorel, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its next session, for the passing of an Act authorizing the Board of Notaries of the Province of Quebec, to admit him to the study of the notarial profession, to regularize his indentureship and to admit him to practice the notarial profession after examination according to a resolution by the Council of the Board of notaries, on the 16th of December 1948.

23890-1-4-o

JEAN JACQUES GAGNÉ,
Petitioner.

AVIS PUBLIC

Avis est, par les présentes, donné que les Curé et Marguilliers de l'Oeuvre et Fabrique de la Paroisse du Saint-Cœur de Marie, à Québec, des cité et district de Québec, s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour demander une loi spéciale, aux fins de valider, ratifier et légaliser les résolutions, les contrats d'acquisition de terrains et de constructions, et les emprunts faits par obligations ou autrement, par la dite Fabrique, relatifs à la construction d'une annexe à son église paroissiale et au remboursement d'emprunts antérieurs; et aussi, pour autoriser ladite Fabrique à emprunter une somme additionnelle de \$57,000.00 pour compléter, parachever et pourvoir à l'ameublement du dit immeuble.

Québec, 4 janvier 1949.

Le Procureur de la Pétitionnaire,
23904-1-4-o JEAN-MARIE GUÉRARD.

PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Parish Priest (curé) and churchwardens of "L'Oeuvre et Fabrique de la paroisse du Saint-Cœur de Marie, at Québec, of the city and district of Québec, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of a special Act to validate, ratify and legalize the resolutions, contracts for acquisition of lots of land and constructions, and the loans made by a bond or otherwise, by the said Fabrique respecting the construction of an annex to its parish church, and the refunding of previous loans; and also to authorize the said Fabrique to borrow an additional sum of \$57,000.00 to complete, finish, and provide for the furnishing of the said immovable.

Québec, January 4, 1949.

JEAN-MARIE GUÉRARD,
23904-1-4 Attorney for the Petitioner.

Avis est par les présentes donné que "L'Industrielle", compagnie d'Assurance sur la Vie, corporation légale ayant son siège social en la cité de Québec, s'adressera à la Législature de la Province de Québec, à sa prochaine session, pour en obtenir une loi amendant sa charte de manière à définir ses pouvoirs d'une façon plus précise; à réduire le nombre d'actions requis pour l'élection des directeurs; créer une classe de directeurs élus par les porteurs de police à participation; pour déterminer la part des bénéfices nets qui peuvent être distribués comme dividendes ou bonus aux actionnaires et porteurs de police à participation, ces derniers en recevant au moins 90%; pour être autorisée à faire des placements à l'étranger; et pour autres fins.

Québec, 4 janvier 1949.

Les Procureurs de l'Industrielle,
Compagnie d'Assurance sur la Vie
23919-1-4-o ST-LAURENT, TASCHEREAU,
ST-LAURENT & NOEL.

Notice is hereby given that the "Industrial Life Insurance Company", a legal corporation having its corporate seat in the City of Quebec, shall apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, in order to obtain a law, amending its charter so as to define its powers in a more precise manner; to reduce the number of qualifying shares required for the election of directors; to create a category of directors to be elected by participating policyholders; to be authorized to determine what part of net profits are to be distributed to shareholders and participating policyholders, the latter receiving at least 90%; to be authorized to make foreign investments; and for other purposes.

Québec, January 4th, 1949.

ST-LAURENT, TASCHEREAU
ST-LAURENT & NOEL,
23919-1-4-o Attorneys for the Industrial Life
Insurance Company.

Avis est par les présentes donné que Alexander Hugh Robertson, de la cité de Montréal, ingénieur minier; Herbert Patrick Dickey, de la cité de Montréal, ingénieur minier; Valmore Armand de Billy, de la cité de Lévis, avocat, et John Layton McKeen, de la cité de Montréal, comptable agréé, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa prochaine session, pour la passation d'une loi constituant une compagnie en corporation sous le nom de "Romaine River Railway Company", pour les fins d'un chemin de fer à partir du voisinage du Lac Tio dans le canton Têtu, au quai de chargement à Havre Saint-Pierre, comté de Saguenay, avec un

Notice is hereby given that Alexander Hugh Robertson, of the City of Montreal, Mining Engineer; Herbert Patrick Dickey, of the City of Montreal, Mining Engineer; Valmore Armand de Billy, of the City of Lévis, Barrister at Law, and John Layton McKeen, of the City of Montreal, Chartered Accountant, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act incorporating a company under the name of "Romaine River Railway Company", for the purpose of the construction, maintenance and operation of a railway from the vicinity of Lake Tio in the Township of Têtu, to the loading wharf at

capital-actions de trois millions de dollars, avec privilège de l'augmenter, avec un bureau chef dans la cité de Montréal, avec tous les pouvoirs ordinaires conférés à une telle compagnie de chemin de fer et spécialement de fixer le nombre des directeurs; approuver les procédures prises par Allard Lake (Quebec) Mines Limited en rapport avec ladite ligne de chemin de fer conformément à l'autorisation et les pouvoirs contenus dans un arrêté ministériel autorisant la construction de telle ligne; avec pouvoir d'acquérir l'actif ou le capital-actions de ladite Allard Lake (Quebec) Mines Limited; avec pouvoir de continuer les procédures ou autres actions prises par ladite Allard Lake (Quebec) Mines Limited; pour déclarer que ladite compagnie ne sera pas considérée comme un voiturier ordinaire de passagers; exempter la compagnie de certaines dispositions de la Loi des Chemins de Fer, et spécialement des dispositions des articles 179 à 181 inclusivement et 186; construire des embranchements; construire des chemins; construire et exploiter des lignes de téléphone, de télégraphe, et faire des opérations de radio; acquérir, posséder et exploiter des véhicules automobiles et aéroplanes; faire des arrangements avec d'autres compagnies de transport; émettre des débetures et obligations; déclarer que les dispositions de la Loi des Chemins de fer de Québec, sauf la dérogation faite plus haut, s'appliqueront à la compagnie relativement à la construction, opération et entretien de ladite ligne de chemin de fer ou ses embranchements ou extensions, mais ne s'appliqueront pas à la compagnie en ce qui concerne ses autres pouvoirs; et pour toutes autres fins.

Québec, le 20 décembre 1948.

Les Avocats des requérants,

23920-1-4-o

GAGNON & de BILLY.

Havre Saint-Pierre, County of Saguenay, with a capital stock of three million dollars with power to increase, with Head Office at the City of Montreal, with all the powers usually conferred upon such a railway company and specially to determine the number of directors; to approve all proceedings taken heretofore and hereafter by Allard Lake (Quebec) Mines Limited in connection with the said line of railway pursuant to the authorization and powers contained in an Order-in-Council authorizing the construction of same; with power to acquire the assets or outstanding stock of said Allard Lake (Quebec) Mines Limited; with power to continue all proceedings and other actions heretofore begun by said Allard Lake (Quebec) Mines Limited; to declare that the said company shall not be deemed to be a common carrier of passengers; to exempt the said company from certain provisions of the Quebec Railway Act, and more specially to the provisions of sections 179 to 181 inclusive and 186; to construct branch lines; to construct roads, to construct and operate telegraph and telephone lines, and radio operations; acquire, own and operate motor vehicles and airplanes; to enter into agreements with other transportation companies; to issue bonds; to declare that the provisions of the Quebec Railway Act, except as derogated from in the foregoing, shall apply to the company in respect of the construction, operation and maintenance of the said line of railway or branches therefrom or extensions thereof, but shall not apply to the Company as regards its other powers; and for other purposes.

Quebec, December 20th, 1948.

GAGNON & de BILLY,

23920-1-4-o

Attorneys for Petitioners.

Actions en séparation de biens

Province de Québec, District de Montréal, Cour Supérieure, N° 268573. Dame Ida Robins, ménagère, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de George Harry Simon, du même endroit, demanderesse, vs George Harry Simon, des cité et district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 28 décembre 1948.

Montréal, 28 décembre 1948.

Les Procureurs de la demanderesse,

23881 GREENBLATT, GODINSKY & SALMON,

Actions for separation as to property

Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 268573. Dame Ida Robins, housewife, of the City and District of Montreal, wife common as to property of George Harry Simon, of the same place, plaintiff, vs George Harry Simon, of the City and District of Montreal, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this matter on December 28th, 1948.

Montreal, December 28th, 1948.

GREENBLATT, GODINSKY & SALMON,

23881-o

Attorneys for plaintiff.

Canada, Province de Québec, Comté et District de Gaspé, Percé, Cour Supérieure, N° 2936. Dame Marguerite-Anne LeBlanc, ménagère, domiciliée à Petit-Pabos, district de Gaspé, épouse commune en biens de S. Emessie Bourget, commerçant, du même endroit, et avec qui elle demeure, demanderesse, vs ledit S. Emessie Bourget, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause, par la demanderesse contre le défendeur, le 22ième jour de décembre 1948.

Percé, P.Q. 22 décembre 1948.

Le Procureur de la demanderesse,

23894-o GEORGES E. BLANCHARD, C.R.

Canada, Province of Quebec, County and District of Gaspé, Percé, Superior Court No. 2936. Dame Marguerite Anne LeBlanc, housewife, domiciled at Petit-Pabos, district of Gaspé, wife common as to property of S. Emessie Bourget, trader, of the same place, and with whom she lives, plaintiff; vs the said S. Emessie Bourget, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case, by the plaintiff against the defendant, on the 22nd day of December, 1948.

Percé, P. Q., December 22, 1948.

GEORGES E. BLANCHARD, K.C.

23894

Attorney for plaintiff.

Actions en séparation de corps et de biens

Canada, Province de Québec, District de Chicoutimi, Cour Supérieure, N° 13,201. Dame Fortunée Gravel, épouse commune en biens d'Adélard Côté, ménagère, Ste-Anne de Chicoutimi, district de Chicoutimi, étant dûment autorisée par justice aux fins des présentes, demanderesse, vs Adélard Côté, Ste-Anne de Chicoutimi, district de Chicoutimi, défendeur.

Une action en séparation de corps et de biens a été intentée par la demanderesse contre le défendeur, un avis en est donné par ces présentes en conformité de l'article 1092 C.P.C.

Chicoutimi, le 23 décembre 1948.

Le Procureur du demandeur,

23913-o

JEAN PAUL GRAVEL.

Actions for Separation as to Bed and Board and Property

Canada, Province of Quebec, District of Chicoutimi, Superior Court, No. 13201. Fortunée Gravel, wife common as to property of Adélard Côté, residing Ste-Anne of Chicoutimi, district of Chicoutimi, duly authorized by justice, plaintiff; vs Adélard Côté, Ste-Anne of Chicoutimi, district of Chicoutimi, defendant.

An action in separation as to property and as to bed and board has been taken against the defendant and this notice is hereby given according to the dispositions of the section 1092 of the Civil code of Procedure.

Chicoutimi, December 23rd, 1948.

JEAN PAUL GRAVEL,

23913-o

Attorney for the Plaintiff.

Arrêtés en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1784

Québec, le 29 décembre 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "C"

CONCERNANT la prolongation du décret relatif aux employés municipaux de la ville de Jonquière.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

Que le décret numéro 98 du 16 janvier 1947 et amendements, relatif aux employés municipaux de la ville de Jonquière, soit prolongé de trois (3) mois à compter du 25 janvier 1949.

(Document "C" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

23908-o

Greffier du Conseil Exécutif.

ARRÊTÉ EN CONSEIL CONSEIL DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1784

Québec, le 29 décembre 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Section "B"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Témiscamingue, Pontiac et Labelle.

ATTENDU QUE conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation de deux modifications au décret numéro 968 du 3 juin 1938, et amendements, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau, Papineau, Témiscamingue, Pontiac et Labelle.

ATTENDU QUE lesdits avis ont été publiés dans la Gazette officielle de Québec, édition des 20 et 27 novembre 1948;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre les modifications proposées;

Orders in Conseil

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1784

Quebec, December 29, 1948.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "C"

CONCERNING an extension of the decree relating to the municipal employees of the Town of Jonquière.

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

That the decree number 98 of January 16, 1947, and amendments, relating to the municipal employees of the town of Jonquière, be extended for three (3) months from January 25, 1949.

(Document "C" annexed to the order)

A. MORISSET,

23908-o

Clerk of the Executive Council.

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1784

Quebec, December 29, 1948.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "B"

CONCERNING amendments of the decree relating to the construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Témiscamingue, Pontiac and Labelle.

WHEREAS, pursuant to the procedure determined in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, has given notice of his intention to recommend the approval of two amendments of the decree number 968 of June 3, 1938, and amendments, relating to the construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau, Papineau, Témiscamingue, Pontiac and Labelle;

WHEREAS the said notices have been published in the Quebec Official Gazette of November 20 and 27, 1948;

WHEREAS no objection has been made against the proposed amendments;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable ministre du Travail:

1. QUE "La Construction Moderne Enrg., entrepreneurs généraux, Mont-Laurier", soit traitée comme partie co-contractante à la convention collective de travail rendue obligatoire par ledit numéro 968 et que son nom soit ajouté aux parties de première part.

2. QUE le dernier paragraphe de l'article IX dudit décret numéro 968 soit remplacé par le suivant:

"Lors de la remise du salaire, l'employeur doit également remettre à chacun de ses salariés un document indiquant le nombre des heures de travail et le taux de salaire ainsi que les déductions de toutes sortes faites sur son salaire."

(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

23907-o Greffier du Conseil Exécutif.

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of Honourable the Minister of Labour,

1. THAT "La Construction Moderne Enrg." general contractors, Mont-Laurier" be treated as co-contracting party to the collective labour agreement rendered obligatory by the said decree number 968 and that its name be added to the parties of the first part.

2. THAT the last subsection of section IX of the said decree number 968 be replaced by the following:

"At the time of payment the wages, the employer shall give to every one of his employees a note on which the following shall be mentioned: the number of hours of work, the wage rate and the deductions of all kinds made on the pay."

(Document "B" annexed to the Order)

A. MORISSET,

23907-o Clerk of the Executive Council.

ARRÊTE EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1784

Québec, le 29 décembre 1948.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la province de Québec.

ATTENDU que conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de proposer l'approbation de certaines modifications au décret numéro 1884, du 12 novembre 1947, et amendements relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la province de Québec;

ATTENDU que lesdits avis ont été publiés dans la Gazette officielle de Québec, édition des 13 et 27 novembre 1948;

ATTENDU que les objections formulées ont été appréciées conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail;

Que ledit décret numéro 1884 soit modifié de la façon suivante:

1° L'Association Patronale du Commerce de Québec Inc., et "Page Sangster Printing Co. Ltd", sont radiés de la liste des parties contractantes de première part, étant donné que le territoire dans lequel elles exercent leurs activités est maintenant assujéti au décret numéro 1133 du 1er septembre 1948.

2° Pour la même raison, le Syndicat Catholique des Employés des Industries de la boîte et des sacs en papier de Québec Inc., est radié de la liste des parties contractantes de deuxième part, et La Fraternité des Employés de Premier Paper Box Ltd est également radiée comme partie de deuxième part, étant donné qu'elle a cessé d'exister.

3° L'Union des Travailleurs du Papier et du Carton Façonnés est acceptée comme partie contractante et son nom est ajouté aux parties de deuxième part.

Les articles I à XIX inclusivement seront radiés et remplacés par les suivants:

I. Jurisdiction: a) Jurisdiction territoriale. La juridiction territoriale du décret comprend toute

ORDER IN COUNCIL EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 1784

Quebec, December 29, 1948.

Present: The Lieutenant Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the paper box industry in the Province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the procedure determined under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of some amendments of the decree number 1884 of November 12, 1947, and amendments, relating to the paper box industry in the Province of Quebec;

WHEREAS the said notices have been published in the Quebec Official Gazette, issues of November 13 and 27, 1948;

WHEREAS the objections set forth have been considered in pursuance of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said decree, number 1884, be amended as follows:

1. "L'Association patronale du Commerce de Québec inc." and "Page Sangster Printing Co. Ltd." are stricken off the list of contracting parties of the first part because the territory in which they operate is now governed by the decree number 1133 of September 1, 1948.

2. For the same reason, "Le Syndicat catholique des Employés des Industries de la Boîte et des Sacs en Papier de Québec inc." is stricken off the list of contracting parties of the second part and "La Fraternité des Employés de Premier Paper Box Ltd" is also stricken off as party of the second part because it has ceased to exist.

3. "L'Union des Travailleurs du Papier et du Carton Façonnés" is accepted as contracting party and its name is added to the parties of the second part.

4. Section I to XIX inclusive are deleted and the following substituted therefor:

"I. Jurisdiction: a) Territorial Jurisdiction: The territorial jurisdiction of the decree com-

la Province de Québec à l'exception des districts judiciaires de Kamouraska, Montmagny, Beauce, Arthabaska, St-François, Nicolet, Québec, Trois-Rivières, Roberval, Chicoutimi et Saguenay.

Aux fins d'application, cette juridiction est divisée en deux zones de la façon suivante:

Zone I: L'île de Montréal et un rayon de 50 milles de ses limites, sous réserve des territoires compris dans la zone II.

Zone II: Le reste de la juridiction territoriale, y compris la municipalité de l'Épiphanie et le district judiciaire de Bedford.

b) Juridiction industrielle: La juridiction industrielle du décret comprend la fabrication des boîtes de carton, des boîtes faites d'imitation de bois, faites en partie ou finies avec papier, fibre, bois ou carton et de toutes autres boîtes à base de pulpe ou papier non gaufré. Toutefois, le présent décret ne régit pas la fabrication des boîtes de carton gaufré.

II. Définitions: Pour fins d'application du décret, les mots suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le mot "contremaître" ou "contremaîtresse" désigne toute personne qui généralement transmet les ordres de l'employeur, distribue l'ouvrage, surveille les travaux et, en certaines occasions, travaille elle-même le métier.

b) Le mot "apprenti" désigne tout salarié qui apprend l'une ou l'autre des opérations régies par le décret.

c) Les mots "rabatteuse et plieuse" désignent toute personne rabattant ou pliant du papier carton généralement tracé (creased). Ils ne s'appliquent point au papier carton qui a été entaillé (scored).

d) Les mots "préposé à l'emballage" et "attacheuse" désignent toute salariée qui fait l'attache ou l'emballage.

DISPOSITIONS RELATIVES À LA ZONE I Taux de salaires et conditions de travail

III. Salaires minima: Le salaire minimum des salariés affectés à la fabrication des boîtes, des chauffeurs de bouilloires, des mécaniciens de machines fixes, des gardiens, et des salariés préposés à l'expédition, à la livraison, à l'entretien ou à la réparation des immeubles et machines est le suivant pour les catégories respectives de salariés mentionnées ci-après:

a) Salariées	Taux horaires minima
Contremaîtresse.....	.57
Travailleuse à la main, 1ère classe.....	.53
Travailleuse à la main, 2e classe.....	.47
Mécanicienne de machine à couvrir.....	.47
Mécanicienne de machine à renforts.....	.47
Mécanicienne de machine à piquer.....	.47
Mécanicienne de machine Stoke & Smith.....	.47
Mécanicienne de machine à poser les dessus	.47
Attacheuse.....	.47
Mécanicienne sur toute machine non	
mentionnée plus haut.....	.45
Mécanicienne de gommeuse filée à la main	.45
Fileuse de machine automatique à coller	.45
Fileuse de machine "Brightwood".....	.45
Fileuse de machine à quatre coins.....	.45
Préposée à l'assemblage des divisions.....	.45
Éplucheuse.....	.45
Préposée à l'emballage.....	.45
Rabatteuse et plieuse.....	.45
b) Echelle de base — Salariées: L'échelle de base des salariées est la suivante:	
Premier trimestre.....	.36
Deuxième trimestre.....	.38

prises the entire Province of Quebec with the exception of the judicial districts of Kamouraska, Montmagny, Beauce, Arthabaska, St. François, Nicolet, Quebec, Three Rivers, Roberval, Chicoutimi and Saguenay.

For purposes of enforcement, this jurisdiction is divided into two zones as follows:

Zone I: The Island of Montreal and a radius of 50 miles from its limits except for the areas included in zone II.

Zone II: The remainder of the territorial jurisdiction, including the municipality of Epiphanie and the judicial district of Bedford.

b) Industrial Jurisdiction: The industrial jurisdiction of the present decree comprises the manufacturing of paper boxes, of wood imitation boxes, partly made or completed with paper, fibre, wood or cardboard and of all other pulp or paper boxes made of uncorrugated material. However, the present decree does not apply to the manufacturing of corrugated paper boxes.

II. Definitions: For the purposes of enforcement of the decree, the following words shall have the meaning hereafter given to them:

a) The words "foreman" or "forelady" mean any person usually transmitting orders from the employer, dividing the work, supervising operations and, in certain cases, performing trade work.

b) The word "apprentice" designates an apprentice learning any classified operations of the decree.

c) The word "folder" means any person folding paper board usually creased. It does not apply to paper board that has been scored.

d) The words "packer" and "tier" designate any employee committed to the tying or packing.

PROVISIONS APPLYING TO ZONE I Wage rates and working conditions

III. Minimum Wage Rates: The minimum wage rates of the employees working in the manufacturing of boxes, of boiler firemen, stationary enginemen, watchmen, those working in the shipping and delivery departments, building and machinery repair and maintenance men, shall be the following for the respective categories of employees hereinafter mentioned:

a) Female employees:	Minimum hourly rates
Forelady.....	.57
Hand worker, First class.....	.53
Hand worker, Second class.....	.47
Covering machine operator.....	.47
Staying machine operator.....	.47
Stitcher operator.....	.47
Stoke & Smith machine operator.....	.47
Top-piece machine operator.....	.47
Tier.....	.47
Operator on any other machines not clas-	
sified above.....	.45
Hand-fed machine table gummer.....	.45
Automatic gluing machine feeder.....	.45
B rightwood machine feeder.....	.45
Four-corner machine feeder.....	.45
Division assembler.....	.45
Stripper.....	.45
Packer.....	.45
Folder.....	.45
b) Basic wage scale — Female: The basic wage scale of female employees shall be as follows:	
First three (3) months.....	.36
Second three (3) months.....	.38

Troisième trimestre	.40
Deux ans et plus	.45

Le temps de service acquis par chacune des salariées au moment de l'entrée en vigueur du présent décret doit être pris en considération pour déterminer son salaire en regard de l'échelle de base ci-haut mentionnée.

c) Apprentissage — Salariées:

1er semestre: 20% de moins que le minimum.

2ème semestre: 10% de moins que le minimum

Le nombre des apprenties ne doit pas dépasser 20% du nombre total des salariées au travail pour les opérations classifiées ci-haut mentionnées. Nonobstant les dispositions de cet article, aucune apprentie ne recevra une rémunération inférieure au taux établi par l'échelle de base auquel elle a normalement droit. Le taux établi par l'échelle de base a préséance en tout temps.

<i>d) Salariés</i>	<i>Taux horaires minima</i>
Contremaître	1.01
Assistant-contremaître	.90
Mécanicien de machine automatique à collar	.85
Presseur de rebuts	.64
Mécanicien de machine "Brightwood"	.78
Préposé à la scie circulaire	.66
Mécanicien de guillotine—1ère classe	.78
Mécanicien de guillotine—2e classe	.68
Pressier—presse Colt	.75
Pressier—presse cylindre à découper	.80
Mécanicien de monteuse simple et double	.71
Mécanicien de machine à renforts à 4 coins	.78
Mécanicien de machine emporte-pièce	.65
Mécanicien de marqueuse-mitrailleuse	.82
Bobineur	.66
Faiseur de matrice	.92
Assistant-faiseur de matrice	.66
Fileur, machine "Brightwood"	.65
Fileur, presse "Colt"	.65
Fileur, presse cylindre à découper	.65
Fileur, machine à renforts à 4 coins	.65
Machiniste (contremaître)	1.00
Machiniste	.82
Préposé à l'entretien et à la réparation	.70
Expéditeur	.77
Eplucheur	.64
Chauffeur de camion	.69
Chauffeur de bouilloires	.63
	<i>par sem.</i>
Chef-mécanicien—2ième classe	42.95
Chef-mécanicien—3ième classe	36.95
Mécanicien de machines fixes	.78

e) Echelle de base — Salariés

Premier trimestre	.45
Deuxième trimestre	.50
Troisième trimestre	.55
Quatrième trimestre	.60

Le temps de service acquis par chacun des salariés au moment de l'entrée en vigueur du présent décret doit être pris en considération pour déterminer son salaire en regard de l'échelle de base ci-haut mentionnée.

f) Apprentissage — Salariés:

1er semestre: 20% de moins que le minimum

2e semestre: 10% de moins que le minimum

Le nombre des apprentis ne doit pas dépasser 20% du nombre total des salariés au travail pour les opérations classifiées ci-haut mentionnées excepté pour les chauffeurs de bouilloires et les mécaniciens de machines fixes.

Third three (3) months	.40
Two years or more	.45

The period of service of an employee at the time of the coming into force of the present decree shall be taken into consideration to determine her wage rate in accordance with the above wage scale.

c) Apprenticeship — Female employees:

1st six (6) months: 20% less than minimum rate.

2nd six (6) months: 10% less than minimum rate.

The number of female apprentices shall not exceed 20% of the total number of female employees engaged on the above classified operations.

Notwithstanding the provisions of the present section, no female apprentice shall receive a remuneration less than the basic wage rate to which she is normally entitled. The basic wage rates shall prevail at all times.

<i>d) Male employees:</i>	<i>Minimum hourly rates</i>
Foreman	\$1.01
Assistant Foreman	.90
Automatic glueing machine operator	.85
Bale press operator	.64
Brightwood machine operator	.78
Circular saw operator	.66
Cutter on knife, First class	.78
Cutter on knife, Second class	.68
Colt press operator	.75
Cylinder box press operator	.80
End-piece operator, single or double	.71
Four corner stayer operator	.78
Punch operator	.65
Scorer	.82
Slitter operator	.66
Die maker	.92
Assistant die maker	.66
Feeder, Brightwood machine	.65
Feeder, Colt press	.65
Feeder, Cylinder box press	.65
Feeder, Four-corner machine	.65
Machinist (foreman)	1.00
Machinist	.82
Maintenance and repair man	.70
Shipper	.77
Stripper	.64
Truck driver	.69
Boiler fireman	.63
	<i>weekly</i>
Chief engineman, Second class	42.95
Chief engineman, Third class	36.95
Stationary engineman	.78

e) Basic wage scale — Male employees:

1st three (3) months	.45
2nd three (3) months	.50
3rd three (3) months	.55
4th three (3) months	.60

The period of service of employees at the date of the coming into force of the present decree shall be taken in consideration to determine their wages in relation to the above basic scale.

f) Apprenticeship — Male employees:

1st six (6) months: 20% less than minimum rate.

2nd six (6) months: 10% less than minimum rate.

The number of male apprentices shall not exceed 20% of the total number of male employees engaged on the above classified operations except stokers and stationary enginemen.

Nonobstant les dispositions de cet article, aucun apprenti ne doit recevoir une rémunération inférieure au taux établi par l'échelle de base auquel il a normalement droit. Le taux établi par l'échelle de base a préséance en tout temps.

g) *Opérations différentes*: Un salarié occupé au cours de la semaine, mais de façon régulière, à divers travaux pour lesquels des taux horaires différents sont spécifiés dans le décret, est considéré comme appartenant à la catégorie des salariés les mieux rémunérés et doit être payé au tarif de cette catégorie. Cependant, lorsque par exception un salarié, au cours d'une semaine, est appelé à faire un travail autre que son emploi régulier, et classifié dans une catégorie différente à un taux supérieur à la sienne, il doit être payé à ce taux supérieur pour le temps seulement qu'il a fait dans cette occupation occasionnelle.

IV. *Heures de travail*: a) La durée régulière de travail est de 45 heures par semaine, soit du lundi au vendredi inclusivement. Tout travail exécuté en sus des (9) neuf heures régulières de chaque jour doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

b) Les limites d'heures spécifiées au paragraphe "a" du présent article ne s'appliquent pas aux expéditeurs, aux préposés à l'entretien et à la réparation, aux chauffeurs de bouilloires (stokers) ou mécaniciens de machines fixes, aux gardiens, aux chauffeurs de camions, ainsi qu'aux aides de ces derniers.

1. Nonobstant les autres dispositions du présent décret, la durée hebdomadaire du travail des préposés à l'entretien et à la réparation, des chauffeurs de bouilloires (stokers), des mécaniciens de machines fixes ainsi que des gardiens, est de cinquante-six (56) heures. Tout travail exécuté en sus des heures régulières de la semaine normale de travail doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

2. Nonobstant les dispositions des alinéas précédents, la semaine régulière de travail des expéditeurs, des chauffeurs de camions ainsi que de leurs aides est de cinquante (50) heures. Tout travail exécuté en sus des heures régulières de la semaine normale de travail doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

c) Les heures de travail des équipes de nuit sont réparties entre les heures de la fin et du commencement de travail de l'équipe de jour, les lundis, mardis, mercredis, jeudis et vendredis.

d) Les salariés d'une équipe de nuit doivent être rémunérés sur la base de vingt pour cent (20%) de plus que les taux de l'équipe de jour, et toute rémunération pour travail supplémentaire doit comprendre ce vingt pour cent (20%).

e) Nonobstant les stipulations ci-haut, dans toute semaine contenant une des fêtes statutaires mentionnées à l'article V de ce décret, tout travail exécuté en sus des heures régulières de la journée normale de travail, doit être rémunéré au taux régulier et non aux taux du surtemps, pourvu que pas plus de quarante-cinq (45) heures de travail ne soient effectuées durant cette même semaine. Cette clause ne s'applique pas dans le cas d'une fête chômée tombant un samedi ou un dimanche.

V. *Jours de fêtes chômées*: Tout travail exécuté durant les jours de fêtes ci-après mentionnés doit être rémunéré au taux de salaire double.

a) *Dans les ateliers français*: Le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la St-Jean-Baptiste, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et la Noël.

b) *Dans les ateliers anglais*: Le Premier de l'An, le Vendredi-Saint, le 24 mai, la Confédé-

Notwithstanding the provisions of the present section, no male apprentice shall receive a remuneration less than the basic wage rate to which he is normally entitled. The basic wage rate shall prevail at all times.

g) *Various operations*: An employee who regularly performs, during the week, various operations for which different hourly rates are specified in the decree shall be considered as belonging to that category of employees receiving the highest rate of pay, and paid accordingly.

However, should an employee be called occasionally, during one week, to perform an operation other than his regular work and classified in a different category for which a higher rate than his is established, he shall receive such higher rate only for the time worked in the said occasional occupation.

IV. *Hours of work*: a) The regular work week shall be forty-five hours, from Monday to Friday inclusively.

All work performed after the regular nine (9) working hours of each day shall be paid time and one half.

b) The hourly limits specified in subsection "a" of the present section does not apply to shippers, maintenance and repair men, stokers and stationary enginemen, watchmen, truck drivers and helpers of the latter.

1) Notwithstanding the other provisions of the present decree, the working week of maintenance and repair men, stokers, stationary enginemen and watchmen is fifty-six (56) hours. All work performed after the regular weekly hours shall be paid at the rate of time and one half.

2) Notwithstanding the provisions of the above paragraphs, the working week of shippers, truck drivers and their helpers shall be one of fifty (50) hours. All work performed after the regular weekly hours shall be paid at the rate of time and one half.

c) Working hours of the night shift shall be distributed between the finishing and starting time of the day shift, on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.

d) The night shift shall be paid on the basis of twenty (20) per cent in excess of the regular rate of pay of the day shift, and any remuneration for overtime work shall include this twenty (20) per cent.

e) Notwithstanding the above provisions, any week including a statutory holiday mentioned in section V of this Decree, all work performed after the regular daily hours shall be paid at the regular rate and not at the rate of time and one half, provided that not more than forty-five (45) hours be worked during the said week. This clause shall not apply to legal holidays falling on a Saturday or a Sunday.

V. *Observed holidays*: All work performed during the hereafter mentioned holidays must be paid double time.

a) *In the French shops*: New Year's Day, Epiphany, Ascension Day, St. John the Baptist Day, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day.

b) *In the English shops*: New Year's Day, Good Friday, the 24th of May, Confederation Day,

ration, la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâce et la Noël.

c) Le Premier de l'An doit être payé en plus d'être chôme. Chaque salarié sera rémunéré pour ce jour au taux des heures régulières de travail.

Cependant, tout employeur accordant cinq (5) fêtes légales payées ou plus par année à ses salariés, n'est pas sujet aux dispositions de l'alinéa précédent.

d) Les employeurs doivent choisir un des deux groupes de jours fériés ci-haut mentionnés pour être chômes dans leurs ateliers et faire connaître leur choix par écrit, au Comité Paritaire dans les soixante (60) jours qui suivent la date de l'entrée en vigueur du décret ainsi que chaque année à cette même date.

e) L'obligation de payer salaire double pour tout travail exécuté durant les jours de fêtes ci-haut mentionnés ne s'applique pas aux gardiens, chauffeurs de bouilloires (stokers) et mécaniciens de machines fixes, ainsi qu'aux employés préposés à la réparation des machines et des immeubles.

VI. Salaires des métiers de l'imprimerie: Les conditions de salaires, de travail et d'apprentissage des salariés des métiers de l'imprimerie travaillant dans les établissements régis par le décret sont les mêmes que celles déterminées dans le décret numéro 3088, du 7 août 1946, et amendements, relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal, ou dans tout autre décret qui pourrait le remplacer à l'exception toutefois de la durée des heures de travail qui doit être de quarante-cinq heures (45) par semaine.

VII. *Clauses générales:* a) *Vacances payées:* Tout salarié, qui, au 1er mai de chaque année a été six mois ou plus au service du même employeur a droit, dans la période annuelle s'étendant du 1er mai au 1er octobre, à des vacances payées continues d'une durée égale à autant de demi-journées qu'il a de mois de service avec le dit employeur, et ce, jusqu'à concurrence d'une semaine complète. Il doit recevoir pour sa période de vacances un montant d'argent égal à celui qu'il aurait reçu s'il avait travaillé.

Un salarié qui a droit à des vacances selon les conditions sus-mentionnées, mais qui cesse de travailler pour le dit employeur avant de prendre ses vacances doit recevoir pour ses vacances, le salaire auquel il a droit mais qu'il n'a pas reçu.

b) Les salaires plus élevés actuellement payés aux salariés ne doivent pas être réduits au cours de l'existence du présent décret.

c) Aucun employeur ne peut congédier un salarié afin de pouvoir le ré-engager ou en embaucher un autre, pour la même tâche, à un salaire inférieur.

d) On doit faciliter aux salariés l'accomplissement de leurs devoirs religieux.

e) *Paiement du salaire:* Le salaire doit être payé au salarié soit par chèque ou en deniers ayant cours légal dans cette province, au choix de l'employeur. Les nom et prénom, la date de la semaine ou de la période de travail, le nombre d'heures rémunérées, le taux du salaire horaire, les déductions ainsi que le montant brut et net devant être clairement indiqués dans chaque cas.

f) Les parties aux présentes n'abandonnent aucun droit qu'elle peuvent avoir sous la Loi des Relations Ouvrières de la Province de Québec.

g) Les employeurs qui fabriquent des boîtes exclusivement pour leur propre consommation tombent sous la juridiction du présent décret conformément aux paragraphes (a) et (b) de l'article I mais ne sont pas tenus d'en obser-

Labour Day, Thanksgiving Day, and Christmas Day.

c) New Year's Day shall be paid in addition to being observed. Every employee shall be remunerated for a full day at his basic hourly rate.

However, an employer who grants five (5) or more legal holidays with pay per year to his employees is not subject to the foregoing paragraph.

d) All employers must adopt either group of the holidays for observance in their establishments and must notify the Joint Committee, in writing, within sixty (60) days after the date of the coming into force of the decree and every year thereafter, at the same date.

e) The obligation to pay double time for all work performed during the above mentioned holidays shall neither apply to watchmen, firemen (stokers) and stationary engineers nor to repair men for machines and buildings.

VI. *Employees of the Printing Trades:* Wages, work and apprenticeship conditions of the employees of the printing trades working in establishments governed by the present decree are those determined in the decree number 3088 of August 7, 1946 and its amendments, relating to the printing trades in the district of Montreal, or in any other decree replacing it with the exception however of the duration of work which shall consist of forty-five (45) hours per week.

VII. *General provisions:* a) *Vacation with pay:* An employee who, on the first of May of each year, has been six (6) months or more at the service of the same employer shall be entitled, between the first of May and the first of October, to a continued paid vacation equal in duration to one half-day for each month of service for the employer up to one complete working week. He shall receive for his vacation the same amount he would have received had he worked.

An employee who is entitled to the above vacation but who ceases to work for the employer before taking the vacation shall receive the wages of the vacation to which he is entitled but which he did not receive.

b) The higher wages actually paid to the employees shall not be reduced during the life of the present decree.

c) No employer shall dismiss an employee with intent to re-engage him or engage another one, for the same work, at a lower rate.

d) Employer should facilitate the accomplishment of the employees' religious obligations.

e) *Payment of the wages:* The wages shall be paid to the employee either by cheque or with money which is current in this Province, at the option of the employer. The name and surname, the date of the week or period of labour, the number of hours paid for, the hourly rate of pay, the deductions, also the gross and net amount shall be clearly indicated.

f) The parties herein do not renounce any right they may have under the Labour Relations Act of the Province of Quebec.

g) Employers making boxes solely for their own use shall fall under the jurisdiction of the present decree according to subsections a) and b) of section I but they shall be exempt from strict adherence to it if, on the whole, in the opi-

ver rigoureusement les dispositions si, dans l'opinion du Comité Paritaire chargé d'appliquer le dit décret, l'ensemble des conditions (salaires heures de travail, vacances, etc.) qu'ils accordent à leurs salariés sont égales ou supérieures à celles prévues au présent décret.

DISPOSITIONS RELATIVES À LA ZONE II

VIII. Taux de salaires et conditions de travail: Les conditions de salaires, de travail et d'apprentissage, des salariés de la zone II travaillant dans les établissements régis par le décret, sont les mêmes que celles déterminées dans le décret numéro 1133 du 1er septembre 1948 et amendements, relatif à l'industrie de la boîte de carton dans la région de Québec, ou dans tout autre décret qui pourrait le remplacer.

IX. Durée du décret: Le présent décret est valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 1er octobre 1949. Il se renouvelle automatiquement d'année en année par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant l'expiration du terme original ou avant l'expiration de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

(Document "A" annexé à l'arrêté)
A. MORISSET,
23906-o Greffier du Conseil Exécutif.

nion of the Joint Committee in charge of the application and administration of the decree, the conditions (wages, hours of work, vacation, etc.) in effect with their employees, are equivalent to, or better than those provided in this decree.

PROVISIONS APPLYING TO ZONE II

VIII. Wage rates and working conditions: The wages, labour and apprenticeship conditions of employees of zone II working in establishments governed by the decree shall be those determined in decree number 1133 of September 1, 1948, and amendments, relating to the paper box industry in the Quebec district or in any other decree which may replace it.

IX. Duration of the decree: The present decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force until the 1st of October 1949. It then renews itself automatically from year to year, unless one of the contracting parties notify the other, in writing, to the contrary not more than sixty days (60), nor less than thirty (30), prior to the expiry of the original term or prior to the expiry of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

(Document "A" annexed to the Order)
A. MORISSET,
23906-o Clerk of the Executive Council.

Avis divers

GENERAL FORWARDERS LIMITED

Règlement spécial "A"

SOMMAIRE

Le règlement spécial "A" stipule que la compagnie cessera d'exercer son commerce à compter du 31 juillet 1948, qu'elle distribuera son actif entre ses actionnaires et quelle demandera l'abandon de sa charte.

Montréal, 29 décembre 1948.

Le Secrétaire,
STANLEY STANGER

Je, Stanley Stanger, secrétaire de la compagnie "General Forwarders Limited", certifie, par les présentes, que le précédent est un sommaire conforme du règlement spécial "A" de la compagnie décrété par les directeurs à leur assemblée tenue le 30 juillet 1948, et dûment ratifié et confirmé par les actionnaires à une assemblée tenue le 26 novembre 1948, à laquelle tous les actionnaires de la compagnie étaient présents en personne.

Daté à Montréal, le 29 décembre 1948.

(Sceau)

23882

Le Secrétaire,
STANLEY STANGER.

AVIS PUBLIC DE L'ÉRECTION EN VILLE DE LA MUNICIPALITÉ DU VILLAGE DE CHARLESBOURG

Avis est donné qu'à sa dernière séance régulière, tenue le 20 décembre 1948, le conseil de la Municipalité du Village de Charlesbourg a décidé par résolution de demander au Lieutenant-

Miscellaneous Notices

GENERAL FORWARDERS LIMITED

Special By-law "A"

SUMMARY

Special By-law "A" provides that the Company shall cease to carry on business as from July 31, 1948, that it shall distribute its assets amongst its Shareholders, and shall apply for the surrender of its Charter.

Montreal, December 29, 1948.

STANLEY STANGER,
Secretary.

I, Stanley Stanger, Secretary of "General Forwarders Limited", hereby certify the foregoing to be a true summary of Special By-law "A" of the Company, enacted by the Directors at their meeting held on the 30th day of July, 1948, and duly ratified and confirmed by the Shareholders at a meeting held on the 26th day of November, 1948, at which all the Shareholders of the Company were present in person.

Dated at Montreal this 29th day of December, 1948.

(Seal)

23882-o

STANLEY STANGER,
Secretary.

PUBLIC NOTICE FOR THE ERECTION IN TOWNE THE MUNICIPALITY OF CHARLESBOURG VILLAGE

Notice is hereby given that at his last regular meeting held on the 20 december 1948, the council of the municipality of Charlesbourg Village as decided by a resolution to ask to the

Gouverneur en Conseil l'émission de lettres patentes érigeant le territoire de la Municipalité du Village de Charlesbourg en municipalité de ville, sous le nom Charlesbourg et sous l'empire de la loi des cités et villes (S. R. Québec de 1941, Ch. 233).

Le territoire de la nouvelle municipalité sera le même que celui de l'ancienne municipalité du village de Charlesbourg.

Le chiffre actuel de la population est de 4773, tel qu'établi par le dernier recensement spécial en date du 20 décembre 1948.

Donné à Charlesbourg, ce vingt huitième jour de décembre mil neuf cent quarante huit.

Le Secrétaire-Trésorier,
RENÉ BÉDARD.

23839-53-4-o

Lieutenant-Governor in Council to issue letters patent for the erection of the territory of Charlesbourg Village under the authority of cities and towns act, (S. R. Quebec 1941, Ch. 23 3).

The territory of the new municipality will remain the same of the former municipality of Charlesbourg Village.

The actual number of the population is 4,773 such as established by the last special census held on the 20 december 1948.

Given at Charlesbourg this twenty eighth day of december, one thousand nine hundred and forty eight.

RENÉ BÉDARD,
Secretary-Treasurer.

23839-53-4-o

LOI ÉLECTORALE DE QUÉBEC — QUEBEC ELECTION ACT PRÉSIDENT D'ÉLECTION — RETURNING OFFICER

District électoral Electoral district	Nom, prénom Name, Christian name	Profession ou occupation Profession or Calling	Adresse du bureau officiel Official Office Address
Lévis	Roy, René	Notaire — Notary	10, rue Wolfe (St.) Lévis

En vertu de l'Article 20 — According to Section 20

Le Président général des élections,
FRANÇOIS DROUIN, C. R.

FRANÇOIS DROUIN, K. C.,
Chief Returning-Officer.

23883-o

DUFRESNE INVESTMENTS INC.

DUFRESNE INVESTMENTS INC.

Extrait du procès-verbal des délibérations d'une assemblée des directeurs de la compagnie "Dufresne Investments Inc.", tenue au bureau de la compagnie au numéro 1832 du Boulevard Pie IX, Montréal, ce 30^e décembre 1948, à deux heures de l'après-midi.

Le président explique qu'il est dans l'intérêt de la compagnie de discontinuer les opérations de la compagnie et de distribuer aux actionnaires tout l'actif de cette dernière. Le secrétaire lit alors à l'assemblée un projet de règlement conçu dans les termes ci-après:

Règlement N° IV pour la distribution de l'actif de la Cie de Placements Dufresne Inc.:

Attendu que d'après l'article 90 il est statué:

"90. Les directeurs d'une compagnie qui, pour quelque raison autre que sa liquidation, a discontinué ses opérations peuvent, s'il a été pourvu au paiement ou à la garantie de toutes ses dettes ou obligations, adopter un règlement pour la distribution, aux actionnaires, de tout ou partie de l'actif de la compagnie. Cette distribution ne pourra avoir lieu que quinze jours après la publication d'un sommaire du règlement dans la *Gazette officielle de Québec*, (S.R.Q. 1941, c. 276)".

Attendu que la Cie de Placements Dufresne Inc., a discontinué ses opérations, sauf pour les fins de sa liquidation et qu'elle n'a aucune dette ni obligation;

Attendu qu'il est dans l'intérêt de la compagnie de distribuer l'actif de cette dernière entre ses actionnaires au prorata de leurs actions;

Il est en conséquence décrété et statué par règlement de cette compagnie que tout l'actif de ladite compagnie soit distribué aux actionnaires d'icelle au prorata du nombre d'actions détenues par chacun d'eux et que le secrétaire fasse publier dans la *Gazette officielle de Québec* sans retard un sommaire du présent règlement.

Excerpt from the minutes of a meeting of the directors of the company "Dufresne Investments Inc.", held in the office of the company at No. 1832 Boulevard Pie IX, Montreal, on this 30th day of December, 1948, at two o'clock in the afternoon.

The president explains that it is in the interest of the company to discontinue the operations of the company and to distribute all of its assets among the shareholders. The secretary then read to the assembly a draught of a by-law worded as follows:

By-law No. IV for the distribution of the assets of the company Dufresne Investments Inc.:

Whereas in conformity with section 90 it is enacted:

"90. When a company has ceased to carry on business, except for the purpose of winding-up its affairs, and has no debts or obligations that have not been provided for or protected, the directors may pass by-laws for distributing the assets of the corporation, or any part of them, among the shareholders. No such distribution shall be made until fifteen days after the publication of a summary of the by-law in the *Quebec Official Gazette*, (R.S.Q., 1941, chap. 276)".

Whereas the company Dufresne Investments Inc., has discontinued its operations, save for the purpose of its winding-up and that it has no debt or obligations;

Whereas it is in the interest of the company to distribute the assets of the latter among its shareholders rateably to the shares held by them;

Therefore it is enacted and ordered by by-law of the said company that all the assets of the said company be distributed among the shareholders thereof rateably to the number of shares held by each of them and that the secretary shall have the summary of the present by-law published, without delay, in the *Quebec Official Gazette*.

Il fut alors proposé et dûment secondé que le présent règlement soit dûment adopté suivant sa forme et teneur.

Adopté à l'unanimité.

Le Secrétaire,
G. DUFRESNE.

Certifié vraie copie du procès-verbal
de l'assemblée ci-haut mentionnée.
23886-o G. DUFRESNE.

It was then moved and duly seconded that the present by-law be duly adopted according to its form and tenor.

Unanimously adopted.

G. DUFRESNE,
Secretary.

Certified true copy of the minutes
of the meeting above mentioned.
23886 G. DUFRESNE.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Union des Travailleurs du Carton et du Papier Façonnés de Montréal", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 14 décembre 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23895-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Union des Travailleurs du Carton et du Papier Façonnés de Montréal", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on December 14, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
23895 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association des Anato-mo-Pathologistes de la Province de Québec", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 24 décembre 1948.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
23914-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association des Anato-mo-Pathologistes de la province de Québec" for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on December 24, 1948.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
23914 Under Secretary of the Province.

Bills, Assemblée législative

AVIS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE.

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session.

Aux termes du règlement, les bills privés devront être déposés avant le 29 décembre 1948 et présentés avant le 9 février 1949, les pétitions introductives de bills privés devront être présentées avant le 29 janvier 1949 et reçues avant le 3 février 1949, et les rapports de comités élus chargés de l'examen des bills privés devront être reçus avant le 23 février 1949.

Québec, le 27 octobre 1948.
23403-45-11-o Le Greffier,
ANTOINE LEMIEUX.

Bills, Legislative Assembly

NOTICE OF THE LEGISLATIVE ASSEMBLY

Relating to private bills to be introduced during the coming session.

Under the rules and standing orders, private bills must be deposited before the 29th December, 1948, and introduced before the 9th February, 1949; petitions for the introduction of private bills must be presented before the 29th January, 1949, and received before the 3rd February, 1949, and the reports from select committees charged with the examining of private bills must be received before the 23rd February, 1949.

Quebec, October 27th, 1948.
23403-45-11-o ANTOINE LEMIEUX,
Clerk.

Charte — Abandon de

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Lola Fashions Inc.", ayant son siège social en les cité et district de Montréal, s'adressera au Lieutenant-gouverneur de la province de Qué-

Charter — Surrender of

Notice is hereby given that "Lola Fashions Inc.", having its head office in the city and district of Montreal, will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for the sur-

bec pour obtenir l'abandon de ses lettres patentes à compter d'une date qu'il lui plaira de fixer.

Daté à Montréal, le 23 décembre 1948.

Les Procureurs de la requérante,
23887 STEIN & STEIN.

render of its Letters Patent, from and after the date that he will be pleased to determine.

Dated at Montreal, this 23rd day of December, 1948.

23887-o STEIN & STEIN,
Attorneys for the Petitioner.

AVIS LÉGAL

Avis est donné que "Van Horne Realities Incorporated" demandera la permission d'abandonner sa charte en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 21 décembre 1948.

23888-o Le Président,
JOSEPH HILF.

LEGAL NOTICE

Notice is hereby given that "Van Horne Realities Incorporated" will apply for leave to surrender its charter under Part I of the Quebec Companies' Act.

Montreal, December 21, 1948.

23888-o JOSEPH HILF,
President.

AVIS

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Les Immeubles Vauquelin Inc.", s'adressera incessamment au Procureur Général de la Province de Québec, pour être autorisée à abandonner sa charte, à compter d'une date à être déterminée.

Québec, ce 31 décembre, 1948.

23921-o Par ordre du Conseil d'Administration,
Le Secrétaire,
(Signé) A.-ÉMILE BEAUVAIS.

Notice is hereby given that the company "Les Immeubles Vauquelin Inc.", will apply immediately to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter, at a date to be fixed.

Quebec, December 31, 1948.

23921-o By order of the Board of Directors,
(Signed) A.-ÉMILE BEAUVAIS,
Secretary.

Commission Municipale de Québec

Avis public est par les présentes donné, tel que prescrit par l'article 39 de la Loi de la Commission municipale de Québec (Statuts refondus de Québec, 1941, chapitre 207), que la Commission municipale de Québec présentera, conformément aux dispositions de l'article 38 de ladite loi, à un juge de la Cour supérieure siégeant dans et pour le district de Roberval, à Roberval, mardi, le dix-huitième jour de janvier 1949, à 10.00 heures a.m., une requête aux fins de faire déclarer en défaut au sens de la section V de la même loi, les commissaires d'écoles pour la municipalité de la ville de Roberval, dans le comté de Roberval.

23905-o La Commission municipale de Québec,
Québec, ce 31 décembre 1948.
Le Secrétaire,
CHARLES-A. COUILLARD.

Quebec Municipal Commission

Public notice is hereby given, as prescribed by Section 39 of the Quebec Municipal Commission Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, Chapter 207), that the Quebec Municipal Commission will petition, in conformity with Section 38 of said Act, a Judge of the Superior Court sitting in and for the district of Roberval, at Roberval, on Tuesday, the eighteenth day of January 1949, at 10.00 o'clock a.m., to have the School Commissioners for the Municipality of the Town of Roberval, in the County of Roberval, declared to be in default within the meaning of Division V of the said Act.

23905-o The Quebec Municipal Commission,
Quebec, December 31, 1948.
CHARLES A. COUILLARD,
Secretary.

Département de l'Agriculture Industrie Laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 49-Sp-1

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec.

Séance du mercredi, 22 décembre 1948, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Joseph Hébert, Omer-E. Milot, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire.

Department of Agriculture Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 49-Sp-1

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, December 22nd, 1948, held in the office of the Dairy Industry Commission, in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr Émile Nadeau, President, Joseph Hébert, Omer-E. Milot, commissioners, Alphonse Savoie, secretary.

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT!

1° La présente ordonnance s'applique à toute personne qui, directement ou indirectement, vend ou livre du lait dans les limites de la région de Drummondville.

2° La région de Drummondville comprend la ville de Drummondville et les municipalités de Grantham, Saint-Joseph-de-Grantham, Grantham Ouest et; St-Simon-de-Drummond.

3° Nul ne peut livrer du lait, de la crème et autres produits laitiers, au gros et au détail, avant sept heures et l'avant-midi et après 7 heures de l'après-midi.

La présente ordonnance entrera en vigueur le 16 janvier 1949.

Le Secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette Officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JOSEPH HÉBERT,
OMER-E. MILOT,
Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

23915-o

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1. The present order is applied to any person who, directly or indirectly, sells or delivers milk within the limits of the region of Drummondville.

2. The region of Drummondville includes the town of Drummondville and the municipalities of Grantham, Saint-Joseph-de-Grantham, Grantham West and St-Simon-de-Drummond.

3. No person shall deliver milk, cream or other dairy products to wholesale or retail customers prior to seven o'clock in the forenoon, and after seven o'clock in the afternoon.

The present Order shall come into force on January 16, 1949.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

Signed: Messrs. Dr. ÉMILE NADEAU, president,
JOSEPH HÉBERT,
OMER-E. MILOT.
Certified: ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy Industry,
Commission.

23915-o

Département du Travail

AVIS DE PRÉLÈVEMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes que le Comité paritaire de l'industrie de la chapellerie pour hommes et garçons, établi en exécution du décret numéro 1089, du 7 mars 1940, a été autorisé par règlement approuvé par l'arrêté en conseil numéro 1783, du 29 décembre 1948, section "B", le tout, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 amendements), à prélever des cotisations des employeurs professionnels et des salariés assujettis audit décret, suivant la méthode et le taux ci-après mentionnés:

1. Cotisation

La période de cotisation s'étend de la date de publication du présent règlement dans la *Gazette officielle de Québec*, au 31 décembre 1949; cette cotisation s'exerce comme ci-dessous mentionné:

a) Les employeurs professionnels régis par le dit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% des salaires fixes et des pourcentages payés à leurs employés.

b) Les salariés régis par ledit décret doivent verser au Comité paritaire une somme équivalente à $\frac{1}{2}$ de 1% de leurs salaires fixes.

2: Mode de perception

En vue de faciliter la perception de ces cotisations, le Comité paritaire met à la disposition des employeurs professionnels des formules de rapport indiquant les heures de travail, le montant perçu pendant la semaine et les sommes versées au Comité paritaire.

Les employeurs professionnels doivent voir à ce que les rapports soient remplis et retournés au Comité paritaire tous les mois.

Les employeurs professionnels doivent percevoir, à la fin de chaque semaine, à même les

Department of Labour

NOTICE OF LEVY

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that the Joint Committee of the Men's and Boy's Hat and Cap Industry, formed under decree number 1089, of March 7, 1940, has been authorized by a by-law approved by Order in Council number 1783, of December 29, 1948, part "B", pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), to levy assessments upon the professional employers and the employees governed by the said decree, according to the method and rate hereinafter mentioned:

1. Assessments

The period of assessments extends from the date of publication of the present by-law in the *Quebec Official Gazette* to the 31st day of December 1949; the said assessment is to be exercised as hereinbelow mentioned:

a) The professional employers within the scope of the said decree shall remit to the Parity Committee a sum equivalent to one half of one percent ($\frac{1}{2}$ of 1%) of the fixed salary and percentage paid to their employees.

b) The employees within the scope of the said decree shall remit to the Parity Committee a sum equivalent to one half of one percent ($\frac{1}{2}$ of 1%) of their fixed salaries.

2. Mode of collection

In order to facilitate the collection of these assessments, the Parity Committee will place at the disposal of the professional employers return forms indicating the hours of work, the amount of money collected during the week, and the sums forwarded to the Parity Committee.

The professional employers are obliged to see that these forms are completed and forwarded to the Parity Committee every month.

The professional employers are obliged to collect at the end of each week from the salaries

salaires de leurs salariés, les sommes qui reviennent au Comité paritaire.

Le rapport de l'employeur professionnel doit être signé avant d'être adressé au Comité paritaire. Ledit Comité paritaire a le droit d'exiger l'assermement dudit rapport lorsqu'il le juge à propos.

Le rapport accompagné des cotisations, doit être adressé au Comité paritaire le ou avant le mercredi suivant la date d'expiration dudit rapport.

3. Rapport financier

D'accord avec les dispositions de la Loi de la Convention collective, le Comité paritaire doit transmettre un rapport trimestriel de ses opérations financières au Ministre du Travail, aux dates fixes suivantes: 31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre.

Ci-annexé, un état des recettes et des déboursés prévus du Comité paritaire de l'Industrie de la Chapellerie pour Hommes et Garçons, pour la période comprise entre le 1er janvier 1949 et le 31 décembre 1949.

COMITÉ PARITAIRE DE L'INDUSTRIE DE LA CHAPELLERIE POUR HOMMES ET GARÇONS

Etat des recettes et déboursés pour la période comprise entre le 1er janvier 1949 et le 31 décembre 1949.

Recettes:

Cotisation des employeurs professionnels	\$ 900.00
Cotisations des salariés	900.00
	\$1,800.00

Déboursés:

Salaires au bureau	312.00
Dépenses des inspecteurs	676.00
Dépenses de l'administrateur	420.00
Dépenses de bureau, frais légaux	
frais de banque, frais de déplacement	392.00
	\$1,800.00

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, ce 8 janvier 1949. 32909-0

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'une requête lui a été présentée par les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par la section "A" du décret numéro 972 du 30 juin 1948 et amendements, relatif à l'Industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal, à l'effet d'apporter les modifications suivantes audit décret.

La section "A" (article XXII) dudit décret sera radiée et remplacée par les suivantes:

"SECTION "A"

XXII. Règlements spéciaux relatifs aux métiers de plombier, poseur d'appareils de chauffage,

of their employees the sums to be remitted to the Parity Committee.

The report of the professional employer must be signed before being addressed to the Parity Committee. The said Parity Committee has the right to have said report sworn to each time it shall judge it necessary.

The report accompanied by the assessments must be addressed to the Parity Committee on or before the Wednesday following the date of expiration of the said report.

3. Financial report

To comply with the provisions of the Collective Agreement Act, the Parity Committee shall present a quarterly report of its financial operations to the Minister of Labour, on the following dates: March 31st, June 30th, September 30th and December 31st.

Hereto annexed in an account of the estimated receipts and disbursements of the Joint Committee of the men's and Boys' Hat and Cap Industry for the period comprised between January 1st and December 31st 1949.

JOINT COMMITTEE OF THE MEN'S AND BOYS' HAT & CAP INDUSTRY

Estimate of the receipts and disbursements for the period comprised between January 1st, 1949 and December 31st, 1949.

Receipts:

Levy upon the professional employers	\$ 900.00
Levy upon the employees	900.00
	\$1,800.00

Expenses:

Office Salary	\$ 312.00
Inspectors' Expenses	676.00
Administrator's Expenses	420.00
Bank charges, Office, legal and travelling expenses	392.00
	\$1,800.00

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Québec, January 8, 1949. 23909-0

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure provided for under section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that a request has been submitted to him by the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by part "A" of the decree number 972 of June 30, 1948, and amendments, relating to the construction industry and trades in the district of Montreal, for the purpose of amending the said decree as follows:

Part "A" (section XXII) of the said decree will be deleted and the following substituted therefor:

PART "A"

XXII. Special regulations respecting the trades of plumber, steamfitter, pipe welder, pipe mechanic,

soudeur en tuyauterie, mécanicien en tuyauterie et apprentis: a) *Jurisdiction professionnelle:* Le présent article s'applique à tout travail assujéti à la Loi des Mécaniciens en Tuyauterie (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 173) et au règlement numéro 1341 de la cité de Montréal et régit tout travail exécuté à l'intérieur ou à l'extérieur de la boutique. Cet article s'applique aussi à toute installation de tuyaux à gaz, huile, air, gazoline ou de systèmes hydrauliques et industriels, fixes ou mobiles, pour quelque fin que ce soit, à l'intérieur ou à l'extérieur d'un bâtiment, y compris l'installation, la réparation ou la rénovation de tout système de plomberie ou de chauffage exécutés à l'intérieur ou à l'extérieur de la boutique.

Il s'applique à l'assemblage et au montage de fournaies, bouilloires et appareillage s'y rapportant.

Il ne s'applique pas au montage de bouilloires nécessitant une base de briques ou des murs de briques pour entourer la bouilloire proprement dite, tel travail étant exécuté par des chaudronniers et des briqueteurs. Toutefois, le travail exécuté sur toute la tuyauterie et les connexions de ces bouilloires est régi par cet article.

b) *Taux minima de salaires:* Les taux minima de salaires sont les suivants:

Entrepreneur maître-plombier, maître poseur d'appareils de chauffage travaillant comme salarié et détenteur de la licence, qu'il utilise ses outils ou agisse comme contremaître ou remplisse toute autre fonction de surveillance,	
l'heure.....	\$ 2.00
ou par semaine.....	75.00
	l'heure
Compagnon-plombier, poseur d'appareils de chauffage et mécanicien en tuyauterie.....	1.55
Soudeur en tuyauterie.....	1.55
Mécanicien junior.....	1.11
Apprentis:	
Première année.....	0.61
Deuxième année.....	0.72
Troisième année.....	0.78
Quatrième année.....	0.83

c) *Durée du travail:* La durée maximum du travail des ouvriers qualifiés est de huit (8) heures par jour, réparties entre 8.00 a.m. et 5.00 p.m. les lundi, mardi, mercredi, jeudi, vendredi, le tout devant constituer un maximum de quarante heures par semaine.

d) *Travail supplémentaire:* 1. Tout travail exécuté le Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint, la fête de la Reine Victoria, la Saint-Jean-Baptiste, le jour de la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâce, le jour de Noël, la fête de l'Immaculée Conception, la Toussaint, le jour de l'Ascension et les dimanches, est rémunéré au taux de salaire double.

2. Tout travail exécuté entre 5.00 p.m. et minuit, ou le samedi, est considéré comme du travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux de salaire et demi, excepté dans les cas mentionnés à l'article VIII du présent décret.

3. Tout travail exécuté entre minuit et 8.00 a.m. doit être rémunéré au taux de salaire double, excepté dans les cas mentionnés à l'article VIII du présent décret.

4. L'article XII ne s'applique pas aux métiers mentionnés dans le présent article.

e) *Travail en dehors des limites de Montréal:* Les limites de Montréal, pour les fins du présent

including apprentices: a) *Professional jurisdiction:* The present section applies to and is affective in all work executed governed by the Pipe Mechanics Act (Chapter 173, R.S.Q. 1941) and By-law No. 1341 of the City of Montreal, and applies to all work whether inside or outside the shop. This section also applies to all pipe, including gas, oil, air, gasoline, hydraulic and industrial pipe installations, whether moveable or immovable, within or outside a building, for whatever use, including the installation, the repair or the renovation of any new or existing plumbing or heating system, and including all work whether done inside or outside the shop.

It applies to the assembling and erecting of furnaces, boilers and equipment in connection with same.

It does not apply to the erection of boilers which require a brick setting or brick walls to enclose the boiler proper which work is under the jurisdiction of boiler maker and bricklayers. However, all piping and connections of such boilers are governed by this section.

b) *Minimum rates of wages:* The minimum rates of wages are as follows:

Master Plumber and Master Heating Contractor working as employee and holding the license, whether working with his tools or as foreman on in any other supervisory capacity, per hour..	\$ 2.00
or, per week.....	75.00
	per hour
Journeyman in Plumbing, Heating and	
Pipe work.....	\$ 1.55
Pipe Welder.....	1.55
Junior Mechanic.....	1.11
Apprentices:	
1st year.....	0.61
2nd year.....	0.72
3rd year.....	0.78
4th year.....	0.83

c) *Duration of labour:* The maximum duration of labour for skilled workers consists of eight (8) hours per day, distributed between 8.00 a.m. and 5.00 p.m., on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday, the whole to constitute a maximum of forty (40) hours per week.

d) *Overtime work:* 1. Any work performed on New Year's Day, Epiphany Day, Good Friday, Victoria Day, St. John the Baptist Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day, Christmas Day, Immaculate-Conception Day, All Saints Day, Ascension Day and Sundays shall be paid double time.

2. Any work performed between 5.00 p.m. and midnight, or on Saturday, is considered as overtime work and shall be paid time and a half, except in the cases mentioned in Section VIII hereof.

3. Any work performed between midnight and 8.00 a.m. shall be paid double time, except in the cases mentioned in Section VIII hereof.

4. Section XII shall not apply to the trades mentioned in the present section.

e) *Operations outside the limits of Montreal:* The limits of Montreal, for the purposes of the

article, sont les points extrêmes où l'on peut se rendre avec un billet ordinaire de tramway ou d'autobus.

Les salariés travaillant en dehors des limites, telles que ci-haut décrites, doivent se rendre sur le chantier et le quitter aux heures régulières.

Le temps requis pour se rendre des limites de la ville au chantier et pour revenir des mêmes endroits doit leur être payé au taux simple ainsi que le prix du transport pour ledit trajet.

Dans le cas de travaux exécutés en dehors des limites de la cité, on peut varier les heures de commencement et de cessation du travail en vue de les adapter aux heures des services de transport public, pourvu que ne s'ensuive pas une semaine de travail de plus de quarante (40) heures.

f) *Apprentissage*: 1. L'employeur a le droit d'employer un (1) apprenti pour chaque compagnon ou compagnon junior et pas plus d'un (1) compagnon junior par trois (3) compagnons seniors, par boutique.

2. Lorsqu'il y a cinq (5) compagnons, il peut y avoir deux (2) compagnons juniors et, subsequmment, un (1) compagnon junior par cinq (5) compagnons additionnels employés.

3. Pour pratiquer le métier de mécanicien en tuyauterie, l'apprenti doit avoir un certificat d'apprenti émis par les autorités provinciales, en vertu du chapitre 173 des Statuts refondus de Québec 1941, et conformément au règlement numéro 1341 de la cité de Montréal. Les apprentis non assujettis à la Loi des mécaniciens en tuyauterie doivent obtenir le certificat propre à leur métier.

4. *Période d'apprentissage*: La période d'apprentissage complète est la suivante:

Mécanicien en tuyauterie: 4 ans.

Note: Une année d'apprentissage pour le métier de mécanicien en tuyauterie comprend 2,000 heures de travail.

5. La durée du travail des apprentis est la même que celle des compagnons.

6. Tout travail supplémentaire exécuté par un journalier ou un apprenti doit être rémunéré sur la même base que les ouvriers qualifiés.

present section, shall be those extreme places that can be reached with an ordinary street car or bus fare.

Employees working outside the limits, as above described, shall get to and leave the job at the regular hours.

The time needed to travel from the city limits to the jobs, and vice-versa, shall be paid single time; the cost of such transportation shall also be paid by the employer.

For operations carried out outside the city limits, it is permissible to change the starting and finishing time in order to adapt same to the time of leaving and returning of public transportation, provided the change does not entail the working of more than forty (40) hours in one week.

f) *Apprenticeship*: 1. The employer has the right to employ one (1) apprentice to each journeyman or junior journeyman and not more than one (1) junior journeyman to each three (3) senior journeyman, per shop.

2. When there are five (5) journeymen, there may be two (2) junior journeymen and, subsequently, one (1) junior journeyman to each five (5) additional journeymen employed.

3. To ply the pipe mechanic trade, the apprentice shall obtain an apprentice certificate issued by the provincial authorities pursuant to chapter 173 of the Revised Statutes of Quebec 1941, and pursuant to by-law number 1341 of the City of Montreal. Apprentices not covered by the Pipe Mechanics Act shall obtain the certificate appertaining to their trade.

4. *Apprenticeship period*: The entire period of apprenticeship is as follows:

Pipe mechanic: 4 years.

Note: One year of apprenticeship for the pipe mechanic trade consists of 2,000 hours of work.

5. The duration of labour of the apprentices is the same as that of journeymen.

6. Any overtime work done by a labourer or an apprentice shall be paid on the same basis as journeymen.

SECTION "AA"

- PART "AA"

g) *Conditions de travail des salariés permanents*:

1. Les salariés permanents communément appelés "préposés à l'entretien" désignent tout entrepreneur maître-plombier ou maître-poseur d'appareils de chauffage et tout compagnon ou apprenti des métiers de plomberie, poseur d'appareils de chauffage et mécanicien en tuyauterie à l'emploi du même employeur et engagés pour l'entretien de propriétés immobilières pour une période d'au moins six (6) mois.

Ne peut cependant être considéré comme travail d'entretien, aucune construction nouvelle ou reconstruction de toute partie d'immeuble.

2. Nonobstant le paragraphe "b" de l'article II du présent décret, les salariés permanents, mécaniciens en tuyauterie, travaillant exclusivement dans les immeubles à bureau, appartements ou logements de toutes sortes, dans les hôtels, établissements commerciaux, situés dans les limites de l'île de Montréal, sont assujettis aux dispositions du présent paragraphe et doivent recevoir les taux minima de salaires suivants:

par semaine

Entrepreneur maître-plombier, maître-poseur d'appareils de chauffage travaillant comme salarié, ou détenteur de la licence, qu'il utilise ses outils ou

g) *Working conditions of permanent employees*.

1. Permanent wage earners usually called "maintenance men", mean any master plumber or master heating contractor, journeyman or apprentice of the plumbing, heating and pipe fitting trades, employed by the same employer and engaged upon the upkeep of building property for a minimum period of six (6) months.

No new construction, however, or reconstruction on any unit in any building shall be construed as maintenance work.

2. Notwithstanding subsection "b" of section II of the present decree, permanent employees (pipe mechanics) working exclusively in office buildings, apartment buildings or dwellings of any kind, hotels and commercial establishments, situated within the limits of the Island of Montreal are governed by the provisions of the present subsection and shall receive the following minimum wage rates:

per week

Master plumbers, master heating contractors, working as employees and

agisse comme contre-maître ou remplace toute autre fonction de surveillance	\$61.00	holding the license, whether using tools or acting as foreman or in any other supervisory capacity.	\$61.00
Compagnon-plombier, poseur d'appareils de chauffage et mécanicien en tuyauterie	52.00	Journeymen in plumbing, heating and pipe work	52.00
Mécanicien junior	40.00	Junior mechanic.	40.00
Apprentis:		Apprentice:	
Première année	20.00	1st year	20.00
Deuxième année	26.00	2nd year	26.00
Troisième année	28.00	3rd year	28.00
Quatrième année	30.00	4th year	30.00

3. *Durée du travail:* La durée du travail des salariés permanents doit être celle de l'établissement pour lequel ils travaillent, mais ne doit pas excéder quarante-quatre (44) heures par semaine; le travail supplémentaire exécuté après la semaine normale de travail doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

Toutefois les salariés permanents qui reçoivent un salaire annuel d'au moins \$2,700.00 et qui doivent, à cause de la nature de leur travail, répondre à des appels d'urgence à toute heure du jour ou de la nuit pour la protection des immeubles ou propriétés ne peuvent se prévaloir des taux pour travail supplémentaire.

4. Il est permis aux employeurs de déduire du salaire d'un salarié permanent la somme de \$3.00 par semaine, par chambre, lorsque ce salarié loge dans l'établissement. On peut aussi déduire \$0.35 par repas lorsque le salarié est nourri dans l'établissement."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
* GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 janvier 1949. 23911-o

3. The duration of labour of permanent employees shall be that of the establishment where they are employed but shall not exceed forty-four (44) hours per week; overtime worked in excess of the standard work week shall be paid time and a half.

However, permanent employees receiving an annual salary of at least \$2,700.00 and who, due to the nature of their work, are required to answer urgent calls at any time of the day or night for the protection of buildings or properties are hereby excluded from overtime rates.

4. Employers may deduct from the wages of a permanent employee \$3.00 per week and per room if such workmen rooms in the establishment. A deduction of 35 cents per meal is authorized if the workman is boarded in the establishment."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, January 8, 1949 23911-o

AVIS DE MODIFICATION

Conformément à la procédure prévue à l'article 8 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), l'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes qu'il a l'intention de proposer l'approbation des modifications suivantes au décret numéro 3723 du 6 octobre 1944 et amendements, relatif aux travailleurs en fourrure, commerce de gros, dans l'île de Montréal; et un rayon de 50 milles de ses limites:

Le paragraphe "e" de l'article IV sera remplacé par le suivant:

"e) Les salariés préposés aux peaux en pièces et les ouvriers en lisières de fourrure doivent faire deux années d'apprentissage, telles que déterminées par les règlements généraux d'apprentissage, et recevoir les taux de salaires d'apprentis. À la fin de l'apprentissage de deux années, ils seront classifiés comme des ouvriers de seconde classe dans leur propre métier et seront payés comme tels;

Toutefois, les ouvriers en lisières de fourrure et les salariés préposés aux peaux en pièces employés dans les dits commerces de fourrure seulement, devront recevoir les salaires d'apprentis comme suit:

	Par semaine		per week
Apprentis-coupeurs (Lisières et peaux en pièces):		Apprentice-cutters (Strippings and piece plates)	
Commençant à trois mois.	\$14.00	Beginners to three months.	\$14.00
Après trois mois.	16.00	After three months.	16.00

NOTICE OF AMENDMENT

Pursuant to the procedure determined in section 8 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), the Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice that he intends to recommend the approval of the following amendments to the decree number 3723 of October 6, 1944 and amendments relating to fur employees, wholesale, in the Island of Montreal and a radius of 50 miles from its limits:

Section IV, subsection "e" is to be replaced by the following:

"e) Employees employed on piece plates and fur strippings shall serve two years of apprenticeship as governed by the general rules of apprenticeship and receive apprentice rates of pay. At the end of the two years of apprenticeship, they shall be classified as second-class workers in their respective trade and shall be paid as such;

Nevertheless, employees employed in the fur strippings and piece plates business only shall receive the following rates of pay:

Après six mois.	18.00	After six months.	18.00
Après neuf mois.	20.00	After nine months.	20.00
Après douze mois.	22.00	After twelve months.	22.00
Après quinze mois.	25.00	After fifteen months.	25.00
Après dix-huit mois.	27.00	After eighteen months.	27.00
Après vingt-un mois.	29.00	After twenty-one months.	29.00
(Complétant la période deux années à.	29.00	(completing the two-year period at.	29.00

par semaine
Apprentis-opérateurs: (Lisières et peaux en pièces)

Commencant à trois mois.	\$14.00
Après trois mois.	15.00
Après six mois.	17.00
Après neuf mois.	19.50
Après douze mois.	22.00
Après quinze mois.	23.50
Après dix-huit mois.	25.00
Après vingt-et-un mois.	27.00
(Complétant la période de deux années à.	\$27.00

Employés généraux: Le paragraphe "f" s'appliquera dans ce cas ainsi que dans les quatre périodes de six mois chacune.

Première période.	\$14.00
Deuxième période.	16.00
Troisième période.	18.00
Quatrième période.	20.00

En aucun temps si un employeur désire promouvoir un employé général au rang d'apprenti-coupeur (lisières et peaux en pièces) ou à apprenti-opérateur (lisières et peaux en pièces) la clause de promotion s'appliquera.

NOTE: Tous les salariés doivent recevoir une augmentation de 10% sur leur salaire hebdomadaire, cependant aucun salarié ne doit recevoir moins que le salaire établi dans l'échelle des salaires du présent décret. Les parties contractantes ont convenu d'accorder l'augmentation susdite à compter du 1er septembre 1948."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 janvier 1949. 23912-o

per week.
Apprentice-operators (Strippings and piece plates)

Beginners to three months.	\$14.00
After three months.	15.00
After six months.	17.00
After nine months.	19.50
After twelve months.	22.00
After fifteen months.	23.50
After eighteen months.	25.00
After twenty-one months.	27.00
(completing the two-year period at.	27.00

General Hands: Subsection "f" applies in this case, also the four periods of six months each.

First period.	\$14.00
Second period.	16.00
Third period.	18.00
Fourth period.	20.00

At any time, if an employer wishes to promote a general hand to apprentice cutter (strippings and piece plates) or apprentice operator (strippings and piece plates), the promotion clause shall apply.

NOTE: All employees shall receive a 10% increase on their weekly wages; however, no one shall receive less than the minimum rate established in the present decree. The contracting parties have agreed to give said increase from September 1st, 1948."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, January 8, 1949. 23912-o

AVIS D'APPROBATION DE RÈGLEMENTS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), que les règlements spéciaux adoptés en date du 20 décembre 1948 par le Comité paritaire de l'Industrie des Arts graphiques de Québec et du district, ont été approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1783 du 29 décembre (Section "A") et ajoutés aux règlements généraux dudit comité paritaire déjà approuvés par l'arrêté en conseil numéro 1761 du 23 décembre 1948 (section "A").

En vertu de la Loi, les dispositions suivantes desdits règlements spéciaux de ce comité paritaire ont été déclarées obligatoires:

Règlements spéciaux

1. *Certificat de qualification:* Le Comité paritaire décide, d'accord avec les dispositions de la Loi de la convention collective, que le certificat de qualification est obligatoire dans toutes les municipalités de plus de cinq mille (5,000) âmes, suivant le dernier recensement du Canada, pour les ouvriers de métiers assujettis au décret numé-

NOTICE OF APPROVAL OF BY-LAWS

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Québec 1941, chapter 163 and amendments), that the special by-laws adopted December 20, 1948, by the Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Québec and District, have been approved by Order in Council number 1783 of December 29, 1948 (part "A") and added to the general by-laws of the said parity committee already approved by Order in Council number 1761 of December 23, 1948 (part "A").

Pursuant to the Act, the following provisions of the said special by-laws of the parity committee have been declared obligatory:

Special By-laws

1. *Certificate of competency:* The parity committee decides, in conformity with the provisions of the Collective Agreement Act, that the certificate of competency is obligatory in all municipalities of more than five thousand (5,000) souls, according to the last census of Canada, for the trade workers governed by the decree number

ro 1675 du 10 décembre 1948, relatif à l'industrie des arts graphiques de Québec et du district. Tout patron ou contremaître qui exerce de ses propres mains les métiers mentionnés dans le décret doit aussi posséder son certificat de qualification.

2. *Registre*: Tout employeur professionnel assujéti aux dispositions du décret numéro 1675, de 10 décembre 1948, relatif à l'industrie des Arts graphiques de Québec et du district, doit tenir un registre dans lequel sont inscrits les noms, âges et adresses de tous les salariés à son emploi, les heures de travail de chaque jour, les heures d'arrivée et de départ du temps régulier et du temps supplémentaire, ainsi que toutes les informations relatives aux taux de salaires et aux heures de travail.

3. *Rapport mensuel*: Le ou avant le 15 de chaque mois, tous les employeurs professionnels assujettis au décret numéro 1675 du 10 décembre 1948, relatif à l'industrie des Arts graphiques de Québec et du district, doivent transmettre au comité paritaire de l'industrie des Arts graphiques de Québec et du district, un rapport mentionnant le nom, le sexe et le numéro de chaque employé, son adresse, sa classification de métier, le numéro de son certificat de qualification, le taux horaire de son salaire, le nombre d'heures de travail pour chaque semaine (tant au taux régulier qu'au taux et demi et au taux double supplémentaire), le total des gages de la semaine et la cotisation de la semaine.

Ce rapport est fait sur une formule imprimée qui doit être fournie par le comité paritaire à l'employeur sur demande.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 8 janvier 1949

23910-0

1675 of December 10, 1948, relating to the graphic arts industry of Quebec and district. Every employer or foreman plying himself the trades mentioned in the decree shall also hold a certificate of competency.

2. *Register*: Every professional employer governed by the provisions of the decree number 1675 of December 10, 1948, relating to the graphic arts industry of Quebec and district, shall keep a register in which shall be inscribed: the name in full, age and address of all employees in his employ, the hours of work of each day, the starting and finishing time for regular and overtime work, as well as all other information in respect of the rates of wages and the hours of work.

3. *Monthly report*: On or before the 15th day or each month, every professional employer governed by the decree number 1675 of December 10, 1948, relating to the graphic arts industry of Quebec and district shall transmit to the Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Quebec and District a report giving the name, sex and number of every employee, his address, his trade classification, the number of his certificate of competency, the hourly rate of his wages, the number of hours of work per week (at regular time and a half and double time rates), the total wages of the week and the assessment of the week.

Such report shall be made on a printed form which shall be supplied to the employer by the parity committee upon request.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, January 8, 1949.

23910-0

Département du Trésor Assurances

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

ATTENDU QUE Queen Insurance Company of America, dont le siège social est à New York État de New York, États-Unis d'Amérique, a, cédé tout son actif et transporté toutes ses obligations à Royal Insurance Company Limited, dont le siège social est à Liverpool, Angleterre, en conformité d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux corporations le 16 décembre 1948, pour prendre effet le 31 décembre 1948;

ATTENDU QUE Queen Insurance Company of America s'est conformée, en vertu du dit contrat de réassurance, aux dispositions de l'article 103 de la loi des assurances de Québec.

EN CONSÉQUENCE, avis est par les présentes donné que le permis et certificat d'enregistrement numéro 3205 de Queen Insurance company of America est annulé à compter du 1er janvier 1949.

Donné au bureau du Service des assurances, département du Trésor, le 4 janvier 1949.

Pour le Trésorier de la Province,
GEORGES LAFRANCE,

23917-1-2-0

Surintendant des assurances.

Treasury Department Insurance

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE AND REGISTRATION

WHEREAS Queen Insurance Company of America, whose head office is situate in New York, State of New York, United States of America, has ceded all its assets and transferred all its liabilities to Royal Insurance Company Limited, whose head office is situate in Liverpool, England, as provided in a reinsurance agreement entered into by these two corporations, the 16th of December 1948, to take effect as from the 31st of December 1948;

WHEREAS Queen Insurance Company of America has complied, pursuant to the said reinsurance agreement, with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act.

THEREFORE, notice is hereby given that the license and certificate of registry number 3205 of Queen Insurance Company of America is cancelled as from the 1st of January 1949.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 4th of January 1949.

For the Treasurer of the Province,

GEORGES LAFRANCE,

23917-1-2-0

Superintendent of Insurance.

AVIS D'ÉMISSION DE PERMIS ET DE CERTIFICAT D'ENREGISTREMENT

Avis est donné par les présentes que La Nationale, Compagnie d'assurance Incendie et Ris-

NOTICE OF ISSUE OF LICENSE AND CERTIFICATE OF REGISTRATION

Notice is hereby given that La Nationale, Compagnie d'assurance Incendie et Risques di-

ques divers—The National Fire and Casualty Insurance Company—enregistrée sous le numéro 484 a obtenu le permis et certificat d'enregistrement numéro 3531 qui l'autorise, à compter du 1er janvier 1949, à effectuer dans la Province des contrats relatifs aux genres d'assurance suivants: Incendie et accessoirement—agitation civile, choc de véhicules, chute d'aéronef, défectuosité d'extincteurs automatiques, fuite d'eau, grêle, ouragan, tremblement de terre; Explosion limitée ou inhérente.

Le siège social de la compagnie est situé à Montréal, province de Québec.

La compagnie a nommé monsieur J. A. Blondeau, 465, rue St-Jean, Montréal, son procureur dans la Province.

Donné au bureau du Service des assurances, Département du Trésor, le 4 janvier 1949.

Pour le Trésorier de la Province,

GEORGES LAFRANCE,

23916-1-2-o Surintendant des assurances.

vers—The National Fire and Casualty Insurance Company—registered under No. 484, has obtained the license and certificate of registration No. 3531 authorizing it, as from the 1st of January 1949, to undertake in the Province, contracts of insurance of the following classes: Fire and supplementary thereto—civil commotion, earthquake, falling aircraft, hail, impact by vehicles, sprinkler leakage, water damage, windstorm; Limited or inherent explosion.

The head office of the Company is situate at Montreal, Province of Quebec.

The Company has appointed Mr. J. A. Blondeau, 465 St. John Street, Montreal, its attorney in the Province.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 4th of January, 1949.

For the Treasurer of the Province,

GEORGES LAFRANCE,

23916-1-2-o Superintendent of Insurance.

AVIS D'ANNULATION DE PERMIS ET D'ENREGISTREMENT

Attendu que The Newark Fire Insurance Company, dont le siège social est à Flemington, Etat de New Jersey, États-Unis d'Amérique, a cédé tout son actif et transporté toutes ses obligations à Royal Insurance Company Limited, dont le siège social est à Liverpool, Angleterre, en conformité d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux corporations le 16 décembre 1948, pour prendre effet le 31 décembre 1948;

Attendu que The Newark Fire Insurance Company s'est conformée, en vertu du dit contrat de réassurance, aux dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances de Québec.

En conséquence, avis est par les présentes donné que le permis et certificat d'enregistrement numéro 3202 de The Newark Fire Insurance Company est annulé à compter du 1er janvier 1949.

Donné au bureau du Service des assurances, département du Trésor, le 4 janvier 1949.

Pour le Trésorier de la Province,

GEORGES LAFRANCE,

23918-1-2-o Surintendant des assurances.

NOTICE OF CANCELLATION OF LICENSE AND REGISTRATION

Whereas The Newark Fire Insurance Company, whose head office is situate in Flemington, State of New Jersey, United States of America, has ceded all its assets and transferred all its liabilities to Royal Insurance Company Limited whose head office is situate in Liverpool, England, as provided in a reinsurance agreement entered into by these two corporations, the 16th of December 1948, to take effect as from the 31st of December 1948;

Whereas The Newark Fire Insurance Company has complied, pursuant to the said reinsurance agreement, with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act.

Therefore, notice is hereby given that the license and certificate of registry number 3202 of The Newark Fire Insurance Company is cancelled as from the 1st of January 1949.

Given at the office of the Insurance Branch, Treasury Department, the 4th of January 1949.

For the Treasurer of the Province,

GEORGES LAFRANCE,

23918-1-2-o Superintendent of Insurance.

Erratum

La version anglaise de l'arrêté en conseil numéro 1720, du 16 décembre 1948, section "A", publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 24 décembre 1948, est corrigée comme suit:

A la page 3225, le taux de \$1.00 pour l'apprenti polisseur (après trois mois) doit se lire \$0.80.

23880A-X-o

Erratum

The English version of Order in Council number 1720 of December 16, 1948, part "A", published in the *Quebec Official Gazette* of December 24, 1948, is corrected as follows:

On page 3225, the rate of \$1.00 for the apprentice polisher (after three months) shall read \$0.80.

23880A-X-o

Examens du Barreau — Bars Examination

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Bédard	Pierre	25	Québec.

Québec, le 22 décembre 1948 — Quebec, December 22th, 1948.

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
ROGER THIBAUDEAU,
Secretary of the Bar of Quebec.

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Fortin	Louis	28	Québec	Sainte-Anne de la Pocatière, Jean de Brébeuf, Montréal, Faculté des Arts.
Parent	Jean-Paul	25	Joliette	Collège de Lévis, Séminaire de Québec.

Québec, le 20 décembre 1948 — Quebec, December 20th, 1948.

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
ROGER THIBAUDEAU,
Secretary of the Bar of Quebec.

23877-53-2-o

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT — BAR OF THE LOWER SAINT LAWRENCE

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de janvier 1949 — Examinations of January, 1949

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Gagnon	Claude	29	Rimouski.

Rivière-du-Loup, le 23 décembre 1948 — Rivière-du-Loup, December 23, 1948.

Le Secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,
LOUIS DUGAL,
Secretary of the Bar of the Lower Saint Lawrence.

23877-53-2-o

BARREAU DE RICHELIEU — BAR OF RICHELIEU

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examens de janvier 1949 — Examinations of January, 1949

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
Gauthier	Gaston	25	Valleyfield.
Lemonde	Marcel	26	Saint-Liboire.

Saint-Jean, le 24 décembre 1948 — Saint-Jean, December 24, 1948.

Le Secrétaire du Barreau de Richelieu,
ADÉLARD FORGET, Jr.,
Secretary of the Bar of Richelieu.

23877-53-2-o

BARREAU DE MONTRÉAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Janvier 1949 — January 1949

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
1.— Ewasew	John	26	Montréal	(10 Geo. VI, ch. 45).
2.— Gardner	Bernard	21	Montréal	Université McGill.
3.— Gougeon	Michel	22	Montréal	Collège Sainte-Marie.
4.— Mackenzie	D.B.S.	21	Montréal	Université McGill.
5.— Mendelson	Jos. Abraham	28	Montréal	(10 Geo. VI, ch. 45).
6.— Pager	Guy	29	Montréal	(10 Geo. VI, ch. 45).
7.— Ferguson	John R.	30	Montréal-Ouest	Université McGill.
8.— Hurtubise	Charles-L.	30	Montréal	Université d'Ottawa.

Montréal, le 28 décembre 1948 — Montreal, December 28, 1948.

Le Secrétaire,
YVON JASMIN,
Secretary.

23877-53-2-o

BARREAU DE MONTRÉAL — BAR OF MONTREAL

CANDIDATS POUR L'ADMISSION À LA PRATIQUE DU DROIT
CANDIDATES FOR THE ADMISSION TO THE PRACTICE OF LAW

Examen du 11 janvier 1949 — Examination of January 11, 1949

Noms Names	Prénoms Surnames	Age	Résidence Residence
1.— Arsenault	Gérard	27	Verdun.
2.— Béique	Madeleine	26	Montréal.
3.— Blouin	Georges-Henri	27	Montréal.
4.— Boyer	Jean-Marc	31	Montréal.
5.— Casgrain	Paul	25	Montréal.
6.— Cousineau	René	25	Montréal.
7.— Deslauriers	Jean-H.	26	Montréal.
8.— Even	François	25	Montréal.
9.— Gagnon	Réal	23	Montréal.
10.— Ferguson	John R.	30	Montréal-Ouest.
11.— Hébert	Maurice-S.	23	Montréal.
12.— Holmes	W. M.	46	Montréal.
13.— How	W. Glen	29	Toronto, Ont.
14.— Hurlburt	R. H.	34	Montréal.
15.— Lavery	Pierre	24	Montréal.
16.— Parent	Luc	25	Montréal.
17.— Poirier	André	24	Montréal.
18.— Robert	Jean	26	Montréal.
19.— Rouleau	Gilles	26	Montréal.
20.— Sampson	Cicely Manley	53	Montréal.
21.— Chabot	Gaétan	24	Montréal.
22.— Desrosiers	Claude	23	Montréal.
23.— Hurtubise	Charles-L.	30	Montréal.

Montréal, le 28 décembre 1948 — Montreal, December 28, 1948.

Le Secrétaire,
YVON JASMIN,
Secretary.

23877-53-2-o

Nomination

Appointment

SECRÉTARIAT DE LA CHANCELLERIE

OFFICE OF THE CLERK OF THE CROWN
IN CHANCERY

Québec, le 30 décembre 1948.

Quebec, December 30, 1948.

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commission sous Notre seing, de nommer l'honorable monsieur J.-Théophile Larochelle, ministre d'État, de la cité de Lévis, membre du Conseil législatif de la province de Québec, pour y représenter la division de La Salle, en remplacement de l'honorable monsieur Pierre Bertrand, décédé.

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission under Our Seal, to appoint the Honourable J.-Théophile Larochelle, Minister of State, of the city of Lévis, a member of the Legislative Council of the Province of Quebec, there to represent the division of La Salle, in replacement of the Honourable Pierre Bertrand, deceased.

Le Secrétaire de la Chancellerie,
23896-o ANTOINE LEMIEUX.

23896 ANTOINE LEMIEUX,
Clerk of the Crown in Chancery.

Proclamations

Proclamations

Canada,
Province of
Québec.
[L. S.]

EUG. Fiset

Canada,
Province of
Quebec,
[L. S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi.

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

A M. René Roy, notaire à Lévis, président d'élection dans le district électoral de Lévis.

To Mr. René Roy, Notary at Lévis, Returning-Officer, in the electoral district of Lévis.

SALUT: *

GREETING.

PROCLAMATION

PROCLAMATION

Nous vous ordonnons de faire faire, conformément à la loi et après qu'avis du jour et

We command you that, notice of time and place of election being duly given, you do cause

du lieu en aura dûment été donné, l'élection, dans le district électoral susdit, d'un député à l'Assemblée législative de Québec, pour remplacer l'honorable M. J.-Théophile Larochelle, démissionnaire, de fixer la présentation des candidats à cette élection au MERCREDI, le NEUVIÈME (9e) jour de février, 1949, et le scrutin au MERCREDI, le SEIZIÈME (16e) jour de février, 1949, et de faire à notre président général des élections, à Québec, aussitôt que possible et au plus tard VENDREDI, le VINGT-CINQUIÈME (25e) jour de FÉVRIER 1949, un rapport lui faisant connaître le nom du candidat qui aura été élu.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre Province de Québec.

TÉMOIN: Notre fidèle et bien-aimé le Major Général l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, chevalier, commandeur de Notre Ordre très distingué de Saint-Michel et de Saint-Georges, lieutenant-gouverneur de Notre Province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le VINGT-NEUVIÈME (29e) jour de DÉCEMBRE, en l'an de grâce 1948 et de Notre règne le treizième.

Par ordre,

Le Président général des élections.

23884-o FRANÇOIS DROUIN, C.R.

Canada,
Province de
Québec
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la Foi.

A nos aimés et fidèles conseillers les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de la province de Québec.

SALUT:

ATTENDU que, pour diverses considérations, il est à propos de convoquer la Législature de la province de Québec pour l'expédition des affaires, Nous vous convoquons par les présentes pour le DIX-NEUF JANVIER prochain et en conséquences, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date au palais législatif, en la cité de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de la province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, à Québec, le VINGT-SEPTIÈME jour d'OCTOBRE, l'an de grâce mil neuf cent quarante-huit et de Notre règne le douzième.

Par ordre,

Le Secrétaire de la Chancellerie à Québec,
ANTOINE LEMIEUX.

23404-45-11-o

election to be made according to law for the aforesaid electoral district, of a Member to serve in the Legislative Assembly of Our said Province of Quebec, in the place of the honorable Mr. J.-Théophile Larochelle, resigner, and that you do cause the nomination of candidates at such election to be held on WEDNESDAY, the NINTH (9th) day of February, 1949, and the polling on WEDNESDAY, the SIXTEENTH (16th) day of FEBRUARY, 1949, and do cause the name of such member when so elected to be certified to Our Chief Returning-Officer, at Quebec, as soon as possible, and at latest on FRIDAY, the TWENTY-FIFTH (25th) day of FEBRUARY, 1948.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Knight, Commander of Our Most Distinguished Order of Saint Michael and Saint George, Lieutenant-Governor of Our Said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in our Province of Quebec, this TWENTYNINTH (29th) day of DECEMBER, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-eight, and the thirteenth of Our Reign.

By command,

FRANÇOIS DROUIN, K.C.

23884-o

Chief Returning-Officer.

Canada,
Province of
Quebec
[L.S.]

EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith.

To Our Beloved and Faithful Councillors the Members of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of the Province of Quebec:

GREETING:

WHEREAS, for various considerations, it is expedient to convoke the Legislative of the Province of Quebec for the dispatch of business, We hereby convene you for the NINETEENTH day of JANUARY next and, accordingly, command and order you to meet on such date at the Parliament Buildings, in the City of Quebec, for the dispatch of the business of the Province and to examine, discuss and decide the questions to be submitted to you.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of Our Province of Quebec to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved the Honourable Sir EUGENE-MARIE-JOSEPH FISET, Knight, Commander of Our most distinguished Order of Saint Michel and Saint Georges, Lieutenant-Governor of Our said Province.

At Our Government House, in Our City of Quebec, this TWENTY-SEVENTH day of the month of OCTOBER in the year of Our Lord one thousand nine hundred and forty-seven and in the twelfth year of Our Reign.

By command,

ANTOINE LEMIEUX,

Clerk of the Crown in Chancery, at Quebec.

23404-45-11

Sièges sociaux

Head Offices

Province de Québec—District de Québec

La compagnie "Les Cadres l'Éclair Ltée" a été constituée en corporation dans la Province de Québec, par lettres patentes accordées le 14ième jour de décembre l'an-mil neuf cent quarante-huit.

La principale place d'affaires, dans la Province de Québec est à 157, 8ième rue, Québec.

En foi de quoi cette déclaration en double est faite et signée par moi, Roland Leclerc, domicilié à 157, 8ième rue, Québec, président-gérant de la compagnie.

Québec, le 16 décembre, 1948.

23885 ROLAND LECLERC.

Province of Quebec—District of Quebec

The company "Les Cadres l'Éclair Ltée", was incorporated in the Province of Quebec by letters patent granted on the 14th of December, of the year nineteen hundred and forty-eight.

Its head office in the Province of Quebec, is at 157, 8th Street, Quebec.

In testimony whereof, this declaration is made in duplicate and signed by me, Roland Leclerc, domiciled at 157, 8th Street, Quebec, President-Manager of the company.

Quebec, December 16, 1948.

23885-o ROLAND LECLERC.

Canada, Province de Québec, District de Québec

CLUB 75 INC.

Avis est donné que "Club 75 Inc." constitué en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec en date du 17e jour de juin 1948, et ayant son bureau principal en la cité de Québec, district de Québec, a établi son bureau au N° 18 rue Ste-Anne, Cité de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, P.Q., ce dixième jour de novembre 1948.

23897-o Le Président,
R. PINARD.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec.

CLUB 75 INC.

Notice is given that "Club 75 Inc.", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, under date of the 17th day of June, 1948, and having its head office in the city of Quebec, district of Quebec, has established its office at No. 18 Ste-Anne Street, City of Quebec.

From and after the date of the present notice the said office will be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, P.Q., this tenth day of November, 1948.

23897 R. PINARD,
President.

Canada, Province de Québec, District de Québec.

TOURISTAIDE INC.

Avis est donné que "Touristaide Inc.", constitué en corporation par lettres patentes émises par le Lieutenant-gouverneur de la Province de Québec en date du 22 mars 1947, et ayant son bureau principal en la cité de Québec, district de Québec, a établi son bureau au N° 18 rue Ste-Anne, cité de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, P.Q., ce dixième jour de novembre 1948.

[Sceau]
23898-o Le Président,
R. PINARD.

Canada, Province of Quebec, District of Quebec.

TOURISTAIDE INC.

Notice is given that "Touristaide Inc.", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, under date the 22nd day of March, 1947, and having its head office in the city of Quebec, district of Quebec, has established its office at No. 18 Ste-Anne street, city of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Quebec, P.Q., this tenth day of November, 1948.

[Seal]
23898 R. PINARD,
President.

Soumissions

Tenders

Province de Québec

VILLE DE FARNHAM COMTÉ DE MISSISQUOI

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé jusqu'au 24 janvier 1949, à quatre heures de l'après-midi, pour l'achat d'obligation de la Ville de Farnham au montant de \$200,000. en série, vingt ans, datées du 15 novembre 1948, autorisées par le règlement numéro 361 deuxième série des règlements de la Ville de Farnham.

Province of Quebec

TOWN OF FARNHAM COUNTY OF MISSISQUOI

Public notice is hereby given that sealed tenders marked "Tender for bonds" will be received by the undersigned until January 24th 1949, at 4 o'clock p.m., for the purchase of bonds of the Town of Farnham totalling \$200,000., serial twenty years, dated November 15th 1948, authorized by By-law No. 361 second series of the By-laws of the Town of Farnham.

Les dites obligations porteront intérêts, au choix du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée, au taux soumis n'excédant pas 3½% et le taux offert peut être le même pour l'émission totale ou peut varier suivant l'échéance.

L'intérêt sera payable les 15 mai et 15 novembre de chaque année, suivant le tableau d'amortissements ci-dessous:

Tableau d'amortissement — \$200,000 — 20 ans

Année	Capital
15 novembre 1949	\$ 3,000.00
15 novembre 1950	3,000.00
15 novembre 1951	3,000.00
15 novembre 1952	3,000.00
15 novembre 1953	3,000.00
15 novembre 1954	3,000.00
15 novembre 1955	10,000.00
15 novembre 1956	10,000.00
15 novembre 1957	11,000.00
15 novembre 1958	11,500.00
15 novembre 1959	12,000.00
15 novembre 1960	12,500.00
15 novembre 1961	12,500.00
15 novembre 1962	13,000.00
15 novembre 1963	13,500.00
15 novembre 1964	14,000.00
15 novembre 1965	14,500.00
15 novembre 1966	15,000.00
15 novembre 1967	16,000.00
15 novembre 1968	16,500.00

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, à Montréal, Québec ou à Farnham. Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair, aux dates de l'échéance de l'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec 1941. Cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les dates les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque visé, égal à un pour cent (1%) du montant total de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou non l'intérêt couru.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du Conseil qui sera tenue le 24 janvier 1949, à l'hôtel de ville de Farnham, à sept heures et trente de l'après-midi ou aussitôt que le Conseil pourra le faire.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Farnham, ce 30 décembre 1948.

23925-o Le Secrétaire-trésorier,
JEAN E. DELISLE.

Province de Québec

CITÉ DE SHERBROOKE

Soumissions pour obligations

Avis public est, par les présentes, donné, que des soumissions écrites, cachetées et endossées: "Soumissions pour Obligations" seront reçues par le soussigné, jusqu'à cinq heures de l'après-midi, lundi, le 24 janvier 1949, pour l'achat d'obligations municipales de la Cité de Sherbrooke, au montant de \$440,000.00 émises sous l'autorité du règlement N° 694, pour payer le coût d'améliorations et achats d'équipement pour les services municipaux d'électricité et gaz. Les dites obligations seront datées du 1er décembre 1948 et seront remboursées en séries, du 1er décembre 1949 au

The said bonds will bear interest optionally at the submitted rates not exceeding 3½% and the rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturity. The interest will be payable on the 15th day of May and November of each year as follows:

Table of redemption — \$200,000 — 20 years

Year	Capital
November 15, 1949	\$ 3,000.00
November 15, 1950	3,000.00
November 15, 1951	3,000.00
November 15, 1952	3,000.00
November 15, 1953	3,000.00
November 15, 1954	3,000.00
November 15, 1955	10,000.00
November 15, 1956	10,000.00
November 15, 1957	11,000.00
November 15, 1958	11,500.00
November 15, 1959	12,000.00
November 15, 1960	12,500.00
November 15, 1961	12,500.00
November 15, 1962	13,000.00
November 15, 1963	13,000.00
November 15, 1964	14,000.00
November 15, 1965	14,500.00
November 15, 1966	15,000.00
November 15, 1967	16,000.00
November 15, 1968	16,500.00

Capital and interests are payable at the Bank mentioned in the loan procedure, in Montreal, in Quebec or in Farnham.

The said bonds may be redeemed by anticipation, at par, at any interest payment date, under authority of Chap. 212, of the R.S.Q., 1941. However, if said redemption be partial, it shall be in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan, and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on January 24th 1949, at 7.30 p.m., at the Town Hall or as soon thereafter as the Council can do so.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Farnham, December 30th, 1948.

23925-o JEAN E. DELISLE,
Secretary-Treasurer.

Province of Quebec

CITY OF SHERBROOKE

Tenders for Bonds

Public notice is hereby given, that written and sealed tenders endorsed: "Tender for Bonds" will be received by the undersigned, until five o'clock in the afternoon, on Monday, January 24th 1949, for the purchase of City of Sherbrooke bonds amounting to \$440,000.00, issued under authority of By-Law No. 694, to pay the cost of improvements and purchase of equipment for the municipal electricity and gas departments. The said bonds are dated December 1st 1948 and mature in series from December 1st 1949 to December 1st 1968

1er décembre 1968 inclusivement, selon le tableau ci-dessous: inclusively, as per the following schedule:

Déc. 1, 1949.....	\$13,000.00	December 1st, 1949.....	\$13,000.00
Déc. 1, 1950.....	14,000.00	December 1st, 1950.....	14,000.00
Déc. 1, 1951.....	15,000.00	December 1st, 1951.....	15,000.00
Déc. 1, 1952.....	16,000.00	December 1st, 1952.....	16,000.00
Déc. 1, 1953.....	17,000.00	December 1st, 1953.....	17,000.00
Déc. 1, 1954.....	18,000.00	December 1st, 1954.....	18,000.00
Déc. 1, 1955.....	19,000.00	December 1st, 1955.....	19,000.00
Déc. 1, 1956.....	20,000.00	December 1st, 1956.....	20,000.00
Déc. 1, 1957.....	21,000.00	December 1st, 1957.....	21,000.00
Déc. 1, 1958.....	22,000.00	December 1st, 1958.....	22,000.00
Déc. 1, 1959.....	23,000.00	December 1st, 1959.....	23,000.00
Déc. 1, 1960.....	24,000.00	December 1st, 1960.....	24,000.00
Déc. 1, 1961.....	25,000.00	December 1st, 1961.....	25,000.00
Déc. 1, 1962.....	26,000.00	December 1st, 1962.....	26,000.00
Déc. 1, 1963.....	27,000.00	December 1st, 1963.....	27,000.00
Déc. 1, 1964.....	28,000.00	December 1st, 1964.....	28,000.00
Déc. 1, 1965.....	28,000.00	December 1st, 1965.....	28,000.00
Déc. 1, 1966.....	28,000.00	December 1st, 1966.....	28,000.00
Déc. 1, 1967.....	28,000.00	December 1st, 1967.....	28,000.00
Déc. 1, 1968.....	28,000.00	December 1st, 1968.....	28,000.00
	440,000.00		\$440,000.00

Les dites obligations portent intérêt au taux de 3% par an, payable le premier jour des mois de juin et décembre de chaque année. Le capital et les intérêts sont payables au choix du porteur, à Sherbrooke, Québec ou Montréal. Les dites obligations pourront être enregistrées gratuitement, quant au capital, au bureau du soussigné, et la livraison des titres sera faite dans les trois semaines suivant l'adjudication.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toutes échéances d'intérêts. Cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté fait à l'ordre de la Cité de Sherbrooke, égal à 1% du montant total de l'émission, et devra spécifier si le prix offert comprend ou non les intérêts accrus.

Les soumissions seront prises en considération à une séance du Conseil spécialement convoquée à cette fin, lundi le 24 janvier 1949, à huit heures du soir, dans la salle des délibérations du Conseil, à l'hôtel-de-ville, ou aux ajournements de la dite séance spéciale.

La Cité de Sherbrooke ne s'engage pas à accepter la plus élevée ni aucune des soumissions.

Donné à Sherbrooke, ce troisième jour de janvier, 1949.

23926-o Le Greffier,
ANT. DESLAURIERS.

Said bonds bearing interest at the rate of 3% payable semi-annually on the first day of June and December of each year. Capital and interest payable at the holder's option at Sherbrooke, Quebec and Montreal. Said bonds may be registered, free of charge, as to capital, at the office of the undersigned and the bonds will be delivered within three weeks following the acceptance of the tender.

The said bonds are, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec 1941, subject to be redeemed by anticipation in whole or in part, at par, at any interest maturity date. However, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque payable to the order of the City of Sherbrooke, equal to 1% of the total amount of the issue and must specify if the price offered includes or does not include accrued interest.

Tenders will be considered at a special meeting of the Council to be held on Monday, January 24th, 1949, at 8.00 o'clock p.m., in the Council Room, at the City Hall, or at the adjournments of the said special meeting.

The City of Sherbrooke does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Given at Sherbrooke, this 3rd day of January, 1949.

23926-o ANT. DESLAURIERS,
City Clerk.

Vente — Loi de faillite

LOI DE FAILLITE

AVIS DE VENTE

Province de Québec, District de Montréal
N° 72 (1948)

Dans l'affaire de MARCEL CHARRON et ARMAND LEBLANC, manufacturiers de portes et châssis, tous deux faisant affaires sous les nom et raison sociales de CHARRON & LEBLANC à Ste-Thérèse de Blainville, débiteurs.

Avis est par les présentes donné que MERCREDI, le 9 FEVRIER 1949, à ONZE heures

Sale — Bankruptcy Act

BANKRUPTCY ACT

NOTICE OF SALE

Province of Quebec, District of Montreal
No. 72 (1948)

In the matter of MARCEL CHARRON and ARMAND LEBLANC, manufacturers of doors and sashes, both carrying on business under the firm name of "CHARRON & LEBLANC" at Ste-Thérèse de Blainville, Debtors.

Notice is hereby given that on WEDNESDAY the NINTH day of FEBRUARY, 1949, at

de l'avant-midi, sera vendu par encan public, à la porte de l'église paroissiale, à Ste-Thérèse, l'immeuble suivant, savoir:

DÉSIGNATION

"Un emplacement situé sur la rue St-Jean-Baptiste, dans la ville de Ste-Thérèse, faisant partie du numéro deux cent soixante-deux (Pt-262) des plan et livre de renvoi officiels dudit village de Ste-Thérèse, contenant cette partie environ cent cinquante pieds de largeur sur la rue St-Jean-Baptiste sur cent pieds de profondeur, mesure anglaise et renfermée dans les limites suivantes: bornée vers l'est par la dite rue St-Jean-Baptiste; en arrière, vers l'ouest, par les emplacements de la rue Virginie; d'un côté vers le sud, par William Picard ou représentants et de l'autre côté vers le Nord par le résidu dudit emplacement N° 262, avec les bâtisses dessus construites et les machineries servant à l'exploitation de la manufacture de portes et chassis érigée sur le dit emplacement;

Tel que le tout se trouve actuellement avec toutes les servitudes actives et passives apparentes ou occultes attachées au dit immeuble."

Cette vente est faite suivant les dispositions de l'article 45 de la loi de faillite, ainsi que des dispositions du Code civil de manière à donner à ladite vente l'effet du décret.

Conditions: comptant.

Pour autres conditions, informations et cahier des charges, s'adresser au syndic soussigné.

Le Syndic,

Bureau de: **CLAUDE PERRAS.**
PERRAS & PERRAS, syndics-licenciés,
4 rue Notre-Dame, Montréal.
23899-1-2-o

ELEVEN o'clock in the forenoon, the following immovable will be sold by public auction, at the parochial church door of Ste-Thérèse, to wit:

DESCRIPTION

An emplacement situate on St-Jean-Baptiste street, in the town of Ste-Thérèse, forming part of number two hundred and sixty-two (Pt-262) on the official plan and in the book of reference for the said village of Ste-Thérèse, the said part measuring about one hundred and fifty feet in width on St-Jean Baptiste street by one hundred feet in depth, English measure, and enclosed within the following boundaries: bounded on the east by said St-Jean-Baptiste street; in rear, towards the west, by the emplacements of Virginie street; on one side to the south, by William Picard of representatives, and on the other side to the North by the residue of said emplacement No. 262 — with the buildings thereon erected and the machinery used in operating the sash and door factory erected on the said emplacement.

As the whole presently subsists with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

The said sale is made pursuant to the provisions of section 45 of the Bankruptcy Act, as well as the provisions of the Civil code so as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale.

Conditions: cash.

For other conditions, information and list of charges apply to the undersigned trustees.

Office of: **CLAUDE PERRAS,**
PERRAS & PERRAS, Licensed Trustees,
4 Notre-Dame Street East, Montreal.
23899-1-2

VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

ABITIBI

Province de Québec, District d'Abitibi, Cour Supérieure, N° 7626 } **BORAH C L E M A N,** marchand de La Sarre district d'Abitibi, y faisant affaire autrefois sous les nom et raison sociale de "CLEMAN BROS" actuellement rentier de la cité d'Outremont, district de Montréal, demandeur, vs **JULES COUTU** autrefois de La Sarre, district d'Abitibi, actuellement à Ralphton, Province d'Ontario, défendeur.

Le lot de terre connu et désigné comme étant le lot N° trente sept (37) du rang quatre (4) du cadastre officiel pour le canton de La Sarre, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de La Sarre le **MARDI 15 FÉVRIER 1949** à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
FERDINAND GERVAIS.

Bureau du Shérif,
Amos, 30 décembre 1948. 23900-1-2-o
[Première insertion, 8 janvier 1949]

SHERIFF'S SALE

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

ABITIBI

Province of Quebec, District of Abitibi, Superior Court, No. 7626 } **BORAH C L E M A N,** merchant of La Sarre, district of Abitibi, heretofore carrying on business there under the firm name and style of "CLEMAN BROS", actually an annuitant of the city of Outremont, district of Montreal, plaintiff; vs **JULES COUTU,** heretofore of La Sarre, district of Abitibi, actually of Ralphton, Province of Ontario, defendant.

The lot of land known and designated as being lot number thirty-seven (37 of range four (4) of the official cadastre for the township of La Sarre, with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the parochial church door of La Sarre, on **TUESDAY the FIFTEENTH of FEBRUARY, 1949,** at TEN o'clock in the forenoon.

FERDINAND GERVAIS,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Amos, December 30, 1948. 23900-1-2
[First insertion, January 8, 1949]

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure, district d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: { **RENÉ DESMARAIS**,
N° 5165 { manufacturier et
commerçant de la Ville de Pointe-aux-Trembles,
comté de Laval, district de Montréal, tant per-
sonnellement que comme chef de la communauté
existant entre lui et son épouse, Dame Annette
Lauzé, demandeur, vs **JOSEPH NEVEU**, de
St-Eugène de Grantham, comté de Drummond,
district d'Arthabaska, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1° Un terrain connu et désigné aux plan et livre
de renvoi officiels pour le canton de Grantham,
comté de Drummond, comme étant le lot numéro
quatorze cent dix neuf (N° 1419).

2° Un terrain connu et désigné aux plan et
livre de renvoi officiels pour le canton de Gran-
tham, comté de Drummond, comme étant partie
du lot numéro douze cent vingt sept (N° 1227),
de la contenance d'un arpent de largeur par la
profondeur de la concession, borné en front par
le chemin public, du côté nord-ouest par Louis
Mélançon, en profondeur au nord-est par le che-
min du onzième rang et du côté sud-est par le
terrain de Omer Duguay (Ptie. 127-Grantham)

Pour être vendus à la porte de l'église de la
paroisse de St-Eugène de Grantham, comté de
Drummond, le HUITIEME jour de FEVRIER
1949, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
MAURICE MAHEU.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Arthabaska, 30 décembre 1948 23901-1-2-o
[Première insertion, 8 janvier 1949]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure, District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: { **LUCIEN PAYEUR**, cultiva-
à savoir: { teur, St-Jacques de Leeds,
N° 5527 { comté de Mégantic, demandeur,
vs **ALBERT HAMEL**, du même lieu, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

1. Une terre mesurant dix arpents de largeur
sur la profondeur du rang, deux cents acres, le
tout plus ou moins connue et désignée comme
étant la demie nord-est du lot numéro quinze
($\frac{1}{2}$ N.E. de 15) et le lot numéro seize B (16 B)
des plan et livre de renvoi officiels du cadastre
pour le onzième rang du canton de Leeds, comté
de Mégantic avec bâtisses circonstances et dé-
pendances.

2. Une terre contenant cent douze acres en su-
perficie, plus ou moins, connue au cadastre offi-
ciel du canton de Leeds, comté de Mégantic,
comme étant les numéros douze-B, douze-C et
treize-A (Nos 12B-12C et 13A) du dixième rang.

3. Un autre terrain contenant vingt sept acres
en superficie, plus ou moins, connu au cadastre
officiel du canton de Leeds, comme étant la partie
nord-est du lot numéro douze-A (Pt. N-E N°
12A) du dixième rang, borné d'un bout au nord-
ouest par le lot N° 12B, à l'autre bout au sud-est
au cordon entre les rangs 10 et 11, d'un côté au
nord-est au lot 12C, du même rang, et de l'autre
côté au sud-ouest au résidu du dit lot N° 12A,
appartenant à Charles Robertson, avec toutes
bâtisses érigées sur ces terrains, circonstances et
dépendances.

ARTHABASKA

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court, District of Arthabaska

Arthabaska, to wit: { **RENÉ DESMARAIS**,
No. 5165 { manufacturer and mer-
chant of the Town of Pointe-aux-Trembles,
county of Laval, district of Montreal, both
personally and as chief of the community exist-
ing between him and his wife, Dame Annette
Lauzé, plaintiff; vs **JOSEPH NEVEU**, of St-
Eugène de Grantham, county of Drummond,
district of Arthabaska, defendant.

As belonging to the defendant:

1. A lot of land known and designated on the
official plan and in the book of reference for the
township of Grantham, county of Drummond,
as being lot number fourteen hundred and nine-
teen (1419).

2. A lot of land known and designated on the
official plan and in the book of reference for the
township of Grantham, county of Drummond,
as being part of lot number twelve hundred and
twenty seven (1227), measuring one arpent in
width by the depth of the concession, bounded
in front by the public road, on the northwest
side by Louis Mélançon, in depth to the north-
east by the eleventh range road and on the south-
east side by the land of Omer Duguay (Part 127-
Grantham).

To be sold, at the church door of the parish
of St-Eugène de Grantham, county of Drum-
mond, on the EIGHTH day of FEBRUARY,
1949, at TWO o'clock in the afternoon.

MAURICE MAHEU,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House,
Arthabaska, December 30, 1948. 23901-1-2
[First insertion, January 8, 1949]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: { **LUCIEN PAYEUR**, farmer, of
to wit: { St-Jacques de Leeds, county
No. 5527 { of Mégantic, plaintiff; vs **AL-**
BERT HAMEL, of the same place, defendant.

As belonging to the defendant:

1. A farm measuring ten arpents in width by
the depth of the range, two hundred acres, the
whole more or less, known and designated as
being the northeast half of lot number fifteen
(N.E. $\frac{1}{2}$ of 15), and lot number sixteen B (16-B)
of the official cadastral plan and book of reference
for the eleventh range of the township of Leeds,
county of Mégantic — with buildings, circum-
stances and dependencies.

2. A farm containing one hundred and twelve
acres in superficial area, more or less, known on
the official cadastre for the township of Leeds,
county of Mégantic, as being lots numbers
twelve-B, twelve-C and thirteen-A (Nos. 12B-
12-C and 13-A) of the tenth range.

3. Another lot of land containing twenty-seven
acres in superficial area, more or less, known on
the official cadastre for the township of Leeds,
as being the northeast part of lot number
twelve-A (N.E. Pt. No. 12A) of the tenth range
bounded at one end, to the northwest, by lot No.
12B, at the other end to the southeast by the
"cordon" between ranges 10 and 11, on one side
to the northeast by lot 12C of the same range, and
on the other side to the southwest by the residue
of said lot No. 12A, belonging to Charles Robert-
son — with all the buildings erected on the said
lots of land, circumstances and dependencies.

4. Une certaine étendue de terrain étant la partie située au sud du lot numéro un-A (no 1-A) dans le septième rang, du canton de Leeds, comté de Mégantic, et contenant tout le terrain qui se trouve entre les bornes suivantes: au sud aux terres du huitième rang, au nord, au résidu du dit lot N° 1A qui reste la propriété du vendeur (Napoléon Brochu), soit à la clôture qui sépare le terrain en culture avec le bois, d'un côté au nord-est, au vendeur (Napoléon Brochu) et au sud-ouest à la terre de Dominique Lapointe. Avec droit de passage sur le résidu du dit lot, pour communiquer du chemin public au terrain vendu.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Jacques de Leeds, comté de Mégantic, le DIX-HUITIÈME jour de JANVIER 1949, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, MAURICE MAHEU.
Arthabaska, 14 décembre 1948.
[Première insertion, 18 décembre 1948]
23744-51-2-o

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis

Cour de Magistrat, District de Gaspé

N° 6173. { **RENE AGNESI & MARO AGNESI**, faisant affaires sous les nom et raison sociale de "THE R. AGNESI CO. REG'D", marchands de Douglastown, comté et district de Gaspé, demandeurs, vs **J. ROBERT LANGE LIER SHOE MANUFACTURING CO. LTD.**, un corps incorporé et politique ayant sa principale place d'affaires dans le village de Gaspé, dans les comté et district susdits, défenderesse.

Une propriété mesurant 40 pieds de largeur par 140 pieds de profondeur et bornée au nord par la propriété de Laurent Chrétien, au sud par la propriété de Paul Blanchette, à l'est par le chemin du sanatorium et à l'ouest par les Ursulines de Gaspé.

Pour être vendue à la porte de l'église du village de Gaspé, JEUDI, le DIX FÉVRIER 1949, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, M. J. FURLONG.
Percé, P.Q., 30 décembre 1948. 23902-1-2
[Première insertion, 8 janvier 1949]

Fieri Facias De Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District de Rimouski

N° 8291. { **D. BOUCHARD LIMITEE**, corps politique incorporé suivant la loi son principal établissement et bureau d'affaires à Ste-Anne des Monts, district de Gaspé, demanderesse vs **NIL DION**, de l'endroit appelé Rivière-à-Marthe, district de Gaspé.

"Une parcelle de terrains avec maison construite dessus, circonstances et dépendances, ayant environ 200 pieds de front, par 200 pieds de profondeur, étant partie du lot numéro quarante-deux B (42-B) au cadastre officiel du premier rang du canton Christie, borné à l'est par Octave A. Vallée, au sud, par Jean-Louis Gasse, à l'ouest par Gérard Gagnon, au nord de la route nationale."

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Ste-Marthe, comté de Gaspé, MERCREDI le SEIZE FÉVRIER 1949 à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du shérif, M. J. FURLONG.
Percé, P.Q. le 3 janvier 1949. 23922-1-2-o
[Première insertion, 8 janvier 1949]

4. A certain tract of land being the part situate south of lot number one-A (No. 1-A), in the seventh range, of the township of Leeds, county of Mégantic, and containing all the land which lies within the following boundaries: on the south by the lands of the eighth range, on the north by the residue of said lot No. 1A, which remains the property of the vendor (Napoléon Brochu), namely at the fence which separates the land under cultivation from the woods, on one side to the northeast, by the vendor (Napoléon Brochu), and on the southwest by the land of Dominique Lapointe. With right of way over the residue of the said lot, to communicate from the public road to the land sold.

To be sold at the church door of the parish of St-Jacques de Leeds, county of Mégantic, on the EIGHTEENTH day of JANUARY, 1949, at TWO o'clock in the afternoon.

MAURICE MAHEU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Arthabaska, December 14, 1948.
[First insertion, December 18, 1948]
23744-51-2

GASPÉ

Fieri Facias de Bonis

Magistrate's Court, District of Gaspé

No. 6173 { **RENE AGNESI & MARO AGNESI**, SI, doing business under the name and style of "THE R. AGNESI CO. REG'D", merchants of Douglastown, county and district of Gaspé, plaintiffs, vs **J. ROBERT LANGE LIER SHOE MANUFACTURING CO. LTD.**, a body corporate and politic, having its chief place of business at the village of Gaspé, county and district aforesaid, defendant.

Property admeasuring 40 ft. in width by 140 ft. in depth and is bounded on the north by the property of Laurent Chrétien, on the south by the property of Paul Blanchette, on the east by the Sanatorium road and on the west by the Ursulines of Gaspé.

To be sold at the church door in the village of Gaspé on THURSDAY the TENTH of FEBRUARY, 1949, at TEN o'clock in the forenoon.

M. J. FURLONG,
Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, P.Q., December 30, 1948. 23902-1-2-o
[First insertion, January 8, 1949]

Fieri Facias De Bonis et De Terris

Superior Court — District of Rimouski

No. 8291. { **D. BOUCHARD LIMITEE**, a body politic and corporate, duly incorporated according to law, with its head office at Ste-Anne des Monts, district of Gaspé, plaintiff; vs **NIL DION**, of the place called Rivière-à-Marthe, district of Gaspé.

A parcel of land with house thereon erected, circumstances and dependencies, measuring about 200 feet in front, by 200 feet in depth, being a part of lot number forty-two-B (42-B) on the official cadastre for the first range of the township Christie, bounded on the east by Octave A. Vallée, on the south by Jean Louis Gasse, on the west Gérard Gagnon, on the north by the King's Highway.

To be sold at the church door of the parish of Ste-Marthe, county of Gaspé, on WEDNESDAY, the SIXTEENTH day of FEBRUARY, 1949, at TEN o'clock in the forenoon.

M. J. FURLONG,
Sheriff's Office, Sheriff.
Percé, P.Q., January 3, 1949. 23922-1-2
[First insertion, January 8, 1949]

Fieri Facias De Bonis et De Terris
Cour Supérieure — District de Rimouski

N° 10313. { **MAGASIN GÉNÉRAL LIMITEE**, une corporation ayant son siège social dans le village de Cap-Chat District de Gaspé. Demanderesse Vs **THOMAS LAFONTAINE**, de l'endroit appelé St-Bernard des Lacs, District de Gaspé, Défendeur.

Une maison et autres bâtisses, les impenses améliorations, défrichements situés sur les lots huit (8) du rang C, canton Cap-Chat, et numéro huit (8) du rang H, Canton Cap Chat, et les droits de préemption sur les dits lots.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de St-Bernard des Lacs, comté de Gaspé, **SAMEDI le DOUZE de FÉVRIER 1949 à DEUX heures de l'après-midi.**

Bureau du shérif, M. J. FURLONG.
Percé, P. Q. 31 décembre 1948. 23923-1-2-o
[Première insertion, 8 janvier 1949]

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Rimouski

No. 10313 { **MAGASIN GÉNÉRAL LIMITEE**, a corporation having its head office in the village of Cap-Chat, district of Gaspé, plaintiff; vs **THOMAS LAFONTAINE**, of the place called St-Bernard des Lacs, district of Gaspé, defendant.

A house and other buildings, upkeep, improvements, clearing, situate on lots eight (8) of range C, township Cap-Chat, and number eight (8) of range H, township Cap Chat, and the rights of preemption on said lots.

To be sold, at the church door of the parish of St-Bernard des Lacs, county of Gaspé, on **SATURDAY, the TWELFTH of FEBRUARY, 1949, at TWO o'clock in the afternoon.**

Sheriff's Office, M. J. FURLONG, Sheriff.
Percé, P.Q., December 31, 1948. 23923-1-2
[First insertion, January 8, 1949]

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure—District d'Iberville

Saint-Jean, à savoir: { **EUGENE LALUMIERE**, N° 5973. **RE**, de la ville et du district d'Iberville, demandeur; vs **GASTON P. DE BEAUJOUR**, de la ville et du district d'Iberville, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur.

Un morceau de terrain situé en la ville d'Iberville étant partie du lot N° 118 du cadastre officiel de la ville d'Iberville mesurant à sa devanture 62 pieds de largeur jusqu'à la profondeur de 117 pieds; et de là une largeur de 40 pieds sur une profondeur en allant vers le sud de 286 pieds, le tout mesure anglaise plus ou moins, borné au nord par la 8e Avenue, à l'est par la succession A. Thuot et partie du terrain de M. Charles De Beaujour, au sud à la partie du lot N° 118 de M. Caillyer et à l'ouest aux parties ldu lot N° 118 de Mme Génier, de M. Bouthillier, Michel Benoît et le prolongement de la 7e Avenue.

MOINS:

Un terrain situé dans la ville d'Iberville mesurant 40 pieds anglais de largeur de l'est à l'ouest, sur 85 pieds anglais de profondeur du nord au sud, connu et désigné comme étant une partie du lot N° 118 du cadastre officiel de la ville d'Iberville, borné en front au nord et au sud par une partie dudit lot appartenant à Gaston De Beaujour et à Dame Charles De Beaujour, d'un côté à l'ouest par une partie du même lot appartenant à M. Bouthillier, et de l'autre côté à l'est par une ruelle de 10 pieds anglais de largeur étant une partie du même lot et séparant cet immeuble du lot N° 117 de la succession Thuot.

MOINS:

Un lot de terre situé dans la ville d'Iberville, faisant partie du lot N° 118 du cadastre de la ville d'Iberville, mesurant 50 pieds anglais de largeur et 114 pieds anglais de profondeur et borné vers le nord par la 8e Avenue vers l'est par la partie du lot N° 118 appartenant à Gaston De Beaujour et Madame Charles De Beaujour, mesurant 12 pieds anglais de largeur vers le sud par une partie du lot N° 118 de M. et Mme Larochelle, et vers l'ouest par partie du lot N° 118 de M. Michel Benoît.

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Iberville

Saint John's, to wit: { **EUGENE LALUMIERE**, No. 5973. **RE**, of the town and district of Iberville, plaintiff; vs **GASTON P. DE BEAUJOUR**, of the town and district of Iberville, defendant.

As belonging to the said defendant:

A parcel of land situate in the town of Iberville, being part of lot No. 118 of the official cadastre for the town of Iberville, measuring in front 62 feet in width up to the depth of 117 feet and thence a width of 40 feet on a depth running southward 286 feet, the whole English measure, more or less, bounded on the north by 8th avenue, on the east by the Estate A. Thuot and partly by the land of Mr. Charles De Beaujour, on the south by the part of lot No. 118 of Mr. Caillyer and on the west by the parts of lot No. 118 of Mme Génier, Mr. Bouthillier, Michel Benoît and the prolongation of 7th Avenue.

LESS:

A lot of land situate in the Town of Iberville, measuring 40 feet, English measure, in width from east to west, by 85 feet, English measure, in depth from north to south, known and designated as being a part of lot No. 118 of the official cadastre for the Town of Iberville, bounded in front on the north and on the south by a part of said lot belonging to Gaston De Beaujour and Dame Charles De Beaujour, on one side to the west by a part of the same lot belonging to Mr. Bouthillier and on the other side to the east by a lane 10 feet wide, English measure, being a part of the same lot and separating the said immovable from lot No. 117 of the Thuot Estate.

LESS:

A lot of land situate in the Town of Iberville, forming part of lot No. 118 of the cadastre for the Town of Iberville, measuring 50 feet, English measure, in width and 114 feet, English measure, in depth, and bounded on the north by 8th Avenue, on the east by the part of lot No. 118 belonging to Gaston De Beaujour and Madame Charles De Beaujour, measuring 12 feet, English measure, in width on the south by a part of lot No. 118 of Mr and Mme Larochelle, and on the west by a part of lot No. 118 of Mr. Michel Benoît.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Athanase d'Iberville le DIX-NEUVIÈME jour de JANVIER, 1949, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ADÉLARD FORGET.
Saint-Jean, le 14 décembre, 1948. 23726-51-2-o
[Première insertion, le 18 décembre, 1948]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure—District de Montréal

Montréal, à savoir: { SHEINERS Incorporated,
N° 266132 } Ed, demanderesse, vs J.
ALCIDE BÉLANGER, défendeur.

Les subdivisions quarante-quatre, quarante-cinq et quarante-six du lot originaire numéro soixante-seize (76-44-45 et 46) au plan et livre de renvoi officiels de la paroisse du Sault au Récollet, avec toutes les bâtisses dessus érigées y compris celle portant le numéro civique 11491 avenue Paris, dans la ville de Montréal-Nord.

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT JANVIER 1949, à DIX heures du matin.

Un dépôt de \$283.00 sera exigé de tout offrand et enchérisseur, suivant jugement de l'Honorable Juge A. Demers, en date du 13 décembre 1948.

Le Shérif,
L. P. CAISSE.
Bureau du shérif,
Montréal, 15 décembre 1948 23746-51-2
[Première insertion, 18 décembre 1948]

Fieri Facias de Bonis et de Terris C.S. District de Montréal

Montréal, à savoir: { ARTHUR HETU, de-
N° 266709 } mandeur, vs MAR-
CEL TREMPE, défendeur.

Un immeuble situé dans la cité de Montréal, étant la moitié sud-est du lot de terre désigné sous le numéro deux cent trente-deux de la subdivision du lot numéro quatorze (14-232) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé d'Hochelaga, laquelle moitié sud-est de lot contient vingt-cinq pieds de largeur sur cent quinze pieds de profondeur mesure anglaise et plus ou moins, bornée en front par l'avenue Pie IX, en arrière par une ruelle connue sous le numéro 14-244 de la dite subdivision, d'un côté au sud-est par le lot numéro deux cent trente-et-un de la dite subdivision et de l'autre côté au nord-ouest par le résidu dudit lot numéro deux cent trente-deux, avec les bâtisses y érigées portant le no. civique 1844 de l'Avenue Pie IX et y compris la mitoyenneté des murs et solage, nord-ouest des dites bâtisses et aussi l'usage de ladite ruelle ainsi que dans les autres ruelles y aboutissant et donnant accès à l'avenue Jeanne d'Arc, toutes les garnitures électriques qui sont fixées dans les dites bâtisses et qui appartiennent à la propriété sont comprises dans la présente vente. Ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le 20 JANVIER 1949, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
L. P. CAISSE.
Bureau du Shérif,
Montréal 15 décembre 1948. 23745-51-2-o
[Première insertion, 18 décembre 1948]

To be sold at the church door of the parish of Saint-Athanase d'Iberville, on the NINE-TEENTH day of JANUARY, 1949, at ELEVEN o'clock of the forenoon.

ADÉLARD FORGET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint John's, December 14, 1948. 23726-51-2
[First insertion, December 18, 1948]

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court—District of Montreal

Montreal, to wit: { SHEINERS Incorporated,,
No. 266132 } plaintiff, vs J. ALCIDE
BÉLANGER, defendant.

Subdivisions forty-four, forty-five and forty-six of original lot number seventy-six (76-44-45 and 46) on the official plan and book of reference of the Parish of Sault au Récollet, with all the buildings thereon erected including that bearing civic number 11491 Paris Avenue, in the ville de Montreal North.

To be sold, at my office, in the City of Montreal, on the 20th of JANUARY 1949, at TEN o'clock in the forenoon.

A deposit of \$283.00, shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the hon. Justice A. Demers, dated December 13th., 1948.

L. P. CAISSE,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Montreal, December 15th., 1948 23746-51-2-o
[First insertion, December 18, 1948]

Fieri Facias de Bonis et de Terris C.S. District of Montreal

Montreal, to wit: { ARTHUR HETU, plain-
No. 266709 } tiff; vs MARCEL
TREMPE, defendant.

An immovable situate in the city of Montreal, being the southeast half of the lot of land described as number two hundred and thirty-two of the subdivision of lot number fourteen (14-232) on the official plan and in the book of reference for the incorporated village of Hochelaga, the southeast half of lot measures twenty-five feet in width by one hundred and fifteen feet in depth, English measure and more or less, bounded in front by Pie IX Avenue, in rear by a lane known as No. 14-244 of the said subdivision, on one side to the southeast by lot number two hundred and thirty-one of the said subdivision and on the other side to the north or east by the residue of said lot number two hundred and thirty-two — with the buildings thereon erected bearing civic No. 1844 of Pie IX Avenue and including the "mitoyenneté" of walls and foundation, north-west of the said buildings and also the use of the said lane as well as in the other lanes abutting the same and giving access to Jeanne d'Arc Avenue, all the electric fixtures installed in the said buildings and which belong to the property are included in the present sale. As the whole presently subsists, with the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immovable.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTIETH of JANUARY, 1949, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

L. P. CAISSE,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Montreal, December 15, 1948. 23745-51-2
[First insertion, December 18, 1948]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure—District de Montréal

Montréal, à savoir: **THE MANUFACTURERS LIFE INSURANCE CO.**, demanderesse, vs Dame **EUSTELLE LEPAILLEUR**, épouse séparée de biens de Jean Venditti et ce dernier aux fins d'autoriser sa dite épouse, défenderesse.

Un emplacement situé dans la ville St-Laurent, près de Montréal, au coin des rues Leduc et Decelles, connu et décrit comme étant les subdivisions numéros trois cent quarante-trois, trois-cent quarante-quatre, trois cent quarante-cinq et et trois cent quarante-six du lot originaire numéro quatre cent soixante-neuf (469-343, 344, 345 et 346) aux plan et livre de renvoi de la paroisse de St-Laurent; avec les bâtisses dessus érigées, en voie de construction, portant le numéro civique 286 de ladite rue Decelles, sans exception ou réserve.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT JANVIER 1949, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de \$1,000.00 sera exigé de tout offrant et enchérisseur, suivant jugement de l'Honorable Juge Caron, en date du 26 novembre 1948.

Le Shérif,

L.P. CAISSE.

Bureau du Shérif,
Montréal, 15 décembre 1948. 23747-51-2
[Première insertion, 18 décembre 1948]

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court—District of Montreal

Montreal, to wit: **THE MANUFACTURERS LIFE INSURANCE CO.**, plaintiff, vs Dame **EUSTELLE LEPAILLEUR**, wife separate as to property of Jean Venditti, and the latter for the purposes of authorizing his said wife, defendant.

An emplacement situated in the town of St. Laurent, near Montreal, corner of Leduc and Decelles streets, known and described as subdivisions numbers three hundred and forty-three, three hundred and forty-four, three hundred and forty-five, and three hundred and forty-six of the original lot number four hundred and sixty-nine (469-343, 344, 345 and 346) upon the plan and book of reference of the parish of St. Laurent, with buildings thereon erected, in course of erection, bearing civic number 286 in said Decelles street, without exception or reserve.

To be sold at my office in the city of Montreal, on the 20th day of JANUARY 1949, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of \$1,000.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Caron, dated November 26th 1948.

L. P. CAISSE,

Sheriff.

Sheriff's Office,
Montreal, December 15th, 1948. 23747-51-2o
[First insertion, December 18, 1948]

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: **P. L. LORTIE LTÉE.**, N° 55-736 { **P.** corps politique et incorporé ayant sa principale place d'affaires en la Cité de Québec, contre **GÉRARD THOMASSIN**, de la Cité de Québec, faisant affaires seul sous le nom et raison sociale de "ST. LOUIS SERVICE STATION ENRG.", laquelle société n'est pas enregistrée suivant la loi, à savoir:

La partie sud de la subdivision N° 186 (cent quatre-vingt-six) du lot N° 203 (deux cent trois) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Colomb de Sillery, comté de Québec, mesurant 27 pieds de front sur 80 pieds de profondeur, et la subdivision N° 187 (cent quatre-vingt-sept) du lot N° 203 (deux cent trois) du même cadastre, mesurant 31 pieds de front sur l'avenue Marguerite-Bourgeois et 12 pieds de front en arrière sur 80 pieds de profondeur, étant un emplacement situé sur l'avenue Marguerite-Bourgeois, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances. Avec droit de passage à pied et en voiture à perpétuité dans les ruelles connues sous les subdivisions Nos 169, 188 et 190 du susdit lot N° 203.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de St-Charles Garnier, comté de Québec, le VINGT-NEUVIEME jour de JANVIER prochain (1949), à DIX heures du matin.

Le Shérif,
AIMÉ DION.

Bureau du Shérif,
Québec, 21 décembre 1948. 23797-52-2-o
[Première insertion: 24 décembre 1948]
[Seconde insertion: 8 janvier 1949.]

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: **P. L. LORTIE LTÉE.**, a No. 55-736 { **P.** body politic and corporate having its head office in the City of Quebec; against **GÉRARD THOMASSIN**, of the City of Quebec, carrying on business alone under the firm name and style of "ST. LOUIS SERVICE STATION ENRG.", the said firm not being registered according to law, to wit:

The south part of subdivision No. 186 (one hundred and eighty-six) of lot No. 203 (two hundred and three) of the official cadastre for the parish of St-Colomb of Sillery, county of Quebec, measuring 27 feet in front by 80 feet in depth, and subdivision No. 187 (one hundred and eighty seven) of lot No. 203 (two hundred and three) of the same cadastre, measuring 31 feet in front on Marguerite-Bourgeois Avenue, and 12 feet in width in rear by 80 feet in depth, being an emplacement situate on Marguerite-Bourgeois Avenue—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies. With right of way on foot and with vehicle, in perpetuity, in the lanes known as subdivisions Nos. 169, 188 and 190 of the aforesaid lot No. 203.

To be sold, at the parochial church door of St-Charles Garnier, county of Quebec, on the TWENTY-NINTH day of JANUARY next (1949), at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, December 21, 1948. 23797-52-2
[First insertion: December 24, 1948]
[Second insertion: January 8, 1949]

Fieri Facias

Québec, à savoir: **J. ERNEST JOLICOEUR**, N° 53-884. { **J.** agent d'assurance, de la Cité de Québec, contre Dame **EVELYNE THIFFAULT**, épouse séparée de

Fieri Facias

Quebec, to wit: **J. ERNEST JOLICOEUR**, No. 53-884. { **J.** insurance agent of the City of Quebec; against Dame **EVELYNE THIFFAULT**, wife separate as to

biens de L. A. Moreau, et ledit L. A. Moreau, pour autoriser et assister sadite épouse, à savoir:

"La subdivision N° 77 (soixante-dix-sept) du lot N° 23 (vingt-trois) du cadastre officiel pour la paroisse de Notre-Dame de Québec, banlieue, maintenant quartier Montcalm, de la cité de Québec, contenant 28.8 pieds de largeur sur 55 pieds de profondeur, mesure anglaise, et la subdivision N° 76 (soixante-seize) du lot N° 23 (vingt-trois) du même cadastre, contenant 6.3 pieds de largeur, sur 55 pieds de profondeur, mesure anglaise, étant un emplacement situé sur la rue Dolbeau, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances."

Pour être vendues à mon bureau, en la cité de Québec, le ONZIEME jour de FÉVRIER prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
AIME DION.
Bureau du Shérif,
Québec, 4 janvier 1949. 23924-1-4-o
[Première insertion: 8 janvier 1949]
[Seconde insertion: 22 janvier 1949]

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure, } DOLORES DUPRÉ, fille
N° 11,069. } majeure, de St-Aimé,
district de Richelieu, demanderesse, vs MICHEL
LAPLANTE, de Gilbertville Mass., E.-U., et
al., défendeurs.

L'Immeuble ci-après décrit qui est en la possession des défendeurs:

"Un immeuble situé en la paroisse de St-Aimé, district de Richelieu, connu et désigné au cadastre officiel de ladite paroisse comme étant le lot numéro trois cent quatre-vingt-onze (N° 391), avec bâtisses y érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église de Massueville, JEUDI, le 20 JANVIER 1949, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
R. PAQUIN.
Bureau du Shérif,
Sorel, le 15 décembre 1948. 23748-51-2-o
[Première insertion, 18 décembre 1948]

RIMOUSKI

Cour Supérieure

Canada, } DAME ALMA ST-GE-
Province de Québec, } LAIS, épouse sé-
District de Rimouski, } parée de biens de Ray-
N° 10158. } mond Tremblay, de Ra-
gueneau, district de Saguenay et y faisant affaires
sous les nom et raison sociale de Raymond Trem-
blay, Enr'd, demanderesse, vs ERNEST HO-
VINGTON, de Ragueneau, district de Saguenay,
défendeur.

Le lot N° 44, rang un (rg 1) du canton Ragueneau, borné au nord au rang deux (rg 2), à l'est au lot N° 43, à l'ouest au lot N° 45, au sud à la mer, avec bâtisses ci-dessus construites, circonstances et dépendances, les impenses, améliorations, défrichements et tous les droits de préemption sur le dit lot.

Pour être vendu à la porte de l'église de Ragueneau, district de Saguenay, LUNDI, le 14 FÉVRIER 1949, à UNE heure de l'après-midi.

Le Shérif,
CHARLES GARON.
23903-1-2-o
[Première insertion, 8 janvier 1949]

property of L. A. Moreau, and said L. A. Moreau, to assist and authorize his said wife, to wit:

"Subdivision No. 77 (seventy-seven) of lot No. 23 (twenty-three) of the official cadastre for the parish of Notre-Dame de Québec, banlieue, now Montcalm ward, of the city of Québec, measuring 28.8 feet in width by 55 feet in depth, English measure, and subdivision No. 76 (seventy-six) of lot No. 23 (twenty-three) of same cadastre, measuring 6.3 feet in width by 55 feet in depth, English measure, being an emplacement situate on Dolbeau Street, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies."

To be sold at my office in the City of Québec, on the ELEVENTH day of FEBRUARY next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIME DION,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Québec, January 4, 1949. 23924-1-2
[First insertion: January 8, 1949]
[Second insertion: January 22, 1949]

RICHELIEU

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court, } DOLORES DUPRÉ, spins-
No. 11,069. } er, of St-Aimé, district of
Richelieu, plaintiff; vs MICHEL LAPLANTE,
of Gilbertville, Mass, U.S.A., et al., defendants.

The immovable hereinafter described which is in the possession of the defendants.

An immovable situate in the parish of St-Aimé, district of Richelieu, known and designated on the official cadastre for the said parish as being lot number three hundred and ninety-one (No. 391) — with buildings thereon erected.

To be sold at the church door of Massueville, on THURSDAY, the TWENTIETH day of JANUARY, 1949, at TWO o'clock in the afternoon.

R. PAQUIN,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Sorel, December 15, 1948. 23748-51-2
[First insertion, December 18, 1948]

RIMOUSKI

Superior Court

Canada, } DAME ALMA ST-GE-
Province de Québec, } LAIS, wife separate as
District of Rimouski, } to property of Raymond
N° 10158. } Tremblay of Ragueneau,
district of Saguenay, and there carrying on
business under the firm name and style of
"Raymond Tremblay Enr'd", plaintiff, vs
ERNEST HOVINGTON, of Ragueneau,
district of Saguenay, defendant.

Lot No. 44, range one (rg. 1) of the township Ragueneau, bounded on the north by range two (rg. 2) on the east by lot No. 43, on the west by lot No. 45, on the south by the sea — with buildings thereon erected, circumstances and dependencies, the repairs, improvements, clearings and all pre-emption rights on said lot.

To be sold at the church door of Ragueneau, district of Saguenay, on MONDAY, the FOURTEENTH of FEBRUARY, 1949, at ONE o'clock in the afternoon.

CHARLES GARON,
Sheriff.
23903-1-2-o
[First insertion, January 8, 1949]

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 1

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

LeBlanc vs Bourget.	37
Robbins vs Simon.	37

ACTION EN SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS:

Gravel vs Côté	38
--------------------------	----

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1784, section "A" — Industrie de la boîte de carton dans la province de Québec	39
1784, section "B" — Industrie et métiers de la construction dans les comtés de Hull, Gatineau <i>et al.</i>	38
1784, section "C" — Employés municipaux de la ville de Jonquière.	38

AVIS AUX INTÉRESSÉS:

AVIS DIVERS:

Charlesbourg, village de (Obtention lettres patentes) de Dufresne Investments Inc. (Distribution de l'actif).	44
General Forwarders Limited (Distribution de l'actif).	44
L'Association des Anato-mo-Pathologistes de la province de Québec (Formation).	46
Roy, René (Président d'élection).	45
Union des Travailleurs du Carton et du Papier Façonnés de Montréal (Formation).	46

BILLS, ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE:

Concernant les bills privés qui seront présentés pendant la prochaine session	46
---	----

CHARTES — ABANDON DE:

Les Immeubles Vauquelin Inc.	47
Lola Fashions Inc.	46
Van Horne Realities Incorporated	47

COMMISSION MUNICIPALE DE QUÉBEC:

Commissaires d'écoles de la ville de Roberval	47
---	----

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Association des Ingénieurs Forestiers de la Province de Québec.	29
Cap-de-la-Madeleine, cité de <i>et al.</i>	28
Chicoutimi, cité de.	34
Commissaires d'Écoles Catholiques Romains de la Cité de Sherbrooke.	30
Commission des Écoles Catholiques de Verdun	29
Commission Métropolitaine de Montréal	21
Corporation des Ingénieurs Professionnels de Québec	20
Curé et Marguilliers de l'Oeuvre et Fabrique de la Paroisse du Saint-Cœur de Marie.	36
Dionne Limitée.	35

Index of the Quebec Official Gazette, No. 1

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

LeBlanc vs Bourget.	37
Robbins vs Simon.	37

ACTION FOR SEPARATION AS TO BED AND BOARD AND PROPERTY:

Gravel vs Côté	38
--------------------------	----

ORDERS IN COUNCIL:

1784, part "A" — Paper box industry in the Province of Quebec.	39
1784, part "B" — Construction industry and trades in the counties of Hull, Gatineau <i>et al.</i>	38
1784, part "C" — Municipal employees of the town of Jonquière.	38

1 NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 1

MISCELLANEOUS NOTICES:

Charlesbourg, village of (Application for letters patent).	44
Dufresne Investments Inc. (Distribution of the assets).	45
General Forwarders Limited (Distribution of the assets).	44
L'Association des Anato-mo-Pathologists of the province of Québec (Formation).	46
Roy, René (Returning-officer).	45
Union des Travailleurs du Carton et du Papier Façonnés de Montréal (Formation).	46

BILLS, LEGISLATIVE ASSEMBLY:

Concerning to private bills to be introduced during the coming session.	46
---	----

CHARTERS — SURRENDER OF:

Les Immeubles Vauquelin Inc.	47
Lola Fashions Inc.	46
Van Horne Realities Incorporated	47

QUEBEC MUNICIPAL COMMISSION:

School Commissioners of the town of Roberval	47
--	----

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Association of Forest Engineers of the Province of Quebec	29
Cap-de-la-Madeleine, city of <i>et al.</i>	28
Chicoutimi, city of.	34
Roman Catholic School Commissioners of the City of Sherbrooke.	30
Verdun Catholic School Board.	29
The Montreal Metropolitan Commission.	21
Corporation of Professional Engineers of Québec.	20
Parish Priest and Churchwardens of l'Oeuvre et Fabrique de la Paroisse du Saint-Cœur de Marie.	36
Dionne Limited.	35

Dominicaines Missionnaires Adoratrices.	31	Dominicaines Missionnaires Adoratrices.	31
Dorion, ville de.	24	Dorion, town of.	24
East Angus, ville de.	35	East Angus, town of.	35
Epstein, Fritz Oscar <i>et al</i>	18	Epstein, Fritz Oscar <i>et al</i>	18
Gagné, Jean-Jacques.	36	Gagné, Jean-Jacques.	36
Gauthier, François-Xavier alias Edmond.	35	Gauthier, François-Xavier alias Edmond.	35
Granby, cité de.	27	Granby, city of.	27
Granville, Reginald Gordon.	21	Granville, Reginald Gordon.	21
L'Industrielle, Compagnie d'Assurance sur la Vie.	36	Industrial Life Insurance Company.	36
Johnston, William.	19	Johnston, William.	19
La Caisse de Retraite du Clergé.	20	La Caisse de Retraite du Clergé.	20
Lachine, cité de.	21	Lachine, city of.	21
Lac Paré, paroisse de.	27	Lac Paré, parish of.	27
La Corporation des Entrepreneurs en Plomberie et Chauffage de la Province de Québec.	34	La Corporation des Entrepreneurs en Plomberie et Chauffage de la Province de Québec.	34
LaSalle, ville de.	22	LaSalle, town of.	22
La Société Provinciale d'Assurance Mutuelle — Provincial Mutual Insurance Society.	25	La Société Provinciale d'Assurance Mutuelle — Provincial Mutual Insurance Society.	25
LeMoyne, ville de.	24	LeMoyne, town of.	24
Les Clercs de St-Viateur de Joliette <i>et al</i>	22	Les Clercs de St-Viateur de Joliette <i>et al</i>	22
Les Pères des Sacrés Cœurs.	19	The Fathers of the Sacred Hearts.	19
Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, munic. de.	24	Notre-Dame-de-l'Île-Perrot, munic. of.	24
Renaissance Films Distribution Inc.	19	Renaissance Films Distribution Inc.	19
Rhodes, Pierre Richard.	34	Rhodes, Pierre Richard.	34
Rimouski, ville de.	26	Rimouski, town of.	26
Roberval, ville de.	23	Roberval, town of.	23
Romaine River Railway Company.	36	Romaine River Railway Company.	36
Sherbrooke, cité de.	17	Sherbrooke, city of.	17
Société d'Administration et de Fiducie.	25	Société d'Administration et de Fiducie.	25
Ste-Anne du Lac, village de <i>et al</i>	32	Ste-Anne du Lac, village of <i>et al</i>	32
St-Félicien, ville de.	23	St-Félicien, town of.	23
Ste-Foy, paroisse de.	18	Ste-Foy, parish of.	18
Ste-Thérèse, ville de.	33	Ste-Thérèse, town of.	33
St-Hyacinthe, cité de.	33	St-Hyacinthe, city of.	33
St-Laurent, ville de.	28	St-Laurent, town of.	28
Succession Hon. Charles-Séraphin Rodier.	23	Estate of Hon. Charles-Séraphin Rodier.	23
Succession Hugh Quinlan.	27	Estate of Hugh Quinlan.	27
Syrian Canadian Association.	18	Syrian Canadian Association.	18
Théoret, Docteur Rodrigue.	19	Théoret, Doctor Rodrigue.	19
The Royal Institution for the Advancement of Learning <i>et al</i>	24	The Royal Institution for the Advancement of Learning <i>et al</i>	24
Thetford Mines, cité de.	31	Thetford Mines, city of.	31
Verdun, cité de.	20	Verdun, city of.	20

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AGRICULTURE:

Industrie Laitière:

Ordonnance N° 49-Sp-1 — Drummondville.

47

TRAVAIL:

Comité paritaire de l'industrie de la chapellerie pour hommes et garçons (Prélèvement).

48

Comité paritaire de l'industrie des arts graphiques de Québec et du district (Approbation de règlements).

53

Industrie et métiers de la construction dans la région de Montréal (Modification).

49

Travailleurs en fourrure, commerce de gros, dans l'Île de Montréal (Modification).

52

TRÉSOR:

Assurances:

La Nationale, Compagnie d'Assurance Incendie et Risques divers — The

DEPARTMENTAL NOTICES:

AGRICULTURE:

Dairy Industry:

Order No. 49-Sp-1 — Drummondville.

47

LABOUR:

Joint Committee of the Men's and Boys' Hat and Cap Industry (Levy)

48

Joint Committee of the Graphic Arts Industry of Quebec and District (Approval of by-laws).

53

Construction industry and trades in the district of Montreal (Amendment).

49

Fur employees, wholesale trade, in the Island of Montreal (Amendment).

52

TREASURY:

Insurance:

La Nationale, Compagnie d'Assurance Incendie et Risques divers — The

National Fire and Casualty Insurance Company.....	54
Queen Insurance Company of America.....	54
The Newark Fire Insurance Company.....	55

National Fire and Casualty Insurance Company.....	54
Queen Insurance Company of America.....	54
The Newark Fire Insurance Company.....	55

ERRATUM:

Arrêté en conseil N° 1720, section "A" — Industrie des matériaux de construction dans la province de Québec.....	55
---	----

ERRATUM:

Order in Council No. 1720, part "A" — Building materials industry in the Province of Quebec.....	55
---	----

EXAMENS DU BARREAU:

Bas St-Laurent: pratique du droit.....	56
Montréal: étude du droit.....	56
Montréal: pratique du droit.....	57
Québec: étude du droit.....	56
Québec: pratique du droit.....	55
Richelieu: pratique du droit.....	56

BAR EXAMINATIONS:

Lower St. Lawrence: practice of law. . .	56
Montreal: study of law.....	56
Montreal: practice of law.....	57
Quebec: study of law.....	56
Quebec: practice of law.....	55
Richelieu: practice of law.....	56

LETTRES PATENTES:

Ain & Zakuta Ltd.....	2
Aird Investment & Realty Co. Ltd.....	3
Alexandre Côté Limitée.....	3
Carrière Bagot Quarry Inc.....	3
Comité des Chemins d'Hiver de St-Cuthbert.....	4
Diamond Flooring Limited.....	4
Émile Giroux Limitée.....	4
Excel Realities Inc.....	5
Georges Meilleur & Fils, Inc.....	5
Gérard Demers Incorporée.....	5
Hébert Lumber Ltd. Ltée.....	6
Hôtel Mont-Clair Limitée.....	6
Imperial Belt Company.....	6
Jeunesse Étudiante de l'Union Nationale de Montréal.....	7
Jos Potvin Ltée.....	7
J. T. Belley Inc.....	8
Kapri Construction Ltd.....	8
Lafond et Coderre, Ltée.....	8
La Liberté, Ltée.....	9
La Ligue des Propriétaires de la Cité d'Arvida.....	9
L'Aqueduc de Lanoraie Limitée.....	9
L'Association des Intérêts du Taxi de Montréal.....	10
L'Association des Propriétaires de la ville de Coaticook.....	10
Le Centre Paroissial de St-Jean Port-Joli.....	10
Le Placement Provincial Ltée — Provincial Investment Ltd.....	11
Les Cadres l'Éclair Ltée.....	11
Materials Resources Corporation.....	12
Maurice Gautier et Cie, Ltée.....	12
Montreal Hardwood & Tile Floors Ltd.....	12
Montreal Kitchen Supply Co. Ltd.....	13
National Soft Drinks Corporation — Les Liqueurs Nationales Inc.....	13
Perfect Spread Co.....	13
Poole Company Inc.....	14
Ru-Tex Mills Corporation.....	14
Service des Loisirs St-Stanislas Inc.....	14
Start-O-Matic Co. Limited.....	15
Sunny Acres Limited.....	15
The Fashion Arts Academy Ltd.....	16
T. Préfontaine & Cie Ltée Co. Ltd.....	16
Victory Coach Lines Limited.....	16
Western Motor Sales Limited.....	17

LETTERS PATENT:

Ain & Zakuta Ltd.....	2
Aird Investment & Realty Co. Ltd.....	3
Alexandre Côté Limitée.....	3
Carrière Bagot Quarry Inc.....	3
Comité des Chemins d'Hiver de St-Cuthbert.....	4
Diamond Flooring Limited.....	4
Émile Giroux Limitée.....	4
Excel Realities Inc.....	5
Georges Meilleur & Fils, Inc.....	5
Gérard Demers Incorporée.....	5
Hébert Lumber Ltd. Ltée.....	6
Hôtel Mont-Clair Limitée.....	6
Imperial Bel Company.....	6
Jeunesse Étudiante de l'Union Nationale de Montréal.....	7
Jos Potvin Ltée.....	7
J. T. Belley Inc.....	8
Kapri Construction Ltd.....	8
Lafond et Coderre, Ltée.....	8
La Liberté, Ltée.....	9
La Ligue des Propriétaires de la Cité d'Arvida.....	9
L'Aqueduc de Lanoraie Limitée.....	9
L'Association des Intérêts du Taxi de Montréal.....	10
L'Association des Propriétaires de la ville de Coaticook.....	10
Le Centre Paroissial de St-Jean Port-Joli.....	10
Le Placement Provincial Ltée — Provincial Investment Ltd.....	11
Les Cadres l'Éclair Ltée.....	11
Materials Resources Corporation.....	12
Maurice Gautier et Cie, Ltée.....	12
Montreal Hardwood & Tile Floors Ltd.....	12
Montreal Kitchen Supply Co. Ltd.....	13
National Soft Drinks Corporation — Les Liqueurs Nationales Inc.....	13
Perfect Spread Co.....	13
Poole Company Inc.....	14
Ru-Tex Mills Corporation.....	14
Service des Loisirs St-Stanislas Inc.....	14
Start-O-Matic Co. Limited.....	15
Sunny Acres Limited.....	15
The Fashion Arts Academy Ltd.....	16
T. Préfontaine & Cie Ltée Co. Ltd.....	16
Victory Coach Lines Limited.....	16
Western Motor Sales Limited.....	17

NOMINATION:

Larochelle, Hon. J.-Théophile.....	57
------------------------------------	----

APPOINTMENT:

Larochelle, Hon. J.-Théophile.....	57
------------------------------------	----

PROCLAMATIONS:

Concernant la tenue d'une élection par-

PROCLAMATIONS:

Concerning the holding of a by-election

tielle dans le district électoral de Lévis.	57	in the electoral district of Lévis.	57
Convocation de la Législature pour l'expédition des affaires.	58	Convocation of the Legislature for the dispatch of business.	58
SIÈGES SOCIAUX:		HEAD OFFICES:	
Club 75 Inc.	59	Club 75 Inc.	59
Les Cadres l'Éclair Ltée	59	Les Cadres l'Éclair Ltée	59
Touristaide Inc.	59	Touristaide Inc.	59
SOUMISSIONS:		TENDERS:	
Farnham, ville de.	59	Farnham, town of.	59
Sherbrooke, cité de.	60	Sherbrooke, city of.	60
VENTE, LOI DE FAILLITE:		SALE, BANKRUPTCY ACT:	
Charron & Leblanc.	61	Charron & Leblanc.	61
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
ABITIBI:		ABITIBI:	
Cleman vs Coutu.	62	Cleman vs Coutu.	62
ARTHABASKA:		ARTHABASKA:	
Desmarais vs Neveu.	63	Desmarais vs Neveu.	63
Payeur vs Hamel.	63	Payeur vs Hamel.	63
GASPÉ:		GASPÉ:	
Agnesi <i>et al</i> vs J. Robert Langelier Shoe Manufacturing Co. Ltd.	64	Agnesi <i>et al</i> vs J. Robert Langelier Shoe Manufacturing Co. Ltd.	64
D. Bouchard Limitée vs Dion.	64	D. Bouchard Limitée vs Dion.	64
Magasin Général Limitée vs Lafontaine.	65	Magasin Général Limitée vs Lafontaine.	65
IBERVILLE:		IBERVILLE:	
Lalumière vs De Beaujour.	65	Lalumière vs De Beaujour.	65
MONTREAL:		MONTREAL:	
Hetu vs Trempe.	66	Hetu vs Trempe.	66
Sheiners Incorporated vs Bélanger.	66	Sheiners Incorporated vs Bélanger.	66
The Manufacturers Life Insurance Co. vs Lepailleur <i>et vir</i>	67	The Manufacturers Life Insurance Co. vs Lepailleur <i>et vir</i>	67
QUÉBEC:		QUÉBEC:	
P. L. Lortie Ltée vs Thomassin.	67	P. L. Lortie Ltée vs Thomassin.	67
Jolicœur vs Thiffault <i>et vir</i>	67	Jolicœur vs Thiffault <i>et vir</i>	67
RICHELIEU:		RICHELIEU:	
Dupré vs Laplante <i>et al</i>	68	Dupré vs Laplante <i>et al</i>	68
RIMOUSKI:		RIMOUSKI:	
St-Gelais vs Hovington.	68	St-Gelais vs Hovington.	68
23927-o		23927-o	